

N°2016-CA-30

- Membres théoriques :
17
- Membres en exercice :
17
- Membres présents :
13
- Pouvoirs :
3
- Votants :
16

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**RAPPORT RELATIF A LA MISE A JOUR DU REGLEMENT OPERATIONNEL
(RO)**

Le 14 décembre 2016, le Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 22 novembre 2016, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (9 membres) avec 13 membres présents, l'assemblée peut valablement délibérer.

Étaient présents : Monsieur André GAUTIER, Président,

I. Membres du Conseil d'administration avec voix délibérative :

Titulaires

Mmes, Pierrette CANU, Mme Florence DURANDE, Agnès FIRMIN LE BODO, Blandine LEFEBVRE.

MM. Guillaume COUTEY, Gérard JOUAN, Michel LEJEUNE, Luc LEMONNIER, Didier REGNIER, Sébastien TASSERIE.

Suppléants

M. Philippe LEROY, Mme Fabienne DUPARC.

II. Membres avec voix consultative :

MM. le Colonel Marc VITALBO, Directeur départemental par intérim, le Colonel Thierry SENEZ, le Commandant Hervé TESNIERE, le Capitaine Samuel PERDRIX, le Caporal Mathieu GIBASSIER, Dominique PROUST, Payeur départemental.

III. Membre de droit :

M. Jean-Marc MAGDA, Directeur de Cabinet.

IV. Pouvoirs :

Mme Sophie ALLAIS à Monsieur Sébastien TASSERIE,
Mme Florence THIBAudeau RAINOT à Monsieur André GAUTIER,
Mme Chantal COTTEREAU à Monsieur Gérard JOUAN.

Étaient absents excusés :

Mmes Sophie ALLAIS, Chantal COTTEREAU, Florence THIBAudeau RAINOT.
MM. Bastien CORITON, Jean-Pierre THEVENOT, le Capitaine André HENRY, le Lieutenant Hervé PASQUIER, le Caporal Thomas BRU – représenté.

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Règlement opérationnel a été arrêté par la préfète le 4 juillet 2016.

Un Règlement opérationnel évolutif

L'organisation et la distribution des secours dans le département reposent sur le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et sur le Règlement opérationnel (RO). L'adoption de la mise à jour du Sdacr entraîne la révision concomitante du RO. Cette révision porte sur les items suivants.

Évolutions du territoire

Les communes nouvelles

Le territoire de la Seine-Maritime connaîtra une évolution au 1er janvier 2017, avec la création de la commune nouvelle **Terre-de-Caux** regroupant 7 communes.

Cette évolution conduit, conformément au principe arrêté, à considérer les anciennes communes comme des quartiers de la nouvelle commune d'appartenance et, à adapter le plan de déploiement de chaque commune en conséquence.

La dissolution du Corps communal de Longroy

La dissolution du Corps communal de Longroy impose la mise à jour du corps de texte du RO, notamment le chapitre et les paragraphes relatifs à la constitution du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, à la direction opérationnelle du Sdis, de l'annexe 1 relative aux conventions opérationnelles, et de l'ensemble des cartes du RO.

Le service de santé et secours médical SSSM

La mise en cohérence du corps de texte relatif aux ressources opérationnelles du SSSM et de l'annexe 9 associée.

Adaptation et intégration des notes de doctrine opérationnelle de la Direction générale de la sécurité civile et de gestion de crise (DGSCGC)

Tuerie de masse – Réponse opérationnelle des services d'incendie et de secours

Organisation du commandement

- Prise en compte de l'adaptation de l'organisation opérationnelle de commandement induite par la note de doctrine opérationnelle de la Direction générale de la Sécurité Civile et de la gestion de crise DGSCGC relative aux tueries de masse et de l'appropriation des modes d'action entre les acteurs.

Adaptation de la réponse opérationnelle

- Adaptation des équipements de protection individuelle (EPI balistiques) pour les personnels du Sdis (force concourante) sous forme de kit «équipements balistiques» répartis sur le département.

Intervention d'urgence sur les véhicules (IUV) – incendie-secours routier

- prise en compte de l'évolution des technologies employées pour motoriser les véhicules et leurs risques associés, afin de garantir la sécurité des personnels intervenant par l'adaptation des limites d'action.

Engagement des moyens de secours

Sans remettre en cause les principes d'engagement des secours, optimisation de la réponse opérationnelle, en redonnant au CTA-CODIS, la capacité d'une meilleure adéquation des moyens engagés par rapport aux éléments d'appréciation contextuels recueillis lors du traitement d'appel.

L'ajustement du plan de déploiement départemental (PDD)

Dans le respect des principes du Sdacr qui reposent sur les notions d'efficacité (priorité au centre le plus proche) et d'efficacités (priorité aux délais d'intervention) pour assurer une réponse opérationnelle optimale et pérenne dans l'intérêt de la victime, le plan de déploiement départemental défini en annexe 11 est ajusté afin de prendre en compte les quelques écarts constatés entre le délai théorique du système d'information géographique (SIG) et la réalité de terrain.

L'adéquation des moyens opérationnels

Adaptation des moyens de réserve opérationnelles départementales par la suppression des véhicules toute usage (VTU).

Les prestations d'appui opérationnel

Différents services et autres partenaires privés ou associatifs peuvent apporter leur concours aux missions de sécurité civile dans le cadre de leur activité. Dans ce cadre, ce partenariat se concrétise par le biais d'une convention qui arrête les conditions et les modalités de cette participation aux opérations de secours dans le respect des dispositions législatives. Ainsi, le Sdis a renouvelé et développé des partenariats d'appui opérationnel dans les domaines suivants :

Le secours d'urgence à personnes

- la convention avec la Croix Rouge Française relative aux évacuations d'urgence de victimes dans le prolongement d'un dispositif prévisionnel de secours (DPS),

L'environnement maritime et nautique

- la convention avec la Société nationale de sauvetage en mer (SNSM) relative à un appui opérationnel dans le cadre des opérations de recherches et de sauvetage en mer dans des conditions matérielles, techniques et de sécurité optimale,

Les infrastructures routières

- la révision de la convention relative aux interventions réalisées par le Sdis sur le domaine autoroutier concédé à la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN),

Les risques technologiques et industriels

- la convention relative à la participation d'EDF à la mise à disposition du Sdis par chaque centre nucléaire de production d'électricité (CNPE de Paluel et de Penly), d'un équipement hydraulique grande puissance concourant à la couverture opérationnelle des risques particuliers,
- le renouvellement de la convention de mise à disposition d'un officier de sapeur-pompier professionnel (OSPP) au sein du CNPE de Penly,

Autres

- la convention relative à la participation des volontaires internationaux en soutien opérationnel virtuel à la gestion de crise (VISOV), dans le domaine de l'utilisation des médias sociaux pour la gestion de l'urgence (MSGU).

En conséquence, les annexes suivantes sont modifiées.

Annexe 1 - conventions opérationnelles : prise en compte de la révision et du développement des nouvelles conventions d'appui opérationnel détaillées ci-dessus,

Annexe 3 - établissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE : mise à jour de la liste suite à la création des communes nouvelles, sièges de certaines industries,

Annexe 4 - interventions non urgentes ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire : simplification par le remplacement dans la grille d'appréciation de l'urgence, des montants de la participation financière du bénéficiaire par une mention précisant que ces montants sont réactualisés annuellement par délibération du Conseil d'administration du Sdis,

Annexe 8 - composition et règles d'utilisation des réserves départementales : ajustement des moyens de réserve des groupements territoriaux par la suppression des véhicules tout usage (VTU),

Annexe 10 - règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques : complément de l'annexe relative à chaque spécialité ou unité opérationnelle spécifique permettant de préciser :

- la localisation des risques,
- le cadre réglementaire d'emploi,
- le volume de formation de maintien des acquis,
- le potentiel opérationnel journalier (POJ) de la spécialité des Cis référents,
- la réponse de bassin.

Annexe 11 - plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème} appel : intégration de l'ensemble des évolutions liées à la commune nouvelle Terre-de-Caux, et aux écarts de terrains constatés sur le deuxième appel des communes de Mesnil-Raoul, de La Neuville-Chant-d'Oisel et de Sahurs,

Annexe 13 - règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale : au regard de l'occurrence du risque, adaptation de la règle du cumul entre l'astreinte Rad 3 et l'astreinte de terrain. Dissociation dans le groupe de commandement entre, le soutien sanitaire en opération (SSO) et la fonction d'officier santé.

Annexe 14 - effectifs minimaux des engins de secours : ajustement et adaptation des limites d'actions, relatives aux feux de véhicules conformément aux recommandations de la note de doctrine opérationnelle de la DGSCGC,

Annexe 15 - liste des départs types : ajustement des moyens et des codes sinistres, notamment :

- la réponse au secours d'urgence à personnes (SUAP) par la suppression de la notion d'urgence différée,
- l'engagement du chef de groupe sur certains codes sinistre,
- l'ajout du kit balistique en contexte attentat,
- la modification des codes sinistres pour assistance à personne en profondeur et en surface, en eaux intérieures et en zone littorale par, « assistance aquatique en eaux intérieures / en zone littorale » pour lesquels, l'engagement initial est les sauveteurs aquatiques (SAV) complétés des plongeurs (SAL) en fonction du contexte.

Annexe 16 - groupes d'intervention départementaux : remplacement des acronymes, médecins de sapeurs-pompiers (MSP) et infirmiers de sapeurs-pompiers (ISP) par l'acronyme aide médicale urgente (AMU) adapté dans la constitution des groupes concernés.

*

**

L'ensemble des mises à jour, intégré dans le document source RO et ses annexes, abroge la version V0.1

L'adoption de la mise à jour du RO (version V0.2) conduit à abroger les délibérations et les actes en découlant.

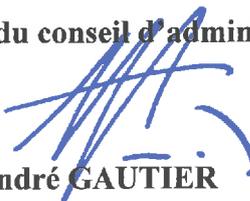
Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, les avis suivants ont été recueillis :

- la commission administrative et technique des services d'incendie et de secours s'est prononcée le 06 décembre 2016 avec avis favorable à la majorité absolue,
- le comité technique du Sdis s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis défavorable à la majorité du collège des représentants du personnel et avis favorable à l'unanimité du collège des représentants de l'administration,
- le comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires s'est prononcé le 07 décembre 2016 avec avis favorable à l'unanimité.

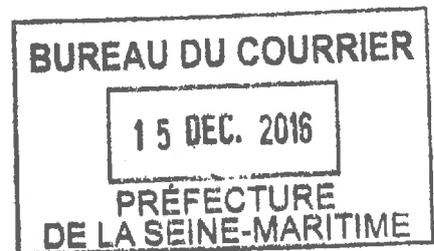
*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration émettent un avis favorable à l'unanimité.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER





SDIS 76

Règlement opérationnel départemental

TYPE de Document

Règlement opérationnel

MAJ - Version

- V0.2

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1. GÉNÉRALITÉS.....	5
1.1. Objet du Règlement opérationnel.....	5
1.2. Application.....	5
1.3. Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.....	5
2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS.....	6
2.1. Missions de service public.....	6
2.1.1. <i>Le secours d'urgence aux personnes</i>	6
2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.....	6
2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.....	7
2.1.2. <i>Le secours en mer</i>	7
2.1.3. <i>Les sites nucléaires et industriels</i>	8
2.1.3.1. Les centres nucléaires de production d'électricité (C.N.P.E.).....	8
2.1.3.2. Les sites industriels :.....	8
2.1.3.2. Les stockages de liquides inflammables non autonomes.....	9
2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.....	9
2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis.....	9
2.3.1. <i>La direction des opérations de secours</i>	9
2.3.2. <i>L'exercice de la police de la défense extérieure contre l'incendie (DECI)</i>	10
2.3.3. <i>L'accessibilité et la dénomination des voies</i> :.....	10
2.3.4. <i>Les plans d'établissement répertoriés (ER)</i> :.....	11
2.4. La continuité de service.....	11
3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS.....	12
3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental.....	12
DEUXIEME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE.....	12
1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX.....	12
2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis).....	13
2.1. Missions.....	13
2.1.1. <i>Le cadre général</i>	13
2.1.2. <i>Les missions nécessaires à la distribution des secours</i>	13
2.1.3. <i>Les missions du chef de centre</i>	13
2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours (Cis).....	14
2.2.1. <i>Le mode d'organisation des Cis</i>	14
<i>Le mode d'organisation des Cis est déterminé selon :</i>	14
2.2.2. <i>La dissolution, la création, et le regroupement de Cis</i>	14
2.3. Les ressources.....	15
2.3.1. <i>Potentiel opérationnel journalier (POJ) et effectifs opérationnels journaliers (EOJ)</i>	15
2.3.2. <i>La dotation en véhicules et en engins de secours</i>	15
2.3.3. <i>La réserve opérationnelle</i>	15

3. LE SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL (SSSM)	15
4. LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES	16
4.1. Généralités	16
4.2. Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques	16
4.2.1. L'aptitude	16
4.2.2. Le fonctionnement	17
5. LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE	17
5.1. Les principes de couverture et de rattachement des communes à un Cis	17
5.1.1. La couverture en première intention (dit premier appel)	17
5.1.2. La couverture en deuxième intention (dit deuxième appel)	17
5.2. Le plan de déploiement	17
5.3. Les cas particuliers	17
5.3.1. Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles)	17
5.3.2. La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (ETARE), des ordres d'opérations et des dispositions ORSEC	18

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE 19

1. LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPERATIONS DE SECOURS	19
1.1. Les rôles et missions du CTA-CODIS	19
1.1.1. Les rôles et missions du CTA	19
1.1.2. Les rôles et missions du CODIS	20
1.2. Les différents modes d'organisation	20
1.2.1. En situation courante	20
1.2.2. Face à un évènement particulier	20
1.2.3. En situation d'appuis multiples	21
1.3. L'effectif opérationnel journalier du CTA-CODIS	21
2. L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT	21
2.1. Les emplois opérationnels de commandement	21
2.2. Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement	23
2.3. Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)	24
3. LA SECURITE EN OPERATION	24
3.1. Le rôle de tous les agents	24
3.2. Le rôle du Commandant des opérations de secours	25
3.3. La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers	25
4. L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS	25
4.1. L'organisation générale des transmissions	25
4.2. Les ordres de transmission	25
5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS	26
5.1. L'engagement des moyens de secours	26
5.1.1. Les effectifs nominaux	26
5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels	26
5.1.3. Les départs types	26

5.1.4.	<i>L'ajustement des départs types</i>	27
5.1.5.	<i>Le mode dégradé</i>	27
5.1.6.	<i>Le mode mutualisé</i>	27
5.1.7.	<i>La gestion des demandes de renforts</i>	27
5.1.8.	<i>L'engagement opérationnel des personnels du Service de santé et de secours médical (Sssm)</i>	28
5.1.9.	<i>La couverture des risques particuliers et des sites à risques</i>	28
5.1.10.	<i>Les moyens aériens hélicoptérés</i>	29
5.1.11.	<i>Les renforts extra départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD)</i>	29
5.1.11.1.	Les renforts extra-départementaux	29
5.1.11.2.	L'Unité Mobile de Décontamination (UMD)	29
6.	ANALYSE DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE	30
6.1.	Les mesures de la qualité opérationnelle	30
6.2.	Le retour d'expérience (REX)	30

ANNEXES31

ANNEXE 1 :	Listes des conventions.....	31
ANNEXE 2 :	Echelon de reconnaissance et d'évaluation	31
ANNEXE 3 :	Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement	31
ANNEXE 4 :	Intervention non urgentes ouvrant droit à participation aux frais du bénéficiaire	31
ANNEXE 5 :	Modes d'organisation des centres d'incendie et de secours	31
ANNEXE 6 :	Potentiels opérationnels journaliers des centres d'incendie et de secours	31
ANNEXE 7 :	Dotations en engins des centres d'incendie et de secours	31
ANNEXE 8 :	Composition et règles d'attribution des réserves départementales.....	31
ANNEXE 9 :	Règlement de doctrine du Sssm	31
ANNEXE 10 :	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques.....	31
ANNEXE 11 :	Plan de déploiement des centres d'incendie et de secours sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel ...	31
ANNEXE 12 :	Modalités d'organisation du CTA-CODIS	31
ANNEXE 13 :	Règlement de doctrine de la chaîne de commandement.....	31
ANNEXE 14 :	Effectifs nominaux des engins de secours	31
ANNEXE 15 :	Liste des départs-types	31
ANNEXE 16 :	Les groupes d'intervention départementaux.....	31

PREMIÈRE PARTIE : LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. **Objet du Règlement opérationnel**

Le Service départemental d'incendie et de secours est recensé dans le dispositif d'Organisation de la réponse de sécurité civile (Orsec). A ce titre, il prévoit son organisation pour assurer en permanence ses missions et les conditions dans lesquelles le préfet ou les maires mettent en œuvre les moyens du Service départemental d'incendie et de secours dans le cadre de leurs pouvoirs de polices respectifs.

Le Service départemental d'incendie et de secours est placé sous l'autorité du préfet pour toutes les missions relevant du présent document.

Ce règlement s'applique à toutes les communes de la Seine-Maritime, sièges ou non d'un centre d'incendie et de secours.

1.2. **Application**

Le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours veille à la bonne application des dispositions du présent règlement et à la cohérence des actions menées. Il propose au préfet une actualisation régulière des dispositions si nécessaire.

De plus, à l'appui du présent règlement, le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours arrête des consignes opérationnelles particulières de portée départementale sous forme d'instructions opérationnelles, de notes de service et d'ordres d'opérations.

1.3. **Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis 76) de la Seine-Maritime comprend :

- le corps départemental de sapeurs-pompiers,
- le service de santé.

Le Sdis 76 est, pour la gestion administrative et financière, placé sous l'autorité du président du Conseil d'administration.

Le Sdis 76 comprend :

- une direction départementale organisée en groupements fonctionnels, et services,
- des groupements territoriaux,
- des centres d'incendie et de secours (Cis).

Pour mener ses missions opérationnelles, le Sdis 76 s'organise de façon à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face aux accidents, sinistres et catastrophes générés par les risques courants et particuliers tels qu'ils sont inventoriés dans le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2. LES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS DU SDIS

2.1. Missions de service public

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies.

Il concourt avec les autres services et professionnels concernés, à la protection et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques et naturels ainsi qu'aux secours d'urgence.

Dans le cadre de ses compétences, il exerce les missions suivantes :

- la prévention et l'évaluation des risques de sécurité civile,
- la préparation des mesures de sauvegarde et l'organisation des moyens de secours,
- la protection des personnes, des biens et de l'environnement,
- les secours d'urgence aux personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ainsi que leur évacuation.

2.1.1. Le secours d'urgence aux personnes

Le Sdis concourt avec les autres services et professionnels concernés aux secours d'urgence aux personnes.

Dans ce cadre, la mise en œuvre des moyens de secours d'urgence aux personnes est organisée selon une convention sur l'aide médicale urgente (AMU) entre le Sdis et les Services d'aide médicale urgente de la Seine-Maritime (SAMU 76 A et B) (cf. annexe 1).

Cette convention est conforme aux exigences nationales du référentiel commun d'organisation du secours aux personnes et de l'aide médicale urgente.

2.1.1.1. La participation à l'aide médicale urgente.

Le cadre général :

L'aide médicale urgente relève du SAMU. Le Service de santé et de secours médical (Sssm) concourt aux missions de secours d'urgence et participe à l'aide médicale urgente. Les personnels correspondants doivent être titulaires de la compétence protocoles infirmiers de soins d'urgence (PISU) (Cf. annexe 1).

Le véhicule léger infirmier (VLI) :

Conformément aux orientations de l'interface entre le Schéma régional d'organisation des soins (Sros) et le Sdacr, un dispositif de garde infirmier peut être mis en place. Il permet d'assurer la première réponse d'AMU en attendant la prise en charge des victimes par une équipe hospitalière du Service mobile d'urgence et de réanimation (SMUR).

Il s'effectue sous la forme d'un VLI mis en place dans le cadre d'une convention avec le centre hospitalier territorialement compétent qui définit les modalités de mise en œuvre et les protocoles infirmiers de soins d'urgence.

Ces dispositions prévoient la mise en position de garde d'un infirmier de sapeur-pompier volontaire du vendredi 20 heures au lundi matin 08 heures. Une permanence de conducteur est assurée selon le fonctionnement de l'astreinte indépendamment de l'effectif opérationnel du Cis.

Le véhicule médicalisé léger (VML) :

Le centre de secours Les-Prés-Salés, assure au profit de l'antenne du SMUR de Eu un piquet de conducteur de la VML sept jours sur sept, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Cette permanence est assurée,

par un sapeur-pompier volontaire, selon le fonctionnement de la garde, indépendamment de l'effectif opérationnel du Cis.

2.1.1.2. Le transport des urgences psychiatriques.

Une convention multipartite (établie entre le Ministère Public, les préfectures de l'Eure et de la Seine-Maritime, l'agence régionale de la santé de Normandie, les Sdis 76 et 27, les associations de transports sanitaires urgents et les centres hospitaliers de Normandie ayant des services d'urgences psychiatriques), définit l'organisation du dispositif de réponse aux urgences psychiatriques sur le territoire de santé de la région Haute-Normandie (Cf. annexe 1)

Ce dispositif permet d'optimiser la réponse apportée au patient dans le délai de prise en charge et de réduire le temps de mobilisation des services pour :

- l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement (évaluation médicale, décision administrative, transport),
- la réintégration en hospitalisation complète d'un patient connu (en fugue ou en rupture de soins prescrits dans le cadre d'un programme de soins),
- le transport vers un établissement de santé de toute personne présentant des troubles mentaux manifestes et non consentante aux soins.

2.1.2. Le secours en mer

Le Sdis est territorialement compétent jusqu'à la limite géographique à partir de laquelle s'exerce l'autorité du préfet maritime en matière de secours, soit :

- jusqu'à la limite des eaux sur le rivage (ligne délimitant sur l'estran les terres immergées, des terres émergées, c'est donc une limite fluctuante dans le temps, sous l'effet de la marée),
- dans la bande côtière des 300 m depuis la limite des eaux sur le rivage, s'agissant des baignades ou des activités nautiques pratiquées à partir du rivage, avec des engins de plage et des engins nautiques non immatriculés
- dans les ports à l'intérieur de leurs limites administratives,
- dans les estuaires en amont des limites transversales de la mer.

La participation aux opérations de recherche et de sauvetage en mer n'est pas une mission obligatoire des Sdis.

Toutefois, le Sdis 76 peut contribuer aux opérations de secours et de sauvetage en mer conformément aux conventions établies respectivement avec les Centres régionaux opérationnels de surveillance et de sauvetage (CROSS) Gris Nez (compétent au nord du cap d'Antifer) et Jobourg (compétent au sud du cap d'Antifer).

Dans ce cadre, le Sdis 76 participe (Cf. annexe 1) :

- aux opérations de recherche et de sauvetage en mer au profit principalement des baigneurs et des personnes pratiquant des loisirs ou sports nautiques, sur la façade littorale du département,
- à l'armement de l'hélicoptère de la sécurité civile basé à Octeville sur Mer (Dragon 76) avec des personnels spécialisés à l'exclusion d'équipes médicales.
- à la préparation de l'accueil au port d'un navire en difficulté, notamment en ce qui concerne :
 - la lutte contre l'incendie,
 - le secours aux personnes,
 - les matières dangereuses.

2.1.3. Les sites nucléaires et industriels

2.1.3.1. Les centres nucléaires de production d'électricité (CNPE) :

La défense incendie des CNPE relève d'une convention cadre nationale entre la Direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises (DGSCGC) et Electricité de France-Direction de la production nucléaire (EDF-DPN), déclinée au plan départemental par une convention de partenariat entre le Sdis et les CNPE de Paluel et de Penly.

Cette convention a pour objectif de :

- préparer et préciser les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers en cas d'incendie, d'accident, de situations de pollution environnementale se produisant dans l'enceinte des CNPE de Penly et Paluel, en cohérence avec les dispositions opérationnelles du PUI (Plan d'Urgence Interne) et du PPI (Plan Particulier d'Intervention), s'ils sont déclenchés,
- fixer les conditions dans lesquelles les CNPE de Paluel, de Penly, et le Sdis s'apporteront un soutien technique mutuel notamment pour le perfectionnement de l'ensemble des acteurs pouvant intervenir en situation de crise, l'amélioration de la culture incendie et de la connaissance des structures des CNPE.

De plus, le Sdis, dans le cadre d'une convention d'objectif met à disposition un officier de sapeurs-pompiers sur chaque CNPE de Paluel et Penly.

Ces officiers de sapeurs-pompiers sont chargés sous l'autorité du CNPE et plus particulièrement du chef de mission sûreté du CNPE, d'une part, de promouvoir, d'organiser, et d'animer le développement des relations entre CNPE et le Service départemental d'incendie et de secours afin d'assurer en cas de sinistre ou d'incident particulier, la meilleure complémentarité possible entre les intervenants et d'autre part, de collaborer et de veiller à la cohérence des mesures sur les deux sites de Paluel et Penly.

2.1.3.2. Les sites industriels

Un sinistre industriel avec ou sans le déclenchement d'un Plan d'opération interne (POI) ne conduit pas nécessairement à l'engagement de moyens d'intervention du Sdis, le recours aux secours publics étant du ressort de l'exploitant.

Dans ce cas, conformément aux instructions préfectorales (circulaires du 13/07/2011, 03/07/2014, 03/06/2015 relatives à la gestion des incidents technologiques avec déclenchement de plan d'opération interne) et dans l'esprit de la circulaire interministérielle du 12 janvier 2011 (articulation entre le plan d'opération interne, l'intervention des services de secours publics et la planification Orsec) qui prévoit la présence au poste de commandement de l'exploitant d'un officier de liaison issu des secours publics, l'exploitant peut accepter l'assistance d'un échelon de reconnaissance et d'évaluation composé d'officiers de la chaîne de commandement et d'un représentant de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) (Cf. annexe 2).

Cet échelon est chargé de :

- transmettre, dans les meilleurs délais, au CODIS des informations utiles permettant une évaluation plus précise de la situation à l'attention de l'autorité préfectorale,
- conseiller l'industriel sur la conduite des opérations, dans le domaine de l'incendie et des risques particuliers (risques chimiques, feux d'hydrocarbures...),
- proposer des moyens du Sdis en complément du dispositif mis en œuvre par l'industriel.

Par ailleurs, dès lors que l'exploitant recourt aux moyens du Sdis, la stratégie d'intervention est définie conjointement entre le Commandant des opérations de secours (COS) sapeur-pompier et le Directeur des opérations internes (DOI), chacun restant dans ses domaines de compétences et de responsabilités.

2.1.3.2. Les stockages de liquides inflammables non autonomes

En application de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), relative au stockage en réservoirs aériens de liquides inflammables, les établissements assujettis se déclarent autonomes ou non autonomes en matière de stratégie de lutte contre l'incendie.

Dans le cas où un établissement se déclare non autonome (Cf. annexe 3), il peut demander le recours aux moyens publics (Sdis).

Dans ce cadre, l'appui du Sdis en l'absence d'évènement majorant sur le département, consiste en première intention en l'engagement d'un groupe feu de liquide inflammable.

2.2. Missions ne relevant pas de la compétence du Sdis.

Le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies par les textes réglementaires en vigueur. (Cf. annexe 4)

S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il est demandé aux bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration.

Les interventions ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire (le requérant) sont les suivantes :

- l'ouverture de porte sans urgence,
- le dégât des eaux,
- la destruction d'hyménoptères,
- la pollution,
- la réquisition de l'autorité judiciaire,
- l'ascenseur bloqué,
- la prestation d'assistance au remorquage ou à la récupération d'objets flottants.

2.3. Le rôle des maires dans la réalisation des missions du Sdis

2.3.1. La direction des opérations de secours

Lors de la survenue d'un sinistre, dont l'ampleur et les conséquences directes ne dépassent pas les limites du territoire communal, le maire dirige les opérations de secours. Dans ce cas, il prend l'appellation de Directeur des opérations de secours (DOS) et s'appuie sur la chaîne de commandement du Sdis détaillée dans le chapitre 1.2 de la troisième partie du présent règlement.

Par ailleurs, en cas d'accident, sinistre ou catastrophe dont les conséquences peuvent dépasser les limites ou les capacités d'une commune, le représentant de l'Etat dans le département mobilise les moyens de secours relevant de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements publics. En tant que de besoin, il mobilise ou réquisitionne les moyens privés nécessaires aux secours.

Il assure la direction des opérations de secours et peut activer s'il y a lieu, le plan Orsec départemental.

2.3.2. L'exercice de la police de la défense extérieure contre l'incendie (DECI)

Conformément au Code général des collectivités territoriales (CGCT), il appartient, selon le cas, au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) délégataire du pouvoir de police spéciale relatif à la DECI, de prendre toutes les dispositions pour permettre et faciliter la mise en œuvre opérationnelle des moyens du Sdis sur leur territoire de compétence. A cet égard, ils doivent mettre à disposition des sapeurs-pompiers, les ressources en eau nécessaires pour assurer la lutte contre les incendies.

L'autorité investie du pouvoir de police de la DECI veille à ce que l'implantation des poteaux et bouches d'incendie soit réalisée, dans chaque commune, suivant les préconisations du Sdis, conformément aux dispositions techniques précisées dans le règlement départemental de DECI (RDDECI).

En applications des dispositions prévues dans le RDDECI, elle doit :

- maintenir en bon état de fonctionnement les moyens de défense extérieure contre l'incendie artificiel et naturel situés sur le domaine public ou sur des parcelles privées,
- contrôler périodiquement les performances, la manœuvrabilité, l'accessibilité et le signalement de ces ressources en eau.

L'autorité investie du pouvoir de police de la DECI et les services délégataires chargés du contrôle des mesures de performance des points d'eau transmettent à la direction départementale des services d'incendie et de secours les résultats de ces mesures, dans les conditions et sous la forme préconisées par le RDDECI.

De plus, ils informent sans délai, selon les modalités précisées dans le RDDECI, le Sdis de :

- tout projet de création, modification ou suppression de point d'eau,
- toute indisponibilité,
- tout retour à l'état de disponibilité.

2.3.3. L'accessibilité et la dénomination des voies :

Les communes sont tenues d'informer et de transmettre sans délai au format informatique au Sdis à l'adresse suivante : gop.secretariat@sdis76.fr

- toutes modifications qui interviennent dans la création, la dénomination, la numérotation des voies,
- les informations relatives à la fermeture des voies, aux changements de sens de circulation et aux restrictions de circulation.

A ce titre, les communes permettent au Sdis d'accéder à toutes leurs bases de données informatiques s'y afférant.

2.3.4. Les plans d'établissements répertoriés (ER) :

Afin de faciliter l'engagement et la réponse opérationnelle des intervenants, le service Prévision et Planification procède à l'élaboration des plans d'établissements répertoriés de sites ou d'entreprises présentant des risques particuliers, nécessitant l'engagement de moyens de couverture adapté.

Les critères retenus pour l'élaboration de ce type de documents sont précisés dans le tableau suivant :

Plan ER complet	Plan ER simplifié		Cas des autres établissements	
Installation contenant une INB	Installation soumise à POI sans en avoir l'obligation par arrêté préfectoral		Application de la grille d'aide à la décision en vue de l'élaboration d'un <u>Plan ER simplifié</u>	
ICPE soumise à AS	Monuments ou ouvrages historiques à protéger			
Installation soumise à POI par arrêté préfectoral	Immeubles verre et acier			
Installation soumise à PPI isolé	Silos			
Immeuble de Grande Hauteur	Établissement économique / militaire sensible			
Aéroports	Bâtiment d'habitation de la 4eme famille			
ERP type U et J de 1ère catégorie	Manifestations ou établissements temporaires			
Établissement visé par l'ORSEC départemental	Stations de pipeline			
Établissement pénitentiaire	ERP	Type		Catégorie
Transports guidés urbains		J		(cf plan ER complet sinon 2ème)
Infrastructures spécifiques (tunnels ferroviaires ou routiers, pont sensible, ...)		L		1ère et 2ème
Administrations sensibles (préfecture, conseils régional et départemental, ...)		M		1ère à simple niveau
ERP de type M de 1ère catégorie à plusieurs niveaux		N		non
ERP de type R d'enseignement supérieur (universités, facultés avec risques spécifiques, laboratoire)		O		sous AD majeur
Navire transportant des passagers à passage régulier (ferry notamment)		P		non
		Q		Cf plan ER complet sinon 1ère et 2ème (avec locaux à sommeil)
		S		non
		T		non
		U		(cf plan ER complet sinon 2ème)
		V		non
		W	1ère et 2ème	
		X	1ère	
		Y	1ère	
		GA	1ère et 2ème	
		PS	tous	
	PO et TPO	sous AD majeur		

2.4. La continuité de service

Lorsque des évènements sont susceptibles de perturber son fonctionnement, le Sdis adapte son organisation.

Un arrêté conjoint du préfet et du président du Conseil d'administration du Sdis détermine le périmètre d'un service minimum et des ressources permettant au Sdis d'assurer la continuité de ses missions de service public.

3. LA DIRECTION OPÉRATIONNELLE DU SDIS

3.1. Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental.

Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours (Ddsis), chef du corps départemental des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime, est placé sous l'autorité du représentant de l'Etat dans le département et dans le cadre de leur pouvoir de police des maires pour :

- la direction opérationnelle du corps départemental des sapeurs-pompiers,
- la direction des actions de prévention relevant du Service départemental d'incendie et de secours,
- la mise en œuvre opérationnelle de l'ensemble des moyens de secours et de lutte contre l'incendie.

Le Directeur dispose de l'ensemble des moyens des centres d'incendie et de secours (Cis) pour l'exercice des missions prévues à l'article L 1424-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et rappelées ci-avant.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur départemental, le Directeur départemental adjoint le remplace dans l'ensemble de ses fonctions.

DEUXIEME PARTIE : ORGANISATION TERRITORIALE

1. LES GROUPEMENTS TERRITORIAUX

Les groupements territoriaux sont placés sous le commandement d'un chef de groupement et sont chargés de mettre en œuvre au niveau des territoires, l'ensemble des politiques et actions relatives à la compétence et aux missions du Sdis.

Dans ce cadre, les groupements territoriaux sont plus particulièrement chargés de :

- organiser et mettre en œuvre la politique départementale sur le territoire,
- participer à la définition des orientations stratégiques du service départemental,
- animer, coordonner et contrôler le fonctionnement de l'ensemble des centres d'incendie et de secours et services du groupement,
- s'assurer de l'organisation des centres d'incendie et de secours dans le respect des règlements du Sdis 76 et de la qualité des actions menées par les chefs de centre,
- s'assurer de la bonne préparation et de la distribution des secours en contrôlant les capacités et aptitudes opérationnelles des centres et proposer toutes mesures correctives destinées à rendre la réponse opérationnelle plus efficiente,
- développer et entretenir les relations avec les services publics et privés concourant aux opérations de secours,
- développer et entretenir les relations avec les exploitants d'établissements présentant des risques particuliers.

Pour permettre la réalisation de ces missions, les groupements territoriaux disposent de structures déconcentrées des groupements fonctionnels implantées au niveau de leur état-major et des moyens affectés dans les Cis de leur territoire de compétence.

2. LES CENTRES D'INCENDIE ET DE SECOURS (Cis)

Les centres d'incendie et de secours sont des unités territoriales chargées principalement des missions de secours. Ils sont répartis sur le territoire du département en tenant compte des objectifs de couverture définis par le Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr).

2.1. Missions

2.1.1. Le cadre général

Les Cis placés sous le commandement d'un chef de centre doivent assurer en toutes circonstances les missions nécessaires :

- à la distribution des secours sur le terrain,
- au maintien de la capacité opérationnelle (potentiel opérationnel journalier, effectif de spécialistes),
- au suivi technique et administratif des missions de secours.

2.1.2. Les missions nécessaires à la distribution des secours

Pour assurer la distribution des secours, chaque Cis est organisé de manière à :

- prendre en compte l'alerte transmise par le Centre de traitement de l'alerte (CTA), engager les secours et prévenir sans délai le Centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) de la réalité de l'engagement de leur moyen et des effectifs présents à bord de chaque véhicule de secours,
- mettre en œuvre les moyens de secours sur le terrain,
- assurer le respect de l'adéquation entre les fonctions opérationnelles des agents, leurs compétences et leur aptitude médicale.

L'encadrement du centre ou le responsable de garde peut au moment du départ au regard des contraintes opérationnelles du secteur renforcer en personnel, en matériel ou en engin de secours, les moyens du Cis engagés par le CTA-CODIS.

Ces compléments sont immédiatement portés à la connaissance du CODIS.

2.1.3. Les missions du chef de centre

Le chef de centre est le garant de la performance opérationnelle de son unité et du respect du présent règlement en ce qui concerne la mise en œuvre opérationnelle des moyens humains et matériels.

Dans ce cadre, il assure notamment :

- la planification des gardes et/ou astreintes conformément au potentiel opérationnel journalier (POJ) quantitatif et qualitatif des compétences (chefs agrès, conducteurs, spécialistes,...),
- la formation, le maintien des acquis et l'entraînement physique des personnels (tronc commun et spécialités),
- la bonne connaissance du secteur d'intervention par l'ensemble du personnel,
- la diffusion et le respect des consignes opérationnelles,
- la disponibilité des matériels, leur contrôle et leur entretien courant,
- le contrôle et la validation des comptes rendus de sortie de secours rédigés par les chefs d'agrès (CRSS),
- le respect des règles de contrôle, d'entretien et d'utilisation des équipements de protection individuels (EPI),
- la reconnaissance opérationnelle des points d'eau du département, situés sur son secteur d'appel.

2.2. Mode d'organisation des Centres d'incendie et de secours (Cis)

2.2.1. Le mode d'organisation des Cis

Le mode d'organisation des Cis est déterminé selon :

- le classement des communes établi dans le Sdacr,
- le potentiel d'activité,
- les enjeux du secteur de 1er appel,
- le mode d'organisation du Cis le plus proche.

Il repose ainsi sur les modes d'organisation suivants :

- **Mode « garde » :**

Sauf autorisation accordée, conformément aux dispositions du Règlement intérieur du Sdis, les sapeurs-pompiers de garde se tiennent dans les locaux de leur Cis et sont susceptibles de les quitter immédiatement pour partir en intervention. Le délai de mobilisation des personnels de garde est de 3 minutes au plus. Il correspond au délai de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

- **Mode « astreinte » :**

Les sapeurs-pompiers en astreinte doivent partir en intervention dans un délai, dit délai de mobilisation, de 11 minutes au plus comprenant :

- d'un délai de 8 minutes au plus de trajet pour rejoindre leur Cis d'affectation dès réception de l'alerte sur leur récepteur individuel,
- d'un délai de 3 minutes au plus de préparation pour prendre en compte l'alerte, s'équiper, rejoindre l'engin et partir en intervention.

Afin de maintenir un potentiel opérationnel, les centres en garde des agglomérations disposent d'une astreinte de recouvrement.

Cette astreinte est mobilisée dès que l'effectif de garde disponible au Cis atteint le seuil de 25 % de l'EOJ.

Les sapeurs-pompiers assurant cette astreinte ne sont pas soumis au délai de 8 minutes pour rejoindre le Cis mais à un délai de 15 minutes maximum.

- **Mode « disponibilité » :**

Certains Cis dont le secteur de 1er appel est recouvrable dans les délais du Sdacr par un Cis voisin sont dispensés de contraintes de planification d'astreinte. La disponibilité est déclarative.

Le mode d'organisation d'un centre peut varier en fonction de la tranche horaire, du jour, de la saison.

Plusieurs modes (astreinte et garde) peuvent fonctionner ensemble.

Le mode d'organisation de chaque Cis est précisé dans l'annexe 5.

2.2.2. La dissolution, la création, et le regroupement de Cis

Les centres d'incendie et de secours du Sdis peuvent être dissous, créés ou regroupés en fonction des orientations définies par le Sdacr par arrêté du préfet.

2.3. Les ressources

2.3.1. Potentiel opérationnel journalier (POJ) et effectifs opérationnels journaliers (EOJ)

Pour chaque Cis, le Directeur fixe un potentiel opérationnel journalier (POJ), constitué par :

- des sapeurs-pompiers professionnels et/ou volontaires de garde (effectif opérationnel journalier EOJ),
- des sapeurs-pompiers volontaires d'astreinte susceptibles de rejoindre le Cis dans des délais conformes au présent règlement.

Le POJ est modulable en fonction :

- de la sollicitation opérationnelle de chaque Cis,
- de périodes prédéfinies :
 - jour/semaine,
 - nuit/week-end/jour férié
- d'autres périodes si nécessaire.

Dans le cadre de certains événements (grands rassemblements, événement sportif ou culturel, fêtes de fin d'année...) un ordre d'opération arrête les effectifs et le mode d'organisation des Cis pour une période considérée.

Le POJ et EOJ de chaque Cis est précisé dans l'annexe 6.

2.3.2. La dotation en véhicules et en engins de secours

La dotation de chaque Cis est définie proportionnellement à la nature et au volume de son activité opérationnelle ainsi que de la capacité de couverture par les Cis voisins.

Le tableau en annexe 7 détaille les affectations en moyens par Cis.

2.3.3. La réserve opérationnelle

Certains Cis peuvent se voir affecter des moyens complémentaires notamment ceux qui concernent les réserves opérationnelles de groupement. Par ailleurs, le Sdis dispose d'une réserve opérationnelle départementale.

Ces réserves contribuent à la continuité de la réponse opérationnelle dans le cadre des opérations de maintenance du parc engins.

Les moyens de la réserve opérationnelle ne sont pas dédiés à l'activité opérationnelle courante.

Le processus d'utilisation des moyens de la réserve départementale est défini dans l'annexe 8.

3. LE SERVICE DE SANTE ET SECOURS MEDICAL (SSSM)

Les ressources opérationnelles du Sssm sont :

- les médecins de sapeurs-pompiers dénommés « médecin d'astreinte départementale »,
- les infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels dénommés « officiers de santé »,

- les autres ressources réparties comme suit :
 - des médecins et des infirmiers de sapeurs-pompiers habilités respectivement au soutien sanitaire en opération et à l'aide médicale urgente,
 - des vétérinaires,
 - des pharmaciens,
 - tout autre professionnel de santé sans exception, dans le cadre d'un plan de secours.

Le règlement de doctrine des moyens du Sssm joint en annexe 9 fixe les modalités de mise en œuvre opérationnelles de ces ressources.

4. LES EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES

4.1. Généralités

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers le Service départemental d'incendie et de secours dispose de compétences et de moyens spécifiques. Ces risques particuliers et les moyens spécialisés de réponse opérationnelle se caractérisent de la façon suivante :

Le risque aquatique

- l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface » nommée SAV,
- l'équipe spécialisée « secours subaquatique » nommée SAL.

Le risque milieu périlleux

- l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
- l'équipe spécialisée « sauvetage-débarquement » nommée SDE,
- l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.

Le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique

- l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
- l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
- l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

Chaque équipe spécialisée et unité opérationnelle spécifique est dirigée par un conseiller technique départemental dénommé CTD suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique.

Chaque équipe et chaque unité opérationnelle spécifique est composée de plusieurs ressources opérationnelles réparties dans les Cis composant le bassin de la spécialité et au sein de la chaîne de commandement.

Les centres d'incendie et de secours dotés des moyens opérationnels de spécialités ou d'une unité opérationnelle spécifique disposent des effectifs et des matériels pour mener, de façon autonome ou en complémentarité d'autres Cis, une mission, au sens du GNR ou du REAC.

Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et matériels spécialisés.

4.2. Le fonctionnement général des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques

4.2.1. L'aptitude

Chaque spécialité fait l'objet d'un arrêté préfectoral fixant la liste d'aptitude opérationnelle des personnels du corps départemental aptes à exercer en son sein. Cette liste est mise à jour deux fois par an.

Entre ces deux échéances, le Directeur départemental peut autoriser ou suspendre, à titre exceptionnel, pour répondre à des nécessités de service, l'activité opérationnelle de spécialité d'un ou de plusieurs agents, après avis du conseiller technique départemental.

4.2.2. Le fonctionnement

Un règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques (Cf. annexe 10) complète le présent règlement. Il précise l'organisation et les conditions de mise en œuvre opérationnelle des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques. Par ailleurs, au niveau départemental, chaque spécialité dispose d'un POJ.

L'approche globale par bassin et la mutualisation des compétences est la base du fonctionnement des spécialités et unités spécifiques opérationnelles.

5. LA COUVERTURE OPERATIONNELLE DU TERRITOIRE

5.1. Les principes de couverture et de rattachement des communes à un Cis

5.1.1. La couverture en première intention (dit premier appel)

Les communes sont rattachées en premier appel au Cis le plus proche pour ce qui est de la distance, dans le respect des délais fixés par le Sdacr. Ce Cis est dénommé centre de premier appel.

Par ailleurs, certains lieux-dits, hameaux ou quartiers peuvent être attribués à un autre Cis que le centre de premier appel de leur commune de rattachement.

5.1.2. La couverture en deuxième intention (dit deuxième appel)

En cas d'indisponibilité du centre de premier appel, c'est le centre dont le délai d'intervention est le plus rapide qui est engagé. Ce centre est dénommé centre de deuxième appel.

La couverture opérationnelle des communes par les centres de 1^{er} et 2^{ème} appels figure en annexe 11.

5.2. Le plan de déploiement

La procédure de couverture de deuxième appel présentée ci-dessus se répète en cascade jusqu'au 5^e rang.

En fonction du contexte opérationnel, le CTA-CODIS peut aménager le plan de déploiement.

5.3. Les cas particuliers

5.3.1. Les prestations d'appuis opérationnels extérieurs (conventions opérationnelles)

- Les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles :

Certaines communes situées à la périphérie du département de la Seine-Maritime peuvent, en raison de leur position géographique être rattachées à un Cis d'un département voisin.

Réciproquement certaines communes des départements limitrophes peuvent, dans les mêmes conditions, être rattachées à un Cis du département de la Seine-Maritime.

Ces rattachements sont arrêtés par les préfets et les autorités administratives concernées, dans des conditions définies par les conventions interdépartementales d'assistances mutuelles. C'est le cas des départements de la Somme, de l'Oise, de l'Eure.

Les conventions ont pour objet de définir les modalités d'assistance mutuelle entre le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et les services départementaux d'incendie et de secours limitrophes en vue d'assurer les interventions urgentes.

Les Sdis s'engagent à se prêter assistance mutuelle dans les cas suivants :

- engagement en premier appel de moyens du Sdis 76 sur les communes concédées par le Sdis limitrophe,
- engagement en premier appel de moyens du Sdis limitrophe sur les communes concédées de la Seine-Maritime,
- engagement jusqu'au rang 5 de moyens du Sdis 76 sur les communes du département limitrophe,
- engagement jusqu'au rang 5 de moyens du Sdis limitrophe sur les communes de la Seine-Maritime,
- engagement réciproque de moyens spéciaux ou de groupes de renfort sans limite de secteur pour faire face au risque courant et/ou particulier (plans d'établissements répertoriés, plans de secours départementaux ou interdépartementaux, renforts...).

Les Sdis se communiquent réciproquement sur demande en début d'année la liste actualisée de leur matériel avec leur positionnement géographique et le mode d'organisation de la permanence des personnels dans les centres d'incendie et de secours concernés.

L'envoi de moyens, de quelque nature qu'ils soient, est conditionné par l'activité opérationnelle en cours du Sdis sollicité.

- Les autres conventions ou protocoles : (CROSS, SAPN/SANEF, SNSM, CNPE, GPMH...)

Différents services et autres partenaires privés ou associatifs peuvent apporter leur concours aux missions de Sécurité Civile dans le cadre de leurs activités.

Ils sont alors placés sous l'autorité du Directeur des opérations de secours et sous le commandement du Commandant des opérations de secours.

Les conditions et les modalités de cette participation aux opérations de secours sont définies, autant que nécessaire, par le biais de conventions, marchés ou protocoles entre eux et le Sdis 76, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

5.3.2. La mise en œuvre des plans d'établissement répertoriés (ETARE), des ordres d'opérations et des dispositions ORSEC

Les conditions de distribution des secours peuvent échapper au plan de déploiement afin de tenir compte des particularités liées à certaines voies (terre-plein central) ou à certains établissements faisant l'objet d'un plan ETARE mais aussi lors de la mise en place d'un ordre d'opérations spécifique lié à un événement particulier.

TROISIEME PARTIE : LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE

1. LA CONDUITE, LE SUIVI ET LA COORDINATION DES OPÉRATIONS DE SECOURS

1.1. Les rôles et missions du CTA-CODIS

Le CTA-CODIS est placé sous l'autorité du Directeur départemental des services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime. Il est l'organe de centralisation de l'alerte et de coordination de l'activité et des moyens opérationnels du Sdis 76.

Le CTA-CODIS basé à la direction départementale à Yvetot est unique dans le département de la Seine-Maritime et fonctionne 24 heures sur 24, tous les jours de l'année.

Dans ce cadre, il assure le suivi des opérations, la veille permanente et anticipe tout évènement non planifié.

L'organisation et le fonctionnement sont fixées dans le document « modalités d'organisation du CTA-CODIS (Cf. annexe 12).

1.1.1. Les rôles et missions du CTA

Le Centre de traitement de l'alerte (CTA) est la structure chargée de la réception et du traitement de l'alerte. Il est destinataire des appels provenant du 18 ou du 112 conformément au plan départemental des appels d'urgences de la Seine-Maritime et des demandes qui lui sont transférées par un autre service d'urgence.

A ce titre, il doit :

- recevoir, traiter, authentifier et enregistrer les appels,
- s'il s'agit d'un secours aux personnes ou d'une demande d'aide médicale urgente, réaliser une conférence à 3 avec l'appelant et le Centre de réception et de régulation des appels du Samu (CRRA 15) pour une régulation médicale dans le respect des dispositions de la convention 15/18,
- informer le requérant ou réorienter les appels ne relevant pas de la compétence du Sdis vers les services concernés,
- localiser géographiquement les sinistres avec l'assistance des outils de base de données et/ou en sollicitant une géolocalisation à un opérateur de téléphonie,
- engager les moyens de secours conformément au présent règlement et accords interservices, en les adaptant si besoin :
 - aux éléments de contexte relevés lors du traitement de l'appel,
 - à l'activité opérationnelle,
- déclencher la chaîne de commandement lorsque son concours est prévu dans le premier train de départ,
- rendre compte au CODIS de l'engagement des moyens de secours et des éléments de contexte.

Toute demande de secours reçue directement dans un Cis doit immédiatement être retransmise, par ce dernier, vers le CTA, qui procèdera à l'engagement des moyens nécessaires. Dans l'attente le Cis peut engager ses moyens dans le cadre d'une première réponse opérationnelle et notamment dans le cadre d'un prompt secours.

Par ailleurs le Cis peut renforcer ou adapter les moyens engagés du fait de sa connaissance précise de son secteur d'intervention ; il en rend immédiatement compte au CTA.

Le CTA constitue l'organe unique de réception des appels en provenance des numéros d'urgence ainsi que des numéros dédiés des Etablissements recevant du public (ERP) ou de sites industriels ou particuliers concernés.

1.1.2. Les rôles et missions du CODIS

Le CODIS est chargé d'assurer le suivi et la coordination de l'activité opérationnelle du Sdis. A ce titre, il doit :

- assurer la veille permanente des fréquences radios opérationnelles départementales, sécurité accueil et air-sol,
- assurer le suivi des opérations, du déclenchement des secours à la fin de l'intervention,
- s'assurer du déclenchement des moyens de secours sollicités et alerter les personnels de la chaîne de commandement proposés par le CTA,
- transmettre toutes informations utiles aux moyens engagés en transit ou sur les lieux (précision d'adresse, positionnement du centre de regroupement des moyens, aggravation de la situation...),
- eu égard aux éléments de contexte et de la situation, renseigner et/ou engager la chaîne de commandement si son concours n'est pas prévu dans le départ déclenché par le CTA ou sur demande du COS,
- engager les moyens de secours demandés en renfort,
- renseigner les autorités départementales et municipales,
- alerter si nécessaire, les autorités départementales et municipales ainsi que les autres organismes privés ou publics qui concourent ou sont impliqués dans les opérations de secours,
- assurer en permanence, une couverture équilibrée du territoire, en engins et en moyens de secours,
- prendre en compte, repérer et suivre les demandes d'engagement des moyens aériens de la sécurité civile sur le territoire couvert par le Sdis,
- assurer le lien avec le COZ Ouest, par contact téléphonique et/ou via le portail ORSEC.

1.2. Les différents modes d'organisation

Les différents modes d'organisation répondent aux trois situations suivantes :

1.2.1. En situation courante

En situation courante, les agents assurent les fonctions traditionnellement dévolues au CTA (réception et traitement des appels et déclenchement des secours...) et celles du CODIS (gestion de la radio, coordination opérationnelle, envoi des renforts, information des services et autorités...). Cette organisation permet de gérer l'activité opérationnelle courante.

1.2.2. Face à un évènement particulier

Dans le cadre d'un ou plusieurs évènement(s) à caractère particulier, il est procédé à un délestage du CTA-CODIS. Le CTA-CODIS monte alors en puissance, et une salle dédiée à la gestion de l'évènement est armée par un chef de groupe, un chef de colonne et un chef de site.

Ainsi les éléments qui intéressent cet ou ces évènement(s) de grande ampleur sont traités par le CODIS.

Le CODIS, quand-à lui, assure la gestion des interventions courantes.

1.2.3. *En situation d'appels multiples*

Cette situation correspond à un afflux massif d'appels (événement météorologique,...). Dans ce cas, les appels intéressant l'évènement sont réorientés vers une organisation dédiée permettant ainsi au CTA de traiter l'activité courante dans de bonnes conditions (délai du décroché, stress des agents, qualité de réponse,...).

1.3. L'effectif opérationnel journalier du CTA-CODIS

Le fonctionnement quotidien du CTA-CODIS est dimensionné sur la base d'un effectif opérationnel journalier (EOJ) adapté selon le jour de la semaine, tranche horaire selon les mêmes modalités que pour les Centres d'incendie et de secours. Lors d'évènements particuliers (fête de la musique, fête nationale, nuit de la saint-Sylvestre...) ou de situations susceptibles de générer un accroissement de l'activité, les effectifs pourront être renforcés.

2. L'ORGANISATION DU COMMANDEMENT

2.1. Les emplois opérationnels de commandement

Le commandement des opérations de secours relève, sous l'autorité du préfet ou du maire agissant dans le cadre de leurs pouvoirs respectifs de police, du Directeur. Il prend alors l'appellation de Commandant des opérations de secours (COS).

Des situations opérationnelles peuvent conduire à l'intégration des opérations de secours à un dispositif opérationnel global. C'est en particulier le cas des situations opérationnelles associées à la menace terroriste. Dans ce cas, le SDIS intervient en quantité de force concourante et le COS exerce ses prérogatives sous la responsabilité du Commandant des Opérations de Police ou de Gendarmerie.

Par délégation du Directeur et selon les moyens engagés, le COS est un sapeur-pompier, officier, sous-officier ou gradé, titulaire des unités de valeur de formation réglementaires.

Le COS est chargé, sous l'autorité du maire ou du préfet qui œuvrent en qualité de Directeur des opérations de secours (DOS), de mettre en œuvre tous les moyens publics et privés mobilisés pour l'accomplissement des opérations de secours.

Dans le cas de l'engagement d'un ou plusieurs engins et en l'absence du chef de groupe, c'est le chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé qui prend le COS.

Dès lors qu'une opération prend de l'importance ou un caractère particulier, une structure de commandement destinée à favoriser la montée en puissance du dispositif de secours est mise en place.

Des officiers de garde ou d'astreinte, ainsi que tout cadre non planifié sur la permanence opérationnelle mais rappelé en renfort, assurent la mise en œuvre de cette structure dénommée chaîne de commandement.

Dans la continuité de l'intervention, le COS rédige un CRSS.

L'organisation de la chaîne de commandement repose sur les grands principes suivants :

- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- mixité professionnels/volontaires,
- conformité aux objectifs Sdacr,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit – garde/astreinte – séquençage semaine),

- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- maintien des compétences,
- liste opérationnelle.

Conformément à la doctrine nationale relative à la Gestion opérationnelle et au commandement (GOC), les emplois opérationnels de commandement sont :

- chef d'agrès,
- chef de groupe,
- chef de colonne,
- chef de site.

Les agents assurant l'une des fonctions prévues par la chaîne de commandement sont nominativement désignés par le Directeur départemental parmi les personnels titulaires des grades et qualifications requises, à l'exception des chefs d'agrès qui sont désignés par leurs chefs de centre.

Les chefs de groupe, les chefs de colonne et les chefs de site peuvent être engagés en renfort de commandement au-delà de leur secteur territorial de compétence et en-dehors de leur période de garde ou d'astreinte si la situation opérationnelle le nécessite.

Les ressources et les modalités d'organisation et de mise en œuvre de la chaîne de commandement sont détaillées dans le règlement de doctrine de la chaîne de commandement. (Cf. annexe 13)

Les officiers de la chaîne de commandement doivent rester dans leur secteur de compétence ou dans les limites précisées par le règlement de doctrine afférent.

Les chefs de groupe de garde peuvent selon le type d'intervention et la sollicitation opérationnelle du centre se faire désigner un conducteur pour se rendre sur les lieux de l'intervention.

De façon plus détaillée la chaîne de commandement du Sdis 76 se compose ainsi :

- **Le chef d'agrès**

La fonction de chef d'agrès est assurée par un officier, un sous-officier ou, selon le cas, par un caporal titulaire des qualifications requises. Il exerce le commandement de l'équipage d'un véhicule ou engin.

Il constitue le premier élément de la chaîne de commandement.

- **Le chef de groupe**

La fonction de chef de groupe est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de lieutenant et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de groupe, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme de garde ou d'astreinte.

Il commande soit un groupe préconstitué, soit un train de départ de deux à quatre véhicules ou remplit la fonction « renseignement » ou « moyens » au sein d'un Poste de commandement de colonne (PCC). Sa dénomination est chef de groupe suivi du nom du secteur de compétence complété d'un numéro d'ordre si utilité.

- **Le chef de colonne**

La fonction de chef de colonne est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de capitaine et inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de colonne, dans le cadre d'une permanence assurée sous forme d'astreinte.

Il commande une colonne constituée de deux à quatre groupes ou remplit la fonction « action » ou « anticipation » au sein d'un Poste de commandement de site (PCS). Sa dénomination est chef de colonne suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de colonne en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **Le chef de site**

La fonction de chef de site est assurée par un officier, titulaire au minimum du grade de commandant inscrit sur la liste d'aptitude départementale de chef de site, dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

Il commande une intervention impliquant plusieurs colonnes ou remplit la fonction de Chef PCS. Sa dénomination est chef de site suivi du nom du secteur de compétence.

Certaines circonstances peuvent également nécessiter l'engagement d'un chef de site en deçà du dimensionnement des secours engagés mentionnés ci-dessus.

- **L'astreinte de direction générale**

La fonction d'astreinte de direction est assurée par le Directeur départemental du Service départemental d'incendie et de secours, le Directeur départemental adjoint et de chefs de groupement désignés dans le cadre d'une permanence organisée sous forme d'astreinte.

COMMANDEMENT « TERRAIN »	<ul style="list-style-type: none"> → 3 chefs de groupe de garde → 10 chefs de groupe d'astreinte → 4 chefs de colonne d'astreinte → 2 chefs de site d'astreinte → 1 chef de site départemental d'astreinte → 1 astreinte direction générale
-----------------------------	---

2.2. Les astreintes de soutien opérationnel de la chaîne de commandement

Elles sont constituées par :

- **des astreintes de spécialités ou d'unités opérationnelles spécifiques dédiées :**

SPECIALITES	<ul style="list-style-type: none"> → 2 astreintes RCH3/RAD3 → 1 astreinte RCH4/RAD4 → 1 astreinte FDN3 → 1 astreinte facultative SDE3 → 1 astreinte technicien des transmissions
-------------	---

- **des astreintes de renfort des postes de commandement**

POSTES DE COMMANDEMENT	<ul style="list-style-type: none"> → 3 chefs de groupe fonction renseignement. → 2 cadres fonction moyen/CRM → 1 chef de site → 1 chef de colonne → 1 officier superviseur CODIS de garde
---------------------------	--

- **des astreintes du service de santé ou de secours médical**

SSSM	<ul style="list-style-type: none">→ 2 SSO d'astreinte→ 1 officier de Santé d'astreinte→ 1 médecin d'astreinte départementale
------	--

2.3. Les sapeurs-pompiers volontaires experts (SPV experts)

En complément des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques, le Sdis peut recourir à des sapeurs-pompiers volontaires experts qui assurent des missions « d'expertises techniques ». Il s'agit de personnes ayant des compétences techniques ou scientifiques particulières.

Dans ce cadre, le Sdis dispose d'un expert dans chacun des domaines suivants :

- risques bâtimentaires,
- feux en espace semi-clos.

3. LA SECURITE EN OPERATION

3.1. Le rôle de tous les agents

Chaque sapeur-pompier se doit d'assurer sa propre sécurité et celle de ses co-équipiers pendant toute la durée de l'intervention.

A ce titre, il :

- applique les procédures et consignes de sécurité édictées dans les règles professionnelles : référentiels nationaux, notes d'information techniques, consignes et notes de service,
- accorde une attention particulière : au contrôle, au port et à l'entretien des équipements de protection individuelle (EPI) et porte exclusivement les EPI réglementaires fournis par le service,
- ne s'engage en opération qu'à condition :
 - d'être apte médicalement,
 - de ne pas être en situation d'arrêt de travail,
 - pour les conducteurs, d'être apte à la conduite, et de ne pas faire l'objet d'une invalidité ou d'une suspension de permis,
 - d'avoir les qualifications nécessaires à la réalisation des missions pour lesquelles il est engagé.

3.2. Le rôle du Commandant des opérations de secours

Le COS a pour objectif de mener à bien la mission de secours dont il a la charge tout en assurant la sécurité de ses personnels. Si la nature ou l'ampleur de l'intervention le nécessite, le COS a toute latitude pour :

- désigner un chef de secteur fonctionnel dédié à la sécurité des intervenants,
- demander le déclenchement du soutien sanitaire en opération.

3.3. La prévention et la lutte contre les agressions envers les sapeurs-pompiers

En application du protocole de prévention et de lutte contre les agressions entre le Sdis, la direction départementale de la sécurité publique et le groupement de gendarmerie nationale, le dispositif retenu permet de :

- prévenir les agressions grâce à une parfaite coordination interservices,
- conforter et développer les différentes actions déjà menées entre les trois entités,
- faciliter le dépôt de plainte et créer les conditions favorisant l'identification des auteurs des agressions afin de permettre à la justice de les sanctionner.

4. L'ORGANISATION DES TRANSMISSIONS

4.1. L'organisation générale des transmissions

Pour assurer les communications opérationnelles le Sdis de la Seine-Maritime est raccordé à l'Infrastructure nationale partageable des transmissions (INPT) et utilise le réseau ANTARES (Adaptation nationale des transmissions aux risques et aux secours) conformément aux dispositions de l'Ordre de base national et de l'Ordre de base zonal des systèmes d'information et de communication (OBNSIC et OBZSIC).

Le CTA veille en permanence les réseaux téléphoniques d'urgence du Sdis.

Le CODIS assure la direction et la veille permanente des réseaux de transmissions radioélectriques du Sdis.

La gestion technique des installations de raccordement à l'INPT et des matériels de transmissions radioélectriques est assurée par des agents de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le maintien en état de bon fonctionnement et la maintenance évolutive de l'INPT relèvent de la Direction des systèmes d'information et de communication du ministère de l'Intérieur.

La continuité de fonctionnement des réseaux d'alerte et d'alarme est assurée 24 heures sur 24 par des techniciens d'astreinte, de la direction départementale des services d'incendie et de secours.

4.2. Les ordres de transmission

Le Sdis de la Seine-Maritime dispose d'un projet d'ordre de base départemental des systèmes d'information et de communication (OBDSIC) qui définit les systèmes d'information et de communication, leurs organisations, leurs supports de transmissions et leurs conditions d'exploitation dans le cadre des missions opérationnelles.

Des ordres particuliers et complémentaires des transmissions complètent autant que de besoins l'ordre de base départemental :

- les dispositions ORSEC générales et particulières, notamment les plans d'organisation des secours et les plans particuliers d'intervention, font l'objet d'un ordre particulier des transmissions (OPT).

L'OPT précise à l'avance l'organisation des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement défini dans le plan d'intervention.

- lorsque la nature et la dimension d'une opération de secours l'exigent, un ordre complémentaire des transmissions (OCT) est rédigé sur ordre du COS.

L'OCT précise l'organisation temporaire des transmissions mise en œuvre pour répondre au besoin de commandement et son évolution tout au long d'une opération de secours.

5. L'ENGAGEMENT DES MOYENS DE SECOURS

5.1. L'engagement des moyens de secours

5.1.1. Les effectifs nominaux

Les effectifs nominaux pour armer les engins du Sdis 76 figurent dans l'annexe 14.

5.1.2. Le délai de mobilisation des personnels

Les Cis en fonction de leur mode d'organisation respectent les délais de mobilisation tels que définis dans le paragraphe 2.2.1 mode organisation des Cis.

Dans le cadre du suivi opérationnel, les chefs d'après déclarent les status chronologiques suivants :

- départ,
- arrivée sur les lieux,
- départ vers centre hospitalier,
- arrivée centre hospitalier,
- quitte centre hospitalier,
- disponible radio.

5.1.3. Les départs types

Les principes directeurs sont les suivants :

- simplicité d'aide à la décision au moyen d'une réponse opérationnelle réflexe et d'un complément de moyens,
- pragmatisme de l'engagement après analyse et évaluation par les différents acteurs du CTA-CODIS,
- intégration des départs réflexes du référentiel secours aux personnes,
- répartition de la sollicitation opérationnelle entre Cis, au besoin, en fonction des EOJ et de la nécessité de garantir l'armement de certains moyens spécialisés et/ou spécifiques.

Les moyens engagés par le CTA-CODIS sont définis en fonction d'une typologie de nature d'intervention. (Cf. annexe n°15)

Les départs types apportent une réponse standardisée qui permet d'assurer une couverture en moyens adaptés ou adaptables.

Ainsi, les « départs types » de l'annexe 15 sont composés :

- d'un « engagement réflexe »,
- de tout ou partie d'un « engagement complémentaire » en fonction des circonstances (gravité).

5.1.4. L'ajustement des départs types

Les départs types peuvent être modifiés en fonction des renseignements disponibles par le chef de salle du CTA ou l'officier superviseur CTA-CODIS ou sur proposition d'un gradé du Cis concerné ou de la chaîne de commandement engagé.

Pour les sinistres et accidents qui ne correspondent à aucune nature d'intervention référencée, le chef de salle ou l'officier superviseur CTA-CODIS détermine par rapprochement au départ type les moyens de première intention.

5.1.5. Le mode dégradé

La réponse opérationnelle du Sdis est qualifiée de « dégradée » lorsqu'un engin ou moyen de secours ne peut être engagé avec l'armement réglementaire en personnel (nombre et/ou qualifications) mais reste nécessaire au vu des bénéfices qu'il apporte sur le plan opérationnel (amélioration du délai d'arrivée du premier moyen de secours, prise en charge plus rapide des victimes, actions sur les conséquences d'un sinistre).

Une réponse opérationnelle en mode dégradé nécessite l'engagement systématique :

- de l'engin ou du moyen du Cis en capacité d'intervenir,
- ou le cas échéant, du titulaire de la compétence manquante, en capacité d'intervenir le plus rapidement.

Les limites d'action encadrant l'engagement des différents moyens sont données en annexe 14.

5.1.6. Le mode mutualisé

Dans des secteurs où les Cis sont confrontés, soit à des difficultés de maintien des effectifs opérationnels journaliers, soit à des déficits de personnels disposant de certaines qualifications, il existe la possibilité de mettre en place une couverture mutualisée.

Ainsi, les moyens humains et opérationnels de Cis géographiquement proches peuvent être mutualisés afin de permettre l'engagement de moyens de secours.

Dans ce cadre, le CODIS procède aux recouvrements permettant d'assurer une première réponse opérationnelle.

CIS mutualisés

1. Cis Vieux Rouen sur Bresle/Cis Aumale

5.1.7. La gestion des demandes de renforts

La demande des moyens de renfort relève exclusivement du Commandant des opérations de secours (COS).

5.1.8. L'engagement opérationnel des personnels du Service de santé et de secours médical (Sssm)

En opération, les personnels du Sssm sont placés sous l'autorité du Commandant des opérations de secours pour ce qui relève de la conduite de l'intervention et de la sécurité des personnels.

Cependant, ils agissent sous leur propre responsabilité pour tout acte et décision relevant de leur art, dans le respect des règles de déontologie de leur profession.

Les missions opérationnelles sont :

- participer aux opérations de secours aux personnes relevant de l'aide médicale urgente,
- assurer les missions de soutien sanitaire aux opérations et des soins d'urgence aux sapeurs-pompiers,
- conseiller le commandant des opérations de secours pour tout ce qui relève du champ de leurs compétences,
- apporter leur expertise dans les missions de prévention et de prévision des risques gérés par le Sdis,
- apporter en cas de nécessité une réponse vétérinaire dans le cas d'interventions impliquant des animaux.

Par ailleurs, des experts psychologues peuvent être chargés d'assurer un soutien psychologique au bénéfice des sapeurs-pompiers ayant participé à une opération identifiée et ressentie comme traumatisante.

Les modalités de mise en œuvre de ces dispositions sont organisées conformément au règlement de doctrine des moyens du Sssm (Cf. annexe n°9)

5.1.9. La couverture des risques particuliers et des sites à risques

La couverture des risques particuliers est assurée par des moyens complémentaires du risque courant, tels que des moyens d'appui, spécialisés ou spécifiques.

Elle peut s'effectuer sous la forme de groupes d'intervention (Cf. annexe 16).

Les moyens complémentaires du risque courant :

Ces moyens, correspondant à la couverture du risque courant, sont mobilisés par groupe constitué pour faire face à la montée en puissance d'une opération de secours particulière.

La définition des groupes nécessaires pour faire face à l'action opérationnelle est identifiée au regard de l'analyse des risques figurant au Sdacr.

Les moyens d'appui :

Ces moyens sont différents des moyens relevant de la couverture des risques courants. Leur engagement est nécessaire pour appuyer l'action des moyens courants dans la prise en compte du risque particulier.

Ils complètent la définition des groupes pour accroître la performance des moyens courants.

Les équipes spécialisées ou unités opérationnelles spécifiques :

Le Sdis dispose pour faire face à certains risques particuliers d'équipes spécialisées et d'unités opérationnelles spécifiques adaptées aux risques :

Le risque aquatique

- l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface » nommée SAV,
- l'équipe spécialisée « secours subaquatique » nommée SAL.

Le risque milieu périlleux

- l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
- l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
- l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.

Le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique

- l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
- l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
- l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

Dans certains domaines, des partenariats pourront fixer par convention les modalités d'engagement des services ou associations susceptibles d'apporter leur concours aux équipes du Sdis.

L'engagement opérationnel de ces équipes par le CTA-CODIS s'effectue conformément aux référentiels nationaux.

5.1.10. Les moyens aériens hélicoptérés

Dragon 76 : le département de la Seine-Maritime est le siège d'une base hélicoptère de la sécurité civile à Octeville-sur-Mer.

L'hélicoptère de la sécurité civile est un moyen de l'Etat à vocation interservices et extra-départementale.

Les missions et les conditions d'engagement et d'exploitation par l'ensemble des services demandeurs sont détaillées dans la déclinaison zonale d'emploi des hélicoptères de la sécurité civile du 28 mai 2010 et l'ordre zonal relatif à la coordination et optimisation des moyens aériens (COD) du 03 juillet 2014.

Dans ce cadre, le CTA-CODIS est l'organe de régulation et d'engagement de ce vecteur aérien.

Les moyens aériens des Douanes : une convention entre le Sdis et les Douanes permet leur utilisation.

Le moyen aérien de l'Agence Régionale de Santé (Viking) : le règlement d'emploi de ce vecteur est en cours d'élaboration.

5.1.11. Les renforts extra-départementaux et l'Unité Mobile de Décontamination (UMD)

5.1.11.1. Les renforts extra-départementaux

Sur décision du préfet, après avis du président du CASDIS, des moyens du Sdis peuvent être engagés dans le cadre d'envoi de renforts destinés à d'autres départements ou à des pays étrangers.

Ces moyens sont constitués de moyens mobiles de secours (groupes ou colonnes).

Les règles de constitution et de mise en œuvre des moyens sont fixées par les ordres zonaux ou nationaux d'opérations.

5.1.11.2. L'Unité Mobile de Décontamination (UMD)

Dans le cadre de la réponse opérationnelle globale liée à un événement ou une menace de type nucléaire, radiologique, biologique ou chimique (NRBC), une unité mobile de décontamination est mise à disposition du Sdis par l'Etat.

Elle est mise en œuvre dans les conditions prévues par l'ordre zonal d'opération NRBC.

6. ANALYSE DE LA PERFORMANCE OPERATIONNELLE

6.1. Les mesures de la qualité opérationnelle

Les actions visent à assurer une démarche d'amélioration continue de la distribution des secours, à partager les connaissances et les compétences au sein de l'établissement, à rendre compte aux autorités de l'activité et de l'atteinte des objectifs et à garantir les intérêts du Sdis.

L'évaluation et l'amélioration de la mise en œuvre opérationnelle sont réalisées en continu selon le processus d'évaluation du Sdacr construit autour des 3 axes d'analyse :

- le suivi de l'activité des Cis,
- l'évaluation de la qualité opérationnelle,
- le suivi de la qualité opérationnelle.

De plus, le CODIS renseigne le bulletin de renseignement quotidien permettant une information journalière de l'activité opérationnelle du Sdis.

6.2. Le retour d'expérience (REX)

L'évaluation et l'amélioration de la qualité de service opérationnelle passent par la mise en œuvre de la démarche méthodologique du retour d'expérience. Elle s'appuie sur :

- l'identification des actions efficaces à reproduire et les axes de progrès,
- l'amélioration des mesures et l'enseignement des actions adaptées,
- l'apprentissage collectif,
- le renforcement des liens entre les acteurs du secours,
- le partage des enseignements tirés,
- la mémorisation et l'exploitation des situations de gestion opérationnelle particulières.

A cet égard, le Sdis met en place deux niveaux de REX :

- le suivi post-opérationnel des problématiques rencontrées par les acteurs du secours,
- l'examen du déroulement d'une intervention ou d'un exercice qui présente un potentiel d'apprentissage et un degré de perturbation de l'organisation des moyens et de la mise en œuvre opérationnelle.

Cette pratique n'empêche pas la responsabilité du COS d'organiser un bilan « à chaud » avec les personnels engagés sur une opération, chaque fois qu'il le jugera nécessaire. A cet égard, les différents COS sont tenus de formaliser par écrit le compte rendu des interventions présentant un intérêt particulier et de les transmettre au groupement opérations-prévision.

ANNEXES

- ANNEXE 1 :** Listes des conventions
- ANNEXE 2 :** Echelon de reconnaissance et d'évaluation
- ANNEXE 3 :** Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement
- ANNEXE 4 :** Intervention non urgentes ouvrant droit à participation aux frais du bénéficiaire
- ANNEXE 5 :** Modes d'organisation des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 6 :** Potentiels opérationnels journaliers des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 7 :** Dotation en engins des centres d'incendie et de secours
- ANNEXE 8 :** Composition et règles d'utilisation des réserves départementales
- ANNEXE 9 :** Règlement de doctrine du Sssm
- ANNEXE 10 :** Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques
- ANNEXE 11 :** Plan de déploiement des centres d'incendie et de secours sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème} appel
- ANNEXE 12 :** Modalités d'organisation du CTA-CODIS
- ANNEXE 13 :** Règlement de doctrine de la chaîne de commandement
- ANNEXE 14 :** Effectifs nominaux des engins de secours
- ANNEXE 15 :** Liste des départs-types
- ANNEXE 16 :** Les groupes d'intervention départementaux

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 1

Les conventions opérationnelles

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

1/6

V0.2

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature	
Secours d'urgence aux personnes	SAMU(s) Convention relative au rôle du SAMU, du Sdis 76 et des ambulanciers dans l'aide médicale urgente	La convention précise les missions et les compétences de chaque acteur. Elle définit également les relations entre les différents partenaires en matière de régulation des appels, d'engagement des moyens et de conduite de l'intervention.	23/05/2007	
	Groupes hospitaliers du Havre et de Rouen Conventions entre le Sdis 76 et d'une part le GHH et d'autre part le GHU de Rouen relatives aux carences constatées de transporteurs sanitaires privés	Les conventions précises les modalités de dénombrement des transferts sanitaires réalisées par les moyens du SDIS 76 dans le cadre de l'impossibilité de transporteurs privés à réaliser leur mission, ainsi que les modalités financières de cette prise en charge.	26/11/2014	
	CHU de Rouen	Convention entre le Sdis 76 et le CHU de Rouen pour l'implantation et le fonctionnement d'une garde d'infirmier sapeurs-pompiers au CIS Forges les Eaux.	La convention précise les compétences et les modalités d'organisation, d'engagement de l'infirmier de garde, ainsi que les dispositions particulières relatives aux contributions financières.	10/03/2010
		Convention quadripartite entre le Sdis 76, la ville d'Eu et les CH de Dieppe et d'Eu définissant les formalités et les charges à supporter suite à la mise à disposition de personnel dans le cadre du fonctionnement de l'antenne SMUR de Dieppe à Eu.	La convention prévoit que le véhicule du SMUR (VML) de Dieppe affecté à Eu est conduit par un sapeur-pompier de garde.	10/03/2000
	ARS	Convention multipartite visant à l'organisation, dans chaque territoire de santé de la Région Haute-Normandie, d'un dispositif de réponse aux urgences psychiatriques.	L'objectif de cette convention est d'apporter des réponses aux difficultés rencontrées dans l'organisation de l'admission en soins psychiatriques sans consentement de la victime, tout en apportant la garantie d'une prise en charge dans un cadre légal.	25/06/2015
	Croix - Rouge Française	Convention relative aux évacuations d'urgence de victimes par la Croix-Rouge Française dans le prolongement d'un Dispositif Prévisionnel de Secours (DPS)	La convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'association apporte son concours aux missions de secours d'urgence aux personnes dans le prolongement des DPS	En cours de signature



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

2/6

V0.2

Convention		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Domaine				
Environnement Maritime et Nautique	Bacs	Convention établie entre le Sdis 76 et le Conseil Départemental et définissant les conditions d'utilisation des bacs départementaux lors de la traversée des secours	Le document précise les règles d'embarquement des moyens de secours en fonction de la localisation et de la manœuvre du bac	09/11/2004
	BOLUDA	Convention tripartite entre le Sdis 76, le Grand Port Maritime du Havre (GPMH) et la société BOLUDA relative à la mise en œuvre de moyens nautiques pour la défense incendie des ports du Havre et d'Antifer.	La convention prévoit le maintien à disposition de deux remorqueurs à la norme "FIFI One" dont un avec un débit minimal de 300 m ³ /h. Les moyens sont mobilisables dans un délai de 15 min.	18/02/2013
	CROSS	Convention cadre pluripartite relative aux contributions du Sdis 76 aux opérations de recherches et de sauvetage en mer.	La convention définit les modalités d'échange d'informations ainsi que la participation éventuelle des moyens du Sdis 76 aux opérations de secours sur la façade littorale.	11/05/2015
	SNSM	Convention établie entre le Sdis 76 et la SNSM relative au partenariat de prestation d'appui opérationnel dans le respect et limites de la convention Sdis76/CROSS	La convention définit et précise les modalités pratiques et opérationnelles relatives à l'engagement des personnels sapeurs-pompiers à bord de vedettes SNSM, les obligations d'exercices communs pour garantir une performance opérationnelle et le volet financier associé.	22/09/2016
	GPMH		Convention relative à la participation du GPMH au financement d'équipement et de fonctionnement des moyens de lutte contre les incendies et les pollutions.	Participation à l'entretien des véhicules du CIS Le Havre Sud, approvisionnement des remorqueurs en émulseur, formation des personnels à l'intervention à bord des navires.
		Convention relative au financement des frais de personnels et d'entretien des locaux.	Prise en charge du financement de 16 postes de sapeurs-pompiers professionnels affectés au centre de secours de Le Havre Sud.	14/12/2000



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

3/6

V0.2

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Infrastructures Routières	Autoroutes SANEF / SAPN / ALBEA	Convention entre le Sdis 76 et les exploitants d'infrastructures autoroutières relatives aux modalités de financement et d'intervention sur les infrastructures.	Les présentes conventions précisent les modalités, la nature et les durées d'intervention présent en compte pour la prise en charge financière des interventions sur les infrastructures autoroutières.
	DIRNO	Protocole entre la DIR Nord-Ouest et les services de secours, pour les interventions courantes sur le réseau routier national non concédé, en dehors du déclenchement d'un plan de secours.	Le protocole précise le rôle et les missions des différents intervenants. Il précise également l'emplacement des moyens des différents services en fonction de la chronologie de présentation sur les lieux du sinistre.
	Ponts	Convention opérationnelle entre le Sdis 76 et le Sdis 14 relatives aux interventions sur le pont de Normandie	La convention permet de définir les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime et du Calvados, sur le pont ou sur ses accès, en dehors des dispositions particulières de la planification ORSEC NOVI ou du PPI.
			SANEF 06/04/2006 SAPN 03/11/2010 ALBEA 21/01/2015
			02/2002
			13/02/1995

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

4/6

V0.2

Convention Domaine	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature	
Risques Technologiques et Industriels	GDF / GrDF	Convention départementale prise en application de la convention nationale établie entre l'Etat et les opérateurs "gaz naturel".	Cette convention décline au plan opérationnel les principes de la convention nationale sur la coordination des interventions impliquant un réseau de gaz naturel, la mise en œuvre des mesures de sécurité, l'organisation de la formation des différents intervenants ainsi que le partage des retours d'expérience.	22/04/2014
	Distributeurs gaz propane	Conventions d'organisation et de moyen établie entre le Sdis 76 et les opérateurs Primagaz et Totalgaz en cas d'évènement sur un réseau de distribution de gaz propane.	Ces conventions définissent les rôles des différents intervenants lors d'intervention sur les réseaux de distribution de gaz propane, afin de faciliter les mises en sécurité soit conjointement, soit de l'une ou l'autre partie.	Primagaz 02/03/2009
				Totalgaz 26/05/2011
	CNPE de Paluel et Penly	Convention tripartite de partenariat entre le Sdis 76 et les centres nucléaires de production d'électricité de Paluel et Penly.	La convention précise les modalités d'intervention des sapeurs-pompiers dans l'enceinte des CNPE, en cohérence avec les plans d'urgence.	01/04/2015
		Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels.	La convention précise la qualification des officiers de sapeurs-pompiers mis à disposition ainsi que le périmètre de leur prérogative en terme d'interface opérationnelle et développement de la connaissance de l'environnement des CNPE.	Penly 31/08/2016
				Paluel 08/07/2015
	Convention de partenariat entre le Sdis 76 et les CNPE de Paluel et Penly pour la mise à disposition d'équipement hydraulique grande puissance.	La convention précise les conditions et les modalités de la mise à disposition par chaque CNPE, Paluel et Penly, au profit du Sdis76 d'un module hydraulique grande puissance.	19/09/2016	
	INSA	Convention cadre de partenariat d'analyse et de formation entre le Sdis 76 et l'Institut National de Sciences Appliquées (INSA)	La convention précise les modalités de mises à disposition de moyens afin de réaliser des analyses lors d'incidents technologiques. En contrepartie, le Sdis 76 assure la formation des étudiants de l'INSA dans le domaine de la culture de sécurité civile.	26/11/2010
RCU - ZIP - ORMES	Convention pluripartite de recherche et de développement entre le Sdis 76, la CODAH, l'ORMES, la CCI et Air Normand	L'objectif de cette convention est l'expérimentation, la recherche et le développement de solutions améliorant la réponse collective aux situations d'urgence pouvant survenir sur la zone industrialo-portuaire du Havre dans le cadre d'un accident technologique ou industriel.	14/02/2014	



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

5/6

V0.2

Convention	Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature	
Domaine				
Etat et Collectivités Territoriales	Conventions Inter - départ ^{ale} Sdis 27 / 60 / 80	Convention bipartite entre le Sdis 76 d'une part et les Sdis de la Somme, de l'Eure, et de l'Oise, d'autre part.	Ces conventions, établies en application de l'article R.1424-47 du CGCT, fixent les conditions d'assistance mutuelle entre deux départements limitrophes, dans le domaine de la distribution des secours, de la prévention et de la prévision.	
			CIAM 27 27/08/2015	
			CIAM 60 11/07/2016	
			CIAM 80 11/07/2016	
	Douanes	Convention entre le Sdis 76 et la division garde-côtes de la Manche - Mer du Nord.	L'objectif de cette convention est de préciser les conditions de participation aux entraînements et aux missions non-opérationnelles des spécialistes subaquatiques ainsi que l'engagement opérationnel des spécialistes héliportés (plongeur et GRIMP).	17/09/2001
	SDIS - Etat	Convention entre l'Etat, le Ministère de l'Intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration	La présente convention porte sur les modalités de mise à disposition, sur proposition du préfet de la zone de défense Ouest, de moyens de décontamination mobile du SDIS 76, en cas d'acte malveillant ou d'accident technologique mettant en cause des matières dangereuses.	09/12/2011



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Les conventions opérationnelles

Annexe n°1

6/6

V0.2

Convention Domaine		Champs d'application	Aspects opérationnels	Date de signature
Autres	Association VISOV	Convention entre le Sdis 76 et l'association « Volontaires internationaux en soutien virtuel (VISOV) »	La présente convention précise les conditions dans lesquelles les bénévoles de l'association apportent leur aide à la gestion de crise (remontée d'informations issue des médias sociaux, diffusion d'informations/conseils aux populations via les médias sociaux,...)	15/03/2016

PROJET

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 3

Etablissements autonomes et non autonomes relevant
de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE

Annexe n°3

1/3

V0.2

Groupement	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
	CABOT CARBONE	LILLEBONNE	NON AUTONOMIE	oui
	CARE	ROGERVILLE	AUTONOMIE	
	CENTRALE THERMIQUE EDF	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	CHEVRON ORONITE	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	CIM	SAINT-JOUIN-BRUNEVAL	AUTONOMIE	
	CIM	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	DISTILLERIE HAUGUEL	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	DRESSER RAND	HAVRE-LE	NC	NC
	ECO HUILE	LILLEBONNE	AUTONOMIE	oui
	EGNO CHIMIE	SAINT-JEAN-DE-FOLLEVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	OMNOVA (ELIOKEM)	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	ESSO RAFFINAGE	PORT-JERÔME-SUR-SEINE	AUTONOMIE	
	LAFARGE CIMENTS	SAINT-VIGOR-D'YMONVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	LANXESS	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	LBC SOGESTROL DEPOT 1	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	LES LIANTS DE L'ESTUAIRE	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	LUBRIZOL	LOUDALLES	AUTONOMIE	
	ORIL INDUSTRIES BACLAIR	BOLBEC	AUTONOMIE	
	ORIL INDUSTRIES BOLBEC	BOLBEC	AUTONOMIE	
	PPG COATINGS	GONFREVILLE-L'ORCHER	NON AUTONOMIE	oui
	RENAULT	SANDOUVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	SCORI	LILLEBONNE	NON AUTONOMIE	oui
	SEPP	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	SEREP	HAVRE-LE	NON AUTONOMIE	oui
	SHMPP	HAVRE-LE	AUTONOMIE	
	SODES	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	TEREOS BENP	LILLEBONNE	AUTONOMIE	
	TOTAL FLUIDES	LOUDALLES	AUTONOMIE	
	TOTAL PETROCHEMICALS	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	TOTAL RAFFINERIE DE NORMANDIE	GONFREVILLE-L'ORCHER	AUTONOMIE	
	TRAPIL	PORT-JERÔME-SUR-SEINE	AUTONOMIE	



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Annexe n°3

Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la
rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE

2/3

V0.2

Groupement	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
SUD	AKZO NOBEL	SAINT-PIERRE LES ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
	AXIMUM PRODUITS MARQUAGE	ROUEN	NON AUTONOMIE	oui
	BASF AGRI PRODUCTION	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	BRENNTAG	MONTVILLE	NON AUTONOMIE	oui
	COLLET	RIVES-EN-SEINE	NON AUTONOMIE	oui
	E&S CHIMIE	SAINT-PIERRE LES ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
	ASPEN (Ex GLAXO WELCOME PRODUCTION)	NOTRE-DAME-DE-BONDEVILLE	AUTONOMIE	
	LAGUERRE	SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAI	AUTONOMIE	
	LUBRIZOL	ROUEN	AUTONOMIE	
	MAPROCHIM	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	NOVACEL	DÉVILLE-LÈS-ROUEN	NON AUTONOMIE	oui
	RUBIS TERMINAL – DEPOT AMONT	PEHIT-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT AVAL	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT CRD	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT HFR	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	RUBIS TERMINAL – DEPOT CENTRAL	GRAND-QUEVILLY-LE	AUTONOMIE	
	SAIPOL	GRAND-COURONNE	AUTONOMIE	
	SANOFI CHIMIE	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	AUTONOMIE	
	SEA TANK	GRAND-COURONNE	NON AUTONOMIE	oui
	SONOLUB	SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF	NON AUTONOMIE	oui
TOYO INK EUROPE SPECIALITY CHEMICALS	OISSEL	NON AUTONOMIE	oui	
SENALIA SICA (bât. 3)	GRAND-COURONNE	NC	NC	



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Etablissements autonomes et non autonomes relevant de la
rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE

Annexe n°3

3/3

V0.2

Groupement	Nom de l'entreprise	Commune	Type de stratégie	Accord préalable formalisé par le Sdis 76
	SGD (EX SAINT GOBAIN DESJONQUERES)	TRÉPORT-LE	AUTONOMIE	
	SIKA	GOURNAY-EN-BRAY	AUTONOMIE	

NC* : non communiqué

PROJET

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 4

Interventions non urgentes ouvrant droit à participation
financière du bénéficiaire

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Interventions non urgentes ouvrant droit à participation
financière du bénéficiaire

Annexe n°4

1/3

V0.2

Ce document définit les modalités de réalisation des interventions ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire (le requérant), à savoir :

- la destruction d'hyménoptères,
- l'ascenseur bloqué,
- l'ouverture de porte sans urgence,
- le dégât des eaux.

D'autres interventions ouvrant également droit à participation financière du bénéficiaire telles que les pollutions, les réquisitions, les services de sécurité ou les conventions (interdépartementales, autoroutes, carences sanitaires...) ne nécessitent pas de traitement d'appel spécifique. Ces dernières ne sont pas abordées dans ce document.

1 - Rappel du cadre réglementaire

L'article L.1424-42 du Code général des collectivités territoriales en ses alinéas 1 et 2, dispose que « le Service départemental d'incendie et de secours n'est tenu de procéder qu'aux seules interventions qui se rattachent directement à ses missions de service public définies à l'article L.1424-2.

« S'il a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes bénéficiaires une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du Conseil d'administration ».

En dehors des dispositions de conventions particulières (conventions interdépartementales d'assistance mutuelle avec les Sdis limitrophes, conventions de surveillance des baignades et des activités nautiques, ...) ou de tarifs fixés par voie réglementaire, le Service départemental d'incendie et de secours procède à la facturation de participation aux frais essentiellement en raison d'intervention de secours ne présentant pas de caractère d'urgence.

Dans le domaine des secours, les dispositions en vigueur sont les suivantes :

- assurer de manière exceptionnelle, en particulier lorsque les moyens du gestionnaire des routes ne sont pas disponibles, à titre gratuit les interventions pour le dégagement des voies publiques,
- facturer sur barème fixé par délibération, les interventions dont l'urgence n'est pas caractérisée et ne relevant pas directement des missions du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- facturer les petits matériels détériorés et les consommables (émulseurs, barrages, poudres extincteurs, ...) à leur valeur de remplacement.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Interventions non urgentes ouvrant droit à participation financière du bénéficiaire

Annexe n°4

2/3

V0.2

2- Appréciation du caractère d'urgence

Le caractère d'urgence de l'intervention sera apprécié par l'opérateur du CTA selon les critères définis dans le tableau ci-dessous :

Type d'intervention	Circonstances justifiant l'urgence	Forfait en cas d'intervention non urgente
Ouverture de porte	<ul style="list-style-type: none"> présence de personnes vulnérables dans l'habitation (enfants, personnes handicapées ...), risque secondaire tels qu'aliments laissés sur le feu... 	<p>Montants réactualisés annuellement par délibération du Conseil d'administration du Sdis.</p>
Inondation de locaux	<ul style="list-style-type: none"> présence de personnes vulnérables dans l'habitation (enfants, personnes âgées, personnes handicapées ...) 	
Destruction d'hyménoptères	<ul style="list-style-type: none"> envahissement par des insectes (guêpes, frelons, abeilles, mais pas bourdons) dans les locaux de vie 	
	<ul style="list-style-type: none"> envahissement par des insectes (guêpes, frelons, abeilles, mais pas bourdons) dans les locaux de travail d'occupation impérative 	
	<ul style="list-style-type: none"> piqûres multiples de guêpes, frelons, abeilles 	
Pollution	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Réquisition de l'autorité judiciaire	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Ascenseur bloqué	<ul style="list-style-type: none"> personnes bloquées « vulnérables » (bébés, jeunes enfants, personnes âgées). 	
	<ul style="list-style-type: none"> accidents de personnes impliquant une désincarcération. 	
	<ul style="list-style-type: none"> personnes bloquées dans l'ascenseur consécutivement à des coupures d'alimentation ErDF (pannes multiples et simultanées). 	
Service de sécurité	<ul style="list-style-type: none"> sans objet 	
Dégât des eaux	<ul style="list-style-type: none"> événements multiples liés à un événement météorologique paroxysmique. 	



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Interventions non urgentes ouvrant droit à participation
financière du bénéficiaire

Annexe n°4

3/3

V0.2

Seul le CTA-CODIS est habilité à juger du caractère urgent ou non de l'intervention.

Les intervenants réalisent la mission et ne sont pas autorisés à requalifier le degré d'urgence de l'intervention.

En dehors des cas précités ci-dessus, aucun moyen SP n'est engagé à priori. Le requérant est systématiquement orienté vers un prestataire privé.

Dans le cas où le CODIS procéderait à un engagement à caractère privé de moyen(s), le chef d'agrès confirme au bénéficiaire (requérant) qu'un titre exécutoire va lui être adressé. Si le bénéficiaire (requérant) manifeste une contestation verbale, le chef d'agrès l'informe qu'un courrier motivé peut être adressé au Sdis.

En aucun cas les sapeurs-pompiers ne doivent accepter d'argent

Lorsque le chef d'agrès constate que des informations fallacieuses ont visiblement été transmises à l'appel de façon à rendre l'intervention urgente (alors qu'elle ne l'est pas), il en informe le CODIS et le spécifie dans son CRSS afin qu'un recours soit engagé par le service.

PROJET

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 8

Composition et règles d'utilisation des réserves
départementales

PROJET

PROJET

	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Composition et règles d'utilisation des réserves départementales	Annexe n°8
		1/3
		V0.2

1. LA COMPOSITION DE LA RESERVE

Le respect du Règlement opérationnel départemental et les contraintes propres à chaque structure (CIS, CODIS, STI territoriaux, etc.) sont les éléments qui prévalent pour la constitution et l'application des règles d'utilisation des différentes réserves.

1.1. Les engins de la réserve « mécanique »

La réserve « mécanique » a pour objectif de palier les indisponibilités tant programmées qu'imprévues de véhicules. Ces véhicules de réserve ne sont pas affectés dans un centre d'incendie et de secours. Cette réserve est constituée :

- de trois **réserves territoriales**, gérées par les services techniques et infrastructures territoriaux, localisées a priori sur les sites des états-majors de groupement,
- d'une **réserve départementale**, gérée par le service des matériels roulants, localisée sur le site de Tourville-la-Rivière.

La composition de cette réserve est la suivante :

Réserve « mécanique »	Réserves des groupements territoriaux	1 FPT	
		1 VSAV	
	Réserve départementale Site de Tourville la Rivière		1 FPT
			2 MEA*
			1 VSAV
			1 VTU
			1 CCF

* moyens aériens constitués d'EPAS 25 ou 30 m.

Les engins de la réserve des groupements territoriaux sont armés et remisés dans les infrastructures du groupement territorial. Toutefois, pour des raisons de disponibilité d'espace de remisage, ils peuvent être stationnés dans les locaux de certains centres d'incendie et de secours. Dans ce cas, **les engins de réserve ne sont pas utilisés pour l'activité opérationnelle du centre d'incendie et de secours** (sauf situation exceptionnelle).

Les véhicules composant la réserve départementale sont armés avec leurs matériels opérationnels, conformément à la norme de référence de l'engin considéré ; seuls les équipements spécifiques (caméras thermiques, outils d'ouverture de porte ou de toiture, etc.) font l'objet d'un transfert lors de l'affectation d'un véhicule de réserve.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Composition et règles d'utilisation des réserves départementales</p>	Annexe n°8
		2/3
		V0.2

1.2. Les engins de la réserve « opérationnelle »

La réserve opérationnelle permet de répondre aux indisponibilités imprévues de véhicules, hors jours ouvrés et heures ouvrables. Elle est composée de véhicules affectés dans les centres d'incendie et de secours. Elle est gérée en temps réel par le CODIS.

Le CODIS privilégie les centres d'incendie de secours disposant de deux véhicules du même type ainsi que les centres dont le secteur de 1^{er} appel est recouvert (indice de recouvrement fort) dans les délais fixés par Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques.

Ces différentes réserves permettent le remplacement des engins suivants : VPI, FPT, FPTL, FPTSR, FPTGP, CCF, CCR, MEA, VTU, VSAV et BSL

Les engins spécifiques et les engins des équipes spécialisées ne rentrent pas dans le champ des présentes dispositions et sont remplacés ou non selon une procédure particulière.

2. LES PROCEDURES DE REMPLACEMENT

2.1. Remplacement durant les heures ouvrables

Durant les heures ouvrables, le remplacement des véhicules relève des services techniques et infrastructures territoriaux (cf. gestionnaire de parc), en concertation avec les services opérations-prévision territoriaux.

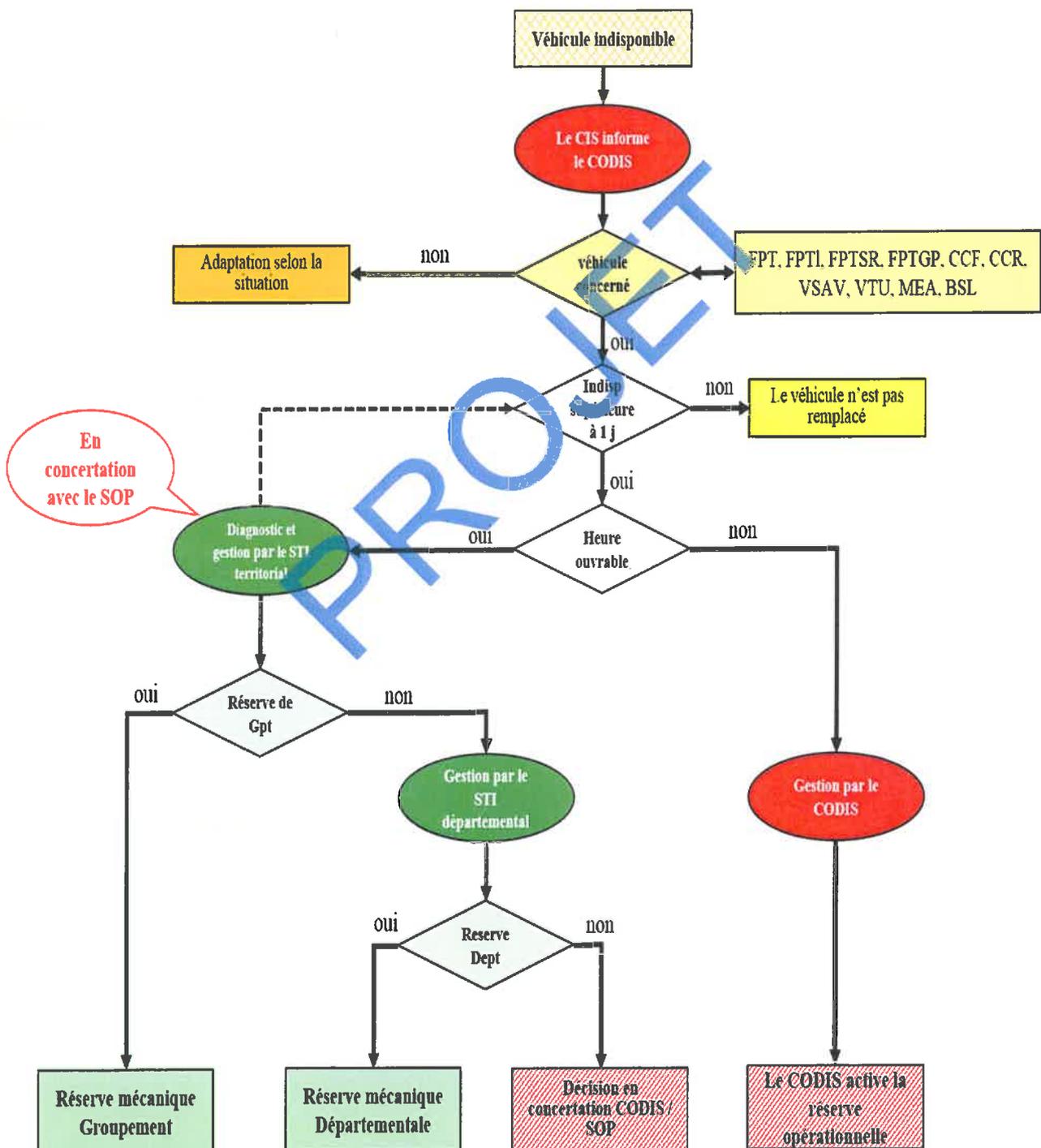
2.2. Remplacement la nuit, le week-end et les jours fériés

La nuit, le week-end et les jours fériés, le remplacement des véhicules indisponibles est organisé sous la responsabilité de l'officier superviseur CODIS.

Lorsque l'indisponibilité d'un véhicule et son remplacement sont susceptibles de modifier significativement la réponse opérationnelle du territoire, il appartient à l'officier superviseur CODIS, en relation avec le chef de site territorial et /ou départemental de permanence d'apporter la réponse la plus adaptée.

3. L'AIDE A LA DECISION

Le logigramme ci-après constitue un outil d'aide à la décision permettant aux différents acteurs impliqués de maintenir de la manière la plus efficace la capacité opérationnelle du Sdis.



Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 10

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et unités
opérationnelles spécifiques

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

1/42

V0.2

REGLEMENT DE DOCTRINE



EQUIPES SPECIALISEES ET UNITES SPECIFIQUES



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
 Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
 opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

2/42

V0.2

Table des matières

PREAMBULE..... 5

ARTICLE 1 - ORGANISATION GENERALE 6

ARTICLE 2 - OFFICIER COORDINATEUR DES EQUIPES SPECIALISEES ET DES UNITES OPERATIONNELLES SPECIFIQUES 6

ARTICLE 3 - LES CONSEILLERS TECHNIQUES DEPARTEMENTAUX- CTD 6

ARTICLE 4 - LES CHEFS DE CIS DOTES D'UNE EQUIPE SPECIALISEE ET OU D'UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE..... 8

ARTICLE 5 - LES CORRESPONDANTS CIS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE 8

ARTICLE 6 - LES CIS REFERENTS DE SPECIALITE OU DE L'UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE 8

ARTICLE 7 - LES RESSOURCES HUMAINES DE BASSIN..... 9

ARTICLE 8 - ACCES A UNE SPECIALITE OU UNE UNITE OPERATIONNELLE SPECIFIQUE ET CESSATION D'ACTIVITE..... 9

ARTICLE 9 - LES LISTES D'APTITUDE OPERATIONNELLE : 10

ARTICLE 10 - LE PLAN DE FORMATION PLURIANNUEL 10

ARTICLE 11 - LES INVENTAIRES ET LE SUIVI DES MATERIEL 11

DECLINAISON DE LA REPOSE DE BASSIN INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX 12

LOCALISATION DES RISQUES 12

REFERENCES REGLEMENTAIRES 13

Documents cadres 13

Guide National de référence « GRIMP » 13

Règlement opérationnel..... 13

OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE 14

MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES..... 14

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents 14

AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES..... 15

Organisation de bassin..... 15

Equipements individuels..... 15

MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL..... 15

DECLINAISON DE LA REPOSE DE BASSIN PLONGEE SUBAQUATIQUE 16

LOCALISATION DES RISQUES 16

REFERENCES REGLEMENTAIRES 16

Documents cadres..... 16

Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare » 17

Les FMPA..... 17

OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE 18

MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES..... 18

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents 18

AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES..... 19



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

3/42

V0.2

<i>Organisation de bassin</i>	19
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	19
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN SAUVETAGE AQUATIQUE.....	20
LOCALISATION DES RISQUES.....	20
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	20
<i>Documents cadres</i>	20
<i>Le GNR « Sauvetage Aquatique »</i>	21
<i>La FMPA</i>	21
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	22
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	22
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents</i>	22
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRES.....	23
<i>Organisation de bassin</i>	23
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	23
LOCALISATION DES RISQUES.....	24
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	24
<i>Documents cadres</i>	24
<i>Guide National de référence « SDE »</i>	25
<i>LA FMPA</i>	25
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	26
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	26
OBJECTIF ANTICIPE DE PLANIFICATION EOJ/POJ CIS REFERENTS.....	26
AUTRES RESSOURCES COMPLEMENTAIRE.....	27
<i>Organisation de bassin</i>	27
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	27
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES.....	28
LOCALISATION DES RISQUES.....	28
<i>Cas des risques technologiques</i>	28
<i>Cas de la menace</i>	29
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	29
<i>Documents cadres</i>	29
<i>Guide National de référence « risques chimiques et biologique »</i>	29
<i>La FMPA</i>	30
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE.....	30
<i>Cas des risques chimiques et biologiques</i>	30
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES.....	31
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	31
<i>Autres ressources complémentaires</i>	32
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL.....	32
DECLINAISON DE LA REPONSE DE BASSIN RISQUE RADIOLOGIQUE.....	33
LOCALISATION DES RISQUES.....	33
<i>Cas des risques technologiques</i>	33
<i>Cas de la menace</i>	34
REFERENCES REGLEMENTAIRES.....	34



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

4/42

V0.2

<i>Documents cadres</i>	34
<i>Guide National de référence « risque radiologique »</i>	34
<i>La FMPA</i>	35
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	35
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES	36
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	36
<i>Autres ressources complémentaires</i>	36
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL	37
DECLINAISON DE LA REPOSE DE BASSIN UNITE DE DECONTAMINATION NRBC	38
LOCALISATION DES RISQUES	38
REFERENCES REGLEMENTAIRES	39
<i>Documents cadres</i>	39
<i>Référentiel de l'Emploi, des Activité et compétences</i>	39
<i>Règlement opérationnel</i>	39
OBJECTIFS DE COUVERTURE OPERATIONNELLE	40
<i>Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et de décontamination</i>	40
MODE D'ORGANISATION ET DE PLANIFICATION DES SPECIALISTES	41
<i>Objectif anticipé de planification EOJ/POJ</i>	41
<i>Autres ressources complémentaires</i>	41
MODALITE D'ENGAGEMENT OPERATIONNEL	42

PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		5/42
		V0.2

Préambule

Afin de répondre à la couverture de certains risques particuliers, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime dispose de compétences et de moyens spécialisés et spécifiques qui se déclinent ainsi :

- le risque aquatique
 - l'équipe spécialisée « sauvetage aquatique de surface », nommée SAV,
 - l'équipe spécialisée « secours subaquatique », nommée SAL.

- le risque milieu périlleux
 - l'équipe spécialisée « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieux périlleux » nommée GRIMP,
 - l'équipe spécialisée « sauvetage-déblaiement » nommée SDE,
 - l'unité opérationnelle spécifique « intervention à bord des navires » nommée IBN.

- le risque nucléaire-radiologique-biologique-chimique
 - l'équipe spécialisée « risques chimiques et biologiques » nommée RCH,
 - l'équipe spécialisée « risque radiologique » nommée RAD,
 - l'unité opérationnelle spécifique « décontamination » nommée DEC.

L'organisation de chacune de ces équipes ou unités relève d'un référentiel « réglementaire » national, qui prend la forme de guides nationaux de référence (GNR) ou de référentiels emplois, activités et compétences (Reac).

Au-delà de ces bases, l'organisation départementale s'inscrit dans le cadre du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (Sdacr) et se décline selon le présent Règlement opérationnel (Ro).

Au-delà des particularités de chaque entité, le présent règlement a pour objet de structurer l'organisation de chaque équipe ou unité selon un modèle unique permettant une homogénéité et une cohérence inter-équipes.

Les ressources présentées ici sont renforcées par les ressources issues de la chaîne de commandement, telles que décrites dans l'annexe dédiée.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		6/42
		V0.2

Article 1 - Organisation générale

Le groupement opérations-prévision coordonne l'activité des équipes spécialisées et unités opérationnelles spécifiques.

Chaque entité est plus spécialement dirigée par un conseiller technique départemental, dénommé CTD (suivi de l'acronyme de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique).

Ce conseiller technique s'appuie sur différentes ressources humaines réparties dans les différents Cis au sein desquels évoluent les personnels de chaque entité.

A ce titre, les chefs des centres d'incendie et de secours restent garant de la réponse opérationnelle inhérente à ses effectifs assurant ces missions spécialisées ou spécifiques

Article 2 - Officier coordinateur des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Placé sous l'autorité du chef de groupement opérations-prévision, un officier est chargé de coordonner et d'animer le groupe des conseillers techniques départementaux, en relations avec les différents groupements fonctionnels et les chefs de service du groupement opérations-prévision. Ensemble, ils élaborent :

- les doctrines d'emploi des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques,
- les plans d'équipement,
- les budgets et leur suivi annuel,
- les plans de formation et de maintien des compétences,
- les listes opérationnelles.

Cet officier coordinateur constitue, avec les conseillers techniques départementaux, un des interlocuteurs privilégiés des différents partenaires et services extérieurs au Sdis.

Article 3 - Les conseillers techniques départementaux- CTD

Chaque équipe et unité est animée par un conseiller technique départemental, tel que défini dans le GNR ou le Reac relatif à l'équipe ou l'unité.

Chaque CTD, du grade d'officier, est désigné par le préfet sur proposition du directeur départemental du Sdis 76.

Tout CTD non officier est managé par **un officier désigné** (non nécessairement détenteur du niveau de conseiller technique.)

Fonctionnellement, chaque CTD (associé ou non à un officier désigné) joue son rôle de conseiller technique départemental auprès du directeur départemental et par délégation auprès des différents chefs de groupements et du Sssm, conformément au cadre réglementaire du GNR ou du Reac correspondant.

Opérationnellement, au même titre que les autres conseillers techniques, il apporte son expertise auprès du Commandant des opérations de secours (COS) sur intervention et/ou du CODIS et de la chaîne de commandement.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		7/42
		V0.2

En termes de compétences, le CTD :

- est le responsable pédagogique des différentes formations organisées dans le département, que ce soit les formations initiales ou les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMFA). A ce titre il peut désigner des référents pour chacune de ces formations,
- vise les carnets individuels de suivi de l'activité opérationnelle et de formation de chaque agent concerné,
- propose, deux fois par an, l'actualisation de la liste d'aptitude opérationnelle,
- participe aux recrutements des nouveaux spécialistes,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- participe à la définition et à la programmation du plan de formation lié son activité.

En terme d'équipements et de matériels, le CTD :

- s'assure de la réalisation des contrôles réglementaires et du bon état des matériels,
- veille à la dotation individuelle et collective en EPI,
- assure une veille technologique,
- partage avec ses homologues des Sdis et plus particulièrement avec les Sdis de la région Normandie, dans une perspective de mutualisation des ressources,
- propose des plans d'équipement et de dotation,
- participe activement à la rédaction des CCTP et aux analyses des offres dans le cadre des nouvelles acquisitions,
- assiste les personnels du magasin départemental dans la gestion des stocks des matériels et des consommables du domaine de son activité.

En termes budgétaires, le CTD :

- exprime ses besoins sous la forme d'une expression budgétaire pluriannuelle et d'une planification pour l'exercice budgétaire à venir. A ce titre, il participe activement aux conférences budgétaires liées à son activité,
- suit l'exécution budgétaire de son activité et ajuste au besoin les dépenses, sous le contrôle du groupement opérations-prévision qui valide les commandes.

En termes opérationnels, le CTD :

- suit avec précision l'activité opérationnelle de ses différentes équipes ou unités,
- procède aux différents retours d'expérience,
- suit les différents indicateurs mis en place dans le cadre du Sdacr et du Ro,
- ajuste la doctrine opérationnelle selon les différentes évolutions humaines, techniques et réglementaires.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

8/42

V0.2

En terme d'animation de son équipe ou unité, le CTD :

- est secondé par un CTD adjoint désigné,
- s'appuie, coordonne et anime les différents référents (formation, matériels, budget,...) et correspondants présents au sein des différents Cis, positionnés au sein de l'organigramme de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- travaille en transversalité avec les chefs de Cis et les différents métiers du Sdis,
- établit un bilan d'activité et de gestion annuel et propose des objectifs à atteindre pour l'année à venir dans une perspective pluriannuelle,
- travaille en lien étroit avec le coordinateur des équipes spécialisées et unités spécifiques.

Article 4 - Les chefs de Cis dotés d'une équipe spécialisée ou d'une unité opérationnelle spécifique

Conformément à l'article 3100-1 du Règlement intérieur, chaque chef de centre assure la responsabilité du fonctionnement de son unité et de sa performance opérationnelle.

A ce titre, au sein de son Cis, il veille, en liaison avec le correspondant de la spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique, au niveau de la performance opérationnelle dans ce cadre spécifique d'activité. Dans ce cadre, il s'assure :

- du maintien des compétences et de leur traçabilité (notamment du suivi des carnets individuels),
- du bon état de fonctionnement de matériels et des inventaires associés,
- des contrôles des matériels et de leur traçabilité.

Il est le garant de la validation des compétences sur le système de gestion opérationnelle.

Article 5 - Les correspondants Cis de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique

Au sein du Cis et du bassin rattaché, est désigné un « correspondant Cis » de la spécialité ou de l'unité spécifique.

Cet agent aide et conseille le chef de Cis pour tout ce qui relève de l'organisation, du fonctionnement, de la formation continue, des entraînements, de l'entretien des EPI, de l'habillement, des matériels, des véhicules, des locaux affectés et de la gestion administrative.

Ce soutien s'effectue en lien avec le CTD de référence.

Ce correspondant s'appuie sur les différents agents du Cis et des Cis du bassin affectés à la spécialité ou à l'unité spécifique.

Article 6 - Les Cis référents de spécialité ou de l'unité opérationnelle spécifique

Les CIS référents de spécialité sont :

- sièges des matériels ou des engins.
- disposent d'un POJ de spécialistes.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		9/42
		V0.2

Ces Cis sont dotés des moyens matériels (engin plus particulièrement) et des effectifs, lui permettant de mener de façon autonome ou en renfort, une mission opérationnelle conformément aux règles édictées dans le GNR ou Reac correspondant. Il peut s'agir d'une mission de reconnaissance, de sauvetage de vie humaine ou de préparation à l'intervention, réalisée en attente du renfort en personnels et en matériels spécialisés.

La liste des Cis référents est définie par spécialité et unité spécifique.

Article 7 - Les ressources humaines de bassin

Dans une approche efficiente, des agents affectés en dehors des Cis référents (décrits à l'article 6) peuvent être inscrits sur la liste opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique.

A ce titre, ils participent aux différentes activités de maintien des compétences et à l'activité opérationnelle.

Cette disposition permet de maintenir en activité opérationnelle des personnels formés, au-delà de leur mutation vers un autre Cis non référent et permet donc d'accroître le potentiel opérationnel humain, selon le principe de la disponibilité.

Cette disposition pose le principe d'une réponse opérationnelle de bassin.

Article 8 - Accès à une spécialité ou une unité opérationnelle spécifique et cessation d'activité

Les critères prépondérants permettant l'intégrer une équipe spécialisée ou une unité spécifique sont les suivants :

- besoins du service,
- motivation de l'agent,
- capacités du sapeur-pompier,
- ancienneté et expérience opérationnelle,
- expérience liée à une activité professionnelle précédente ou à une pratique « sportive » reconnue par des niveaux d'aptitude.

Cet accès n'est possible que si l'agent est affecté dans un Cis référent (tel que défini à l'article 6).

La durée minimale d'engagement est de 3 ans par niveau.

Chaque sapeur-pompier ne peut exercer plus de deux spécialités ou compétences spécifiques.

Les cumuls de 2 spécialités ou compétences spécifiques sont prioritairement les associations suivantes :

- RCH + RAD,
- SAV + SAL.

Hors situation d'incapacité médicale, l'arrêt d'une spécialité ne peut s'effectuer qu'après validation du groupement opérations-prévision sur proposition du CTD après avis du chef de centre ou du supérieur hiérarchique de l'agent et sur demande écrite motivée de l'intéressé.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		10/42
		V0.2

Toute cessation d'activité définitive ou temporaire de plus de 6 mois oblige l'agent concerné à restituer l'ensemble des équipements, effets d'habillement et EPI, mis à sa disposition, sous-couvert de son chef de Cis. Le CTD, en lien avec le magasin départemental, valide la conformité de la restitution.

Toutes les spécialités ou compétences spécifiques restent accessibles aux sapeurs-pompiers volontaires comme intervenant ou expert, selon les mêmes conditions exposées précédemment.

A ce titre, ces agents doivent :

- détenir des compétences dans le cadre de leur activité professionnelle en relation avec la spécialité ou l'activité spécifique considérée,
- disposer d'une disponibilité en cohérence avec :
 - le volume horaire nécessaire au maintien des compétences tel que défini dans les GNR ou REAC et dispositions spécifiques au Sdis 76,
 - les durées de l'activité opérationnelle et des éventuelles périodes d'astreinte.

Article 9 - Les listes d'aptitude opérationnelle :

Seuls peuvent intervenir en opérations les agents inscrits sur la liste opérationnelle propre à chaque spécialité ou activité spécifique, signée par le préfet.

Les règles cumulatives d'inscription sur la liste opérationnelle sont :

- être titulaire d'une unité de valeur opérationnelle de la spécialité ou de l'unité spécifique,
- être apte physiquement (cf. tests de condition physique) et médicalement selon les critères spécifiques à chaque activité,
- être à jour de ses formations de maintien des compétences,
- avoir validé les éventuels tests annuels (selon la spécialité),
- avoir dûment renseigné son carnet individuel de suivi d'activité.

La proposition de liste est constituée par le conseiller technique départemental en concertation avec les chefs de Cis et correspondants concernés, avec le groupement emplois, activités et compétences et avec le Sssm. Cette proposition est transmise au groupement opérations-prévision pour agrégation et validation, puis au groupement emplois, activités et compétences chargé de la mise en signature au préfet.

Le préfet arrête une liste annuelle en début d'année au 1^{er} février et procède à une révision au 1^{er} août.

L'inscription ou le retrait de la liste d'aptitude opérationnelle départementale entraîne de droit l'ajustement du régime indemnitaire pour la spécialité éligible.

Article 10 - Le plan de formation pluriannuel

Le groupement emplois, activités et compétences élabore le plan de formation pluriannuel associé à chaque spécialité ou activité spécifique en fonction des besoins exprimés par les différents CTD et validés par le groupement opérations-prévision.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		11/42
		V0.2

Ce plan est tri annuel et concerne les formations initiales, les séquences de maintien des compétences et les éventuels tests d'aptitude.

Article 11 - Les inventaires et le suivi des matériels

Chaque CTD arrête, en adéquation avec le GNR ou REAC correspondant, la liste des matériels et effets d'habillement constituant l'inventaire type de dotation (engin, collective, individuelle).

Il établit de plus un catalogue recensant les équipements affectés ou disponibles au magasin départemental. A ce titre, il fixe les volumes minimum et maximum de stockage et les seuils de commande.

Le processus de livraison des matériels demandés par les Cis s'effectue en concertation entre le CTD et le magasin départemental. Pour rappel, en ce qui concerne l'achat de nouveaux matériels ou de consommables, la commande est élaborée par le CTD (ou la personne désignée) et validée par le chef de groupement opérations-prévision ou son représentant.

Les chefs de Cis et plus précisément les correspondants Cis, sont responsables de l'entretien et de la bonne tenue des locaux de stockage, des matériels, des dotations collectives et individuelles (habillement, EPI) et des véhicules, propres à leur spécialité ou unité opérationnelle spécifique.

PROJET

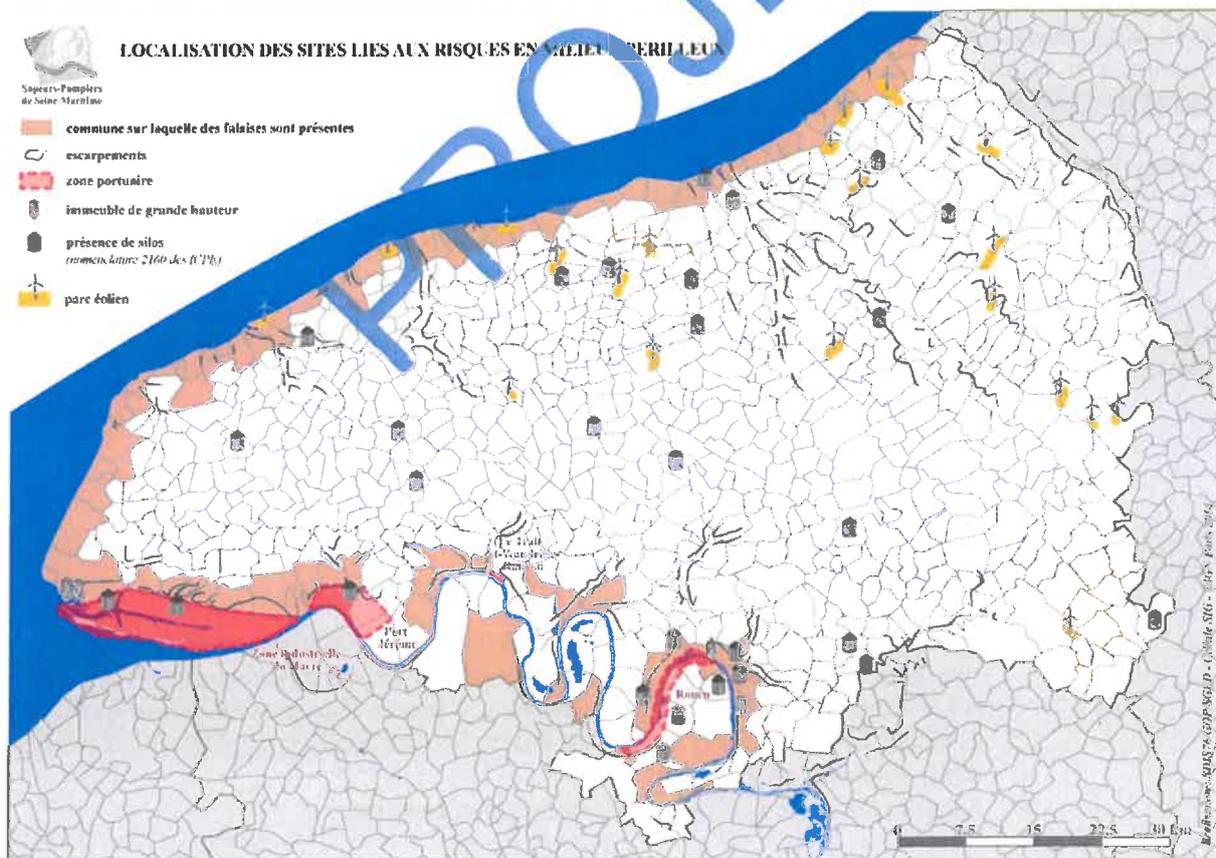
Déclinaison de la réponse de bassin Intervention en milieu périlleux

Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes du groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux (GRIMP) sont :

- les falaises ;
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé) ;
- les silos verticaux ;
- les immeubles de grande hauteur ;
- les parcs éoliens ;
- ...

Cependant, le milieu périlleux peut par définition se retrouver partout, sur le secteur public comme privé, en hauteur comme en excavation ou en suspension, il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus de ce risque.



	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL	Annexe n°10
	Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	13/42
		V0.2

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « GRIMP »

Les reconnaissances et interventions, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par une équipe de cinq spécialistes GRIMP au moins, composée d'un conseiller technique GRIMP ou d'un chef d'unité GRIMP (IMP 3) responsable de la mission dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention, et de deux binômes de deux sauveteurs GRIMP (IMP2).

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec deux sauveteurs GRIMP chargés de sécuriser le site d'intervention et d'apporter les premiers secours à la victime. Le conseiller technique GRIMP ou le chef d'unité GRIMP et les deux autres sauveteurs GRIMP rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais.

En cas d'utilisation d'un hélicoptère pour rejoindre les lieux d'intervention, sont acheminés en priorité :

- le conseiller technique ou chef d'unité GRIMP ;
- un sauveteur et un médecin ou deux sauveteurs.

Le reste de l'unité GRIMP rejoint les lieux de l'intervention lors d'une seconde rotation ou par tout autre moyen dans les meilleurs délais.

Règlement opérationnel

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, tout sauveteur, chef d'unité et conseiller technique qui a :

- Suivi un entraînement annuel collectif minimal de 10 exercices dont 5 au moins sur site (dont 1 de nuit) au sein d'une unité GRIMP. Un entraînement ne peut en aucun cas avoir une durée effective inférieure à 4 heures (trajet exclu). Sont également comptabilisées dans ces exercices toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure à 4 heures.
- Satisfait au test annuel qui aura lieu lors d'un exercice.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

14/42

V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre Précisions	FMPA départementale Précisions
1	-	-	-
2	40 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne 1 période de 8h pour les tests annuels
3	48 h	5 périodes de 4h	4 périodes de 8h dont un exercice nocturne 1 période de 8h pour les tests annuels 1 période de 8h d'information

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par une Unité GRIMP (1 IMP3 + 4 IMP2) en 60 minutes en tous points du département.

Les sauveteurs GRIMP du Havre sont qualifiés sauveteurs hélicoptérés.

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VGRIMP

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ		Matériels
		IMP2/IMP3	Sauveteurs hélicoptérés	
Rouen	GAMB	4/1	1 IMP3	VGRIMP
Le Havre	LHN	4/1	TOUS	VGRIMP
Dieppe	DIEP	2/1	1 IMP3	VGRIMP
Yvetot	-	-	-	-

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		15/42
		V0.2

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « IMP3 » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité, ainsi que les **sapeurs-pompiers « IMP2 » en service hors rang**.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences IMP3 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent LHN
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers IMP concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Equipements individuels

Les sauveteurs IMP3 disposent de l'équipement individuel suivant :

- Un sac d'équipement de protection individuel GRIMP
- Un lot de reconnaissance
- VLR/VLHR disponible sur son CIS respectif

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé à partir des ressources en spécialiste du CIS référent, puis du secteur chef de colonne complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront alors déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

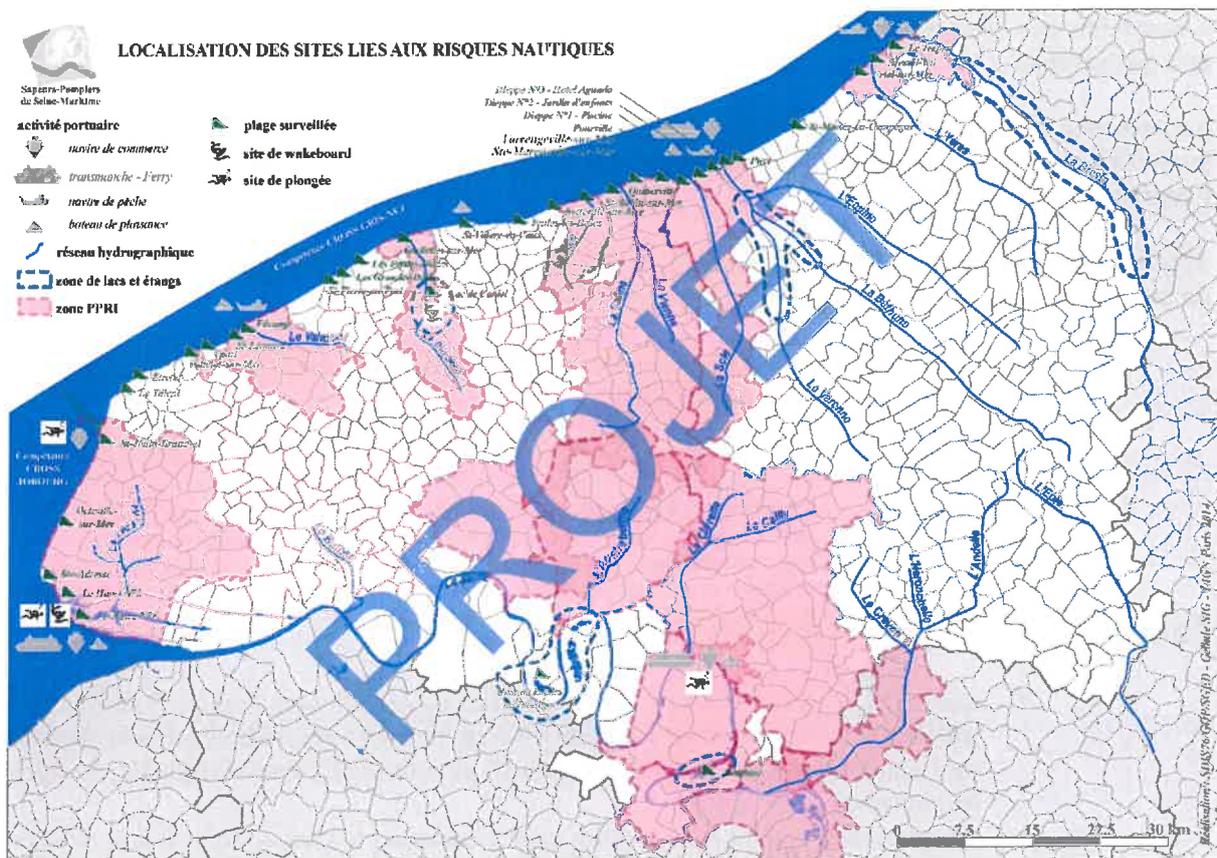
16/42

V0.2

Déclinaison de la réponse de bassin Plongée subaquatique

Localisation des risques

Les sites à risque pouvant conduire à des missions d'intervention subaquatique sont principalement situés sur la Seine et le littoral.



En dehors des missions subaquatiques d'urgence de protection des biens, les équipes d'intervention SAL interviennent en appui des équipes d'intervention en surface.

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

En particulier, les plongeurs sont qualifiés « sauveteur aquatique » de niveau 1 minimum.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		17/42
		V0.2

Le REAC « Interventions, Secours et Sécurité en Milieu Aquatique et Hyperbare »

Les plongées, dans le cadre des opérations doivent être exécutées par une équipe de trois plongeurs minimum dont au moins un Chef d'Unité SAL 2 ou Conseiller Technique SAL 3.

Cette équipe de trois plongeurs constitue donc une unité opérationnelle.

L'ensemble des plongeurs constituant cette unité doit être obligatoirement en tenue de plongée, prêt à intervenir.

La présence du DP (directeur de plongée) désigné par le commandant des opérations de secours parmi les conseillers techniques ou les chefs d'unité SAL, est obligatoire sur le lieu même de l'intervention de plongée.

Toutefois, en cas de sauvetage de vie humaine, et dans le cadre des réactions immédiates les opérations de plongée peuvent commencer en utilisant les méthodes suivantes :

- plongée avec un seul plongeur relié à la surface dans le cadre de réactions immédiates de prompt secours
- plongée avec un scaphandre léger dans le cadre d'un sauvetage hélicoptéré (inexistant au Sdis76)

Les FMPA

Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout plongeur qui a :

- réalisé 20 plongées d'entraînement en milieu naturel (dont maximum 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 m minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire en cours (au moins 3 par trimestre), avec vérification du carnet de plongée.
- Ces plongées, comme toutes celles mentionnées sur le carnet, doivent être réalisées dans le cadre du service commandé et validées par un chef d'unité SAL2 ou un conseiller technique SAL3 ;
- suivi 20 h de théorie sur les connaissances professionnelles de la plongée ;
- satisfait au contrôle médical ;
- satisfait au contrôle technique, défini ci-après, ou participé à l'encadrement d'un stage qualifiant, de manière pratique et effective (SAL, chef d'unité SAL2 ou conseiller technique SAL3) ;
- être à jour de la formation de maintien et de perfectionnement des acquis « secours à personne ».



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

18/42

V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre Précisions	FMPA départementale Précisions
SAL 1,2 et 3	88 h	20h de théorie	11 périodes de 8h dont la réalisation des tests annuels

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les CIS du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- Les moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (Kamatonation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficultés.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers. En cas d'intervention subaquatique, certains sauveteurs aquatiques ou côtiers disposent d'une compétence SAL.

L'objectif est de disposer d'une équipe en 60 min.

Les matériels adaptés sont :

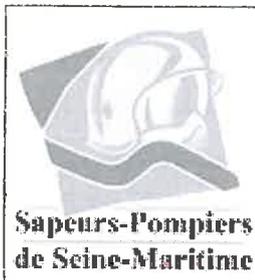
- Pour chaque plongeur, un équipement individuel,
- BSL
- VSAQ

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

19/42

V0.2

Secteur CdC	CIS	POJ (SAL1/SAL2)
Rouen	RSUD	1/1
Le Havre	LHS	2/1
Dieppe	DIEP	1/1
Yvetot	-	-

Mise à part le CIS LHS le POJ ne permet pas l'exécution d'une mission subaquatique en autonomie.

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Seuls les sapeurs-pompiers « SAL » inscrits sur liste opérationnelle et en service hors rang peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le REAC
- pour accroître le potentiel humain

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent LHS
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de RSUD

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers SAL concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CODIS (VL, VSAQ, Dragon,...).

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		21/42
		V0.2

Le GNR « Sauvetage Aquatique »

Dans le cadre d'un secours en dehors de la façade littorale, l'équipe est constituée de 2 nageurs sauveteurs aquatiques (SAV 1). Cette équipe intervient sous la responsabilité de son chef d'agrès. Elle est intégrée dans l'effectif de l'agrès qui peut être un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, un engin pompe ou tout autre véhicule d'intervention.

Lors d'une opération de sauvetage en mer, selon l'embarcation utilisée, l'équipe est constituée de 2 ou 3 sauveteurs (3 pour la Seine-Maritime). L'un des sauveteurs est au moins chef de bord sauveteur côtier (SAV3).

En fonction du règlement opérationnel départemental, le chef de bord sauveteur côtier peut commander l'opération de secours ou être placé sous les ordres d'un commandant des opérations de secours.

Toutefois, en eaux intérieures ou en mer sur la frange côtière des 300 m et en cas de sauvetage de vie humaine, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec un sauveteur.

La FMPA

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle tout nageur sauveteur aquatique, nageur sauveteur côtier, chef de bord sauveteur côtier ou conseiller technique sauvetage aquatique qui a :

- suivi les entraînements annuels collectifs définis par le conseiller technique sauvetage aquatique départemental, en accord avec le chef de corps au sein d'une unité concernée. Les entraînements sont judicieusement répartis sur les 12 mois francs précédant la date de renouvellement de la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle. Un entraînement ne peut pas avoir une durée effective inférieure à 2 heures. Sont également comptabilisées dans ces entraînements toutes les interventions opérationnelles d'une durée supérieure ou égale à 2 heures
- satisfait aux tests annuels.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ.
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Équivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
SAV 1 & 2	8 h	6 périodes de 2 h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
SAV 3	16 h	6 périodes de 2h	1 période de 8h (tests annuels SAV)
			1 période de 8h



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

22/42

V0.2

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les CIS du département proches d'un plan d'eau sont équipés d'une bouée couronne.
- Les moyens hors chemin (VLHR et CCF) sont équipés d'équipements de protection individuelle (K_Inondation) permettant une mise en sécurité de personnes en difficulté.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par les sauveteurs aquatiques ou côtiers.

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- BSL/IRB

L'objectif est de pouvoir disposer d'un premier sauveteur dans les meilleurs délais et au plus dans les 45 minutes pour l'équipe nominale (cf. ci-dessus).

Les sauveteurs aquatiques du Havre sont qualifiés sauveteurs héliportés.

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ par les CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ	
		(SAV1/SAV2/SAV3)	Sauveteurs héliportés
Rouen	ELB	1/0/0	-
	RSUD	2/0/0	-
	GDCO	1/0/0	-
Yvetot	DUCL	1/0/0	-
	CAUD	1/0/0	-
	GRAV	1/0/0	-
	STVAL	0/1/1	-
Le Havre	LHS	0/2/1	TOUS
	ETRE	0/1/1	-
	FECA	0/2/1	-
Dieppe	DIEP	0/2/1	-
	LPS	0/2/1	-

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		23/42
		V0.2

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « SAV » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences SAV s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du département.

Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention en concertation avec le CODIS (VL, Dragon,...).



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

24/42

V0.2

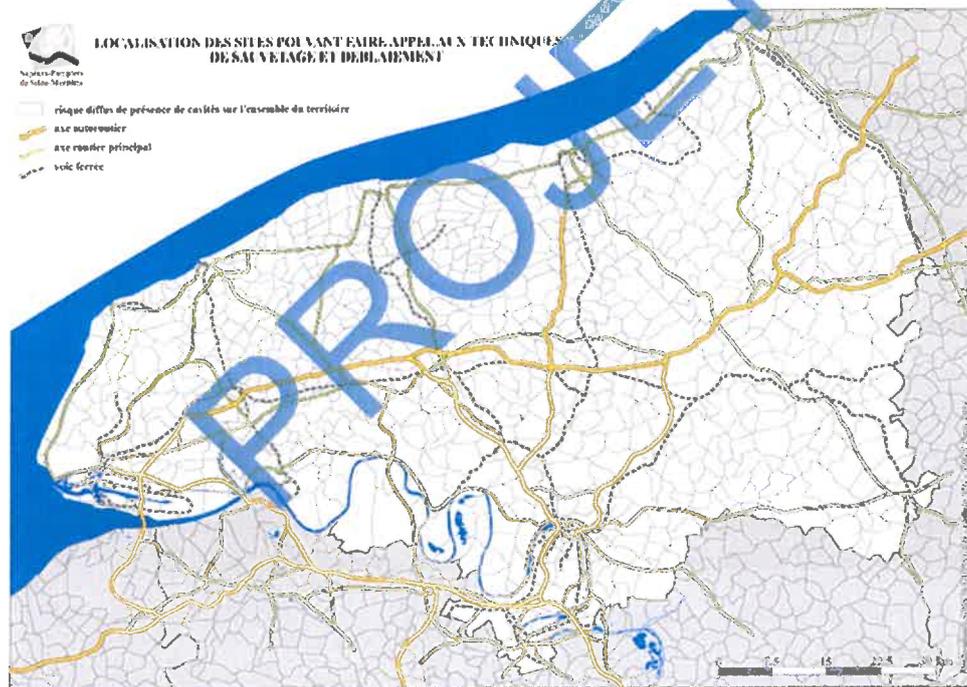
Déclinaison de la réponse de bassin Sauveteurs-Déblayeurs

Localisation des risques

Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes Sauveteurs-Déblayeurs sont :

- les silos verticaux
- les zones portuaires (compte tenu du matériel spécifique de manutention utilisé)

Les risques de présence de cavités, risques bâtimentaires et manœuvre de force/levage sur intervention de secours routier sont diffus sur l'ensemble du territoire. Il existe un site à risque non représenté sur la carte : l'agglomération d'Elbeuf.



Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		25/42
		V0.2

Guide National de référence « SDE »

La spécialité sauvetage-déblaiement permet d'intervenir en matière de reconnaissance, de sauvetage et de sécurisation d'un site dans les milieux effondrés ou menaçant ruine, où les moyens traditionnels des sapeurs-pompiers sont inadaptés, insuffisants ou dont l'emploi s'avère dangereux en raison des risques présentés.

Les reconnaissances et les interventions en milieu effondré ou menaçant ruine, quels que soient les moyens mis en œuvre, doivent être exécutées par au moins une unité sauvetage-déblaiement comprenant au minimum un conseiller technique ou un chef de section ou un chef d'unité sauvetage-déblaiement, responsable de la mission, dont la présence est obligatoire sur le lieu même de l'intervention.

En cas de sauvetage de vie humaine et en l'absence d'un responsable sauvetage déblaiement, l'opération peut commencer, sous l'autorité du COS, avec des sauveteurs déblayeurs.

Un conseiller technique, un chef de section ou un chef d'unité sauveteur déblayeur et le reste de l'unité ou de la section rejoignent le lieu de l'intervention dans les meilleurs délais. Le personnel non spécialisé sauvetage-déblaiement appelé à évoluer sur le site effondré ou menaçant ruine est pris en charge par l'unité ou la section sauvetage-déblaiement.

En cas d'intervention de faible ampleur (effondrement de tranchée, d'immeuble isolé, etc.), le commandant des opérations de secours, en liaison avec le responsable sauvetage-déblaiement, mettra en place un dispositif adapté aux opérations de secours nécessaires.

L'organisation opérationnelle mise en œuvre pour le Sdis 76 est la suivante :

- Equipe de reconnaissance SDE : 1 SDE2, 3 SDE1 + K_SDE
- Equipe légère d'intervention SDE : 1 SDE2, 6 SDE1 + K_SDE + CeSD
- Unité SDE : 1 SDE3, 2 SDE2, 10 SDE1+K_SDE+CeSD

Le 4^{ème} niveau de réponse relève du renfort des moyens de la zone de défense et correspond à la demande d'une section SDE, soit 3 unités SDE commandées par un chef de section SDE3.

LA FMPPA

Peut être inscrit sur la liste annuelle départementale d'aptitude opérationnelle, le spécialiste en sauvetage déblaiement qui a participé aux activités de maintien des acquis (formation, exercices).

Sur avis du conseiller technique sauveteur déblayeur, la prise en compte de l'activité opérationnelle peut permettre de dispenser certains spécialistes en sauvetage déblaiement du suivi des activités de maintien des acquis.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

26/42

V0.2

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors POJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	4 périodes de 2h	2 périodes de 8h
2	24 h	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h
3	Sans objet	4 périodes de 2h	3 périodes de 8h

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de base.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- 2 SDE 1 en 45 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 60 minutes
- plus 4 SDE 1 + 1 SDE 2 en 90 minutes

Les matériels adaptés sont :

- Pour chaque sauveteur, un équipement individuel,
- VLHR + K_SDE
- CESD
- VMD

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ CIS Référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		27/42
		V0.2

Secteur CdC	CIS	POJ	Matériels
		SDE 1 / SDE 2	
Rouen	CANT	4/1	K SDE + CESD
Le Havre	FECA	4/1	K SDE + CESD
Dieppe	NEUF	2/0	K SDE
Yvetot	-	-	-

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « SDE » inscrits sur la liste d'aptitude opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétence SDE s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent FECA
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de NEUF
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référent de CANT

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisée à partir des ressources en spécialiste du CIS référent puis du secteur chef de colonne, complété par les ressources du secteur chef de groupe rattaché. Les personnels disponibles du bassin seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL, VTU, VTP, etc.).

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		29/42
		V0.2

Toutefois, il faut également prendre en compte :

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée soit à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines à atteindre.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « risques chimiques et biologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- L'équipe de reconnaissance RCH (3 RCH1 dont 1 titulaire GOC 1)
- L'équipe d'intervention RCH (3 RCH2 dont 1 titulaire GOC 1)
- La cellule mobile d'intervention chimique (au minimum une équipe d'intervention RCH + une équipe de reconnaissance RCH + 1 RCH3)
- Le conseiller technique (RCH4).

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		30/42
		V0.2

Il convient de noter que le GNR précise que les spécialistes RCH participent à la mise en œuvre des unités de décontamination.

La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Equivalence en temps de travail Hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
2	16 h	7 périodes de 2h	2 périodes de 8h (CMIC constituée)
3	Sans objet		2 périodes de 8h (CMIC constituée)
			4h de théorie (en même temps que la théorie RAD 3)
			4 heures d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

Objectifs de couverture opérationnelle

Cas des risques chimiques et biologiques

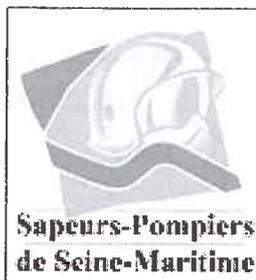
La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les sapeurs de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques et naturels du département,
- les véhicules de secours routier (FPTSR et VSRM) sont équipés de moyen de récupération et colmatage d'urgence,
- les VSAV du département sont équipés d'équipement de protection individuelle (KBio) permettant la prise en charge de patient contaminant « B » jusqu'au niveau 3 de la classification des maladies infectieuses.

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RCH en 45 minutes en tous points du département,



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

31/42

V0.2

- plus une CMIC (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RCH3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RCH4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- K_RCH (mission de reconnaissance)
- K_POL (mission d'appui à la CMIC)
- FRT (mission de reconnaissance, d'intervention et de CMIC)
- CeRT (mission d'appui à la CMIC)

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4¹ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)² non cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)² non cumulable

CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référents. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (RCH1/RCH2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
	ELB	1/0	CeMD	DEC
Le Havre	CAUC	3/3	FRT K_RCH CeRT	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RCH K_POL	RCH_Reco RCH_Inter. CMIC
Yvetot	-	-	-	-

¹ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

² Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		32/42
		V0.2

Les RCH 1 formés à Dieppe viennent en plus des 3 RCH 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « RCH » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences RCH s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent CAUC
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal d'une équipe spécialisé. Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention.

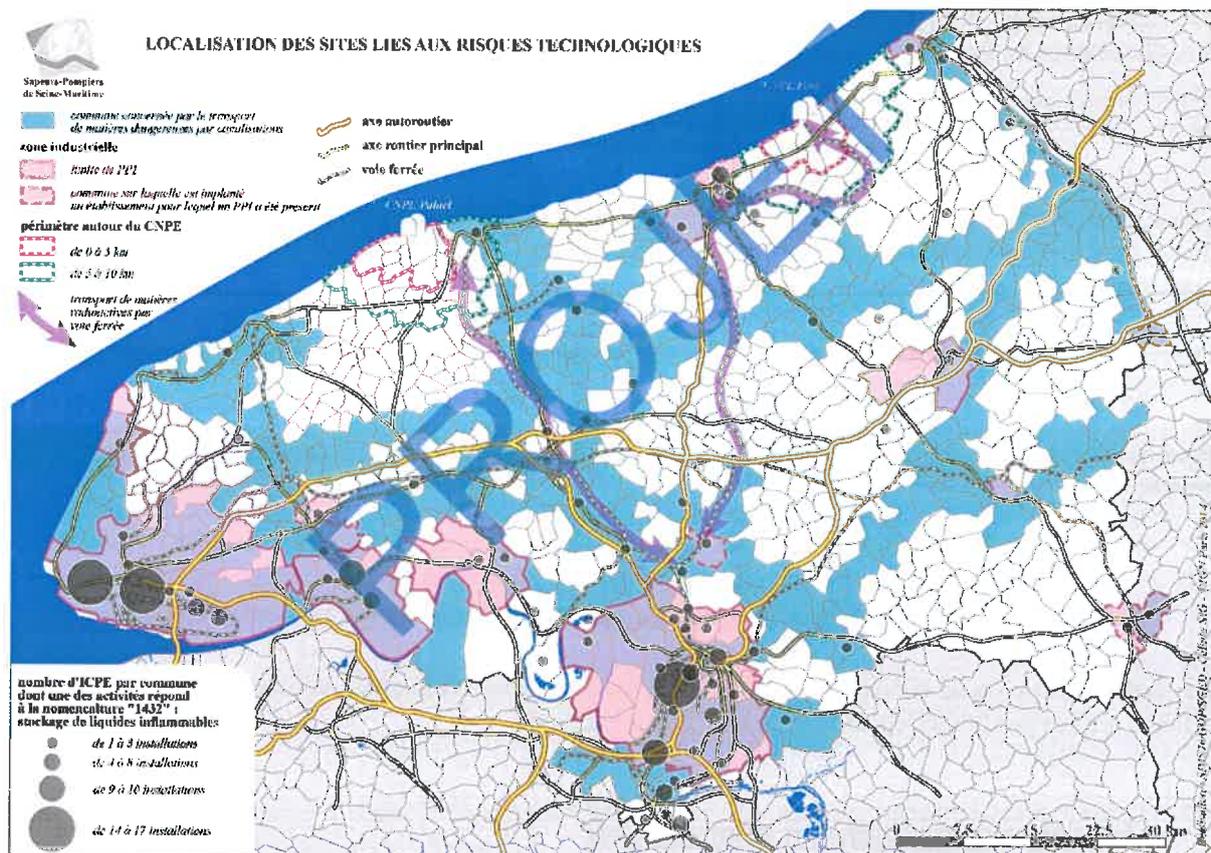
Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).

Déclinaison de la réponse de bassin Risque Radiologique

Localisation des risques

Les risques radiologiques sont à mettre en perspectives des risques technologiques du territoire et de la menace terroriste.

Cas des risques technologiques



Les sites identifiés comme pouvant nécessiter en particulier la sollicitation des spécialistes en risque technologique (chimique et/ou radiologique) et NRBC sont :

- les communes concernées par un plan particulier d'intervention établi ou prescrit (PPI),
- les communes traversées par une ou des canalisations de transport de matières dangereuses,
- les communes impactées par le transport ferroviaire de matières dangereuses.

Toutefois, il faut également prendre en compte :

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		34/42
		V0.2

- le transport de matières dangereuses par voie routière qui concerne l'ensemble des communes du département,
- les nombreux établissements industriels isolés, non concernés par un PPI, et dont les activités nécessitent tout de même l'utilisation de produits à risques,

Il est donc pertinent d'associer aux sites localisés un caractère diffus à ce risque.

Cas de la menace

La menace terroriste est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure. Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogue des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse. L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Guide National de référence « risque radiologique »

Les seules configurations opérationnelles inscrites dans les GNR sont :

- L'équipe de reconnaissance RAD (3 RAD1 dont 1 titulaire GOC 1)
- L'équipe d'intervention RAD (3 RAD2 dont 1 titulaire GOC 1)
- La cellule mobile d'intervention radiologique (au minimum une équipe d'intervention RAD + une équipe de reconnaissance RAD + 1 RAD3)
- Le conseiller technique (RAD4)

Il convient de noter que seul les personnels RAD2 sont habilités à intervenir en ambiance contaminée.

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		35/42
		V0.2

De plus certaines missions imposent la présence du chef de CMIR sur l'intervention.

La FMPA

La formation de maintien des acquis est réalisée aux cours d'entraînements, d'exercices ou d'un recyclage annuel réalisés au niveau départemental.

Par conséquent, les objectifs de FMPA sont déclinés en :

- FMPA du centre, organisée et planifiée par le chef de centre et compatible avec le POJ
- FMPA départementale, organisée et planifiée par le CDF en dehors du POJ

Niveau	Équivalence en travail hors EOJ	durée pédagogique FMPA	
		FMPA du centre	FMPA départementale
		Précisions	Précisions
1	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
2	8 h	3 périodes 2h	1 période de 8h (CMIR constituée)
3	Sans objet	/	1 période de 8h (CMIR constituée) 4h de théorie (en même temps que la théorie RCH 3) 4h d'encadrement de stage
4	En conformité avec le GNR / participation libre aux FMPA 123		

Objectifs de couverture opérationnelle

La couverture du risque est assurée d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases. En particulier, les sapeurs-pompiers de Seine-Maritime sont sensibilisés aux risques technologiques que présentent les CNPE (groupe 2 art. R. 1333-84 du CSP).

Cette réponse de tronc commun est renforcée par :

- une équipe d'intervention RAD en 45 minutes en tous points du département,
- plus une CMIR (1 équipe reconnaissance + 1 équipe intervention + 1 RAD3) en 60 minutes,
- plus un conseiller technique RAD4 en 90 minutes.

Les matériels adaptés sont :

- FRT (mission de reconnaissance)
- K_RAD (complément en matériel pour l'intervention et la CMIR en complément du FRT)
- CeRT (mission d'appui CMIR)

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques	Annexe n°10
		36/42
		V0.2

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4³ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RAD3⁴ cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RAD3² cumulable

CIS référents

Le tableau ci-dessous précise l'organisation des CIS référents.

L'objectif est d'assurer le potentiel opérationnel journalier uniquement avec les ressources propres du CIS référent. Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (RAD /RAD2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	GAMB	3/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Le Havre	CAUC	0/3	FRT K_RAD CeRT	CMIR
Dieppe	DIEP	0/3	FRT K_RAD	CMIR
Yvetot	-	-	-	-

Les RAD 1 formés à Dieppe et Caucrauville viennent en plus des 3 RAD 2. Ces derniers pourront être engagés en complément, mais se sont pas pris en compte dans l'objectif du POJ.

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « RAD2 » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

³ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

⁴ L'astreinte RAD3 est cumulable avec l'astreinte RCH3 ou chaîne de commandement



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

37/42

V0.2

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal en conformité avec le GNR
- pour accroître le potentiel humain.

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences RAD2 s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au secteur chef de colonne du CIS référent de la spécialité.

Pour le secteur chef de colonne Yvetot, les sapeurs-pompiers sont répartis selon le secteur chef de groupe :

- Chef de groupe Lillebonne rattaché au CIS référent CAUC
- Chef de groupe Cany rattaché au CIS référent de DIEP
- Chef de groupe Yvetot rattaché au CIS référents de GAMB

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal de la CMIR. Les personnels disponibles du CIS référent seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention avec un moyen du CIS (VL ou VTU).



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

38/42

V0.2

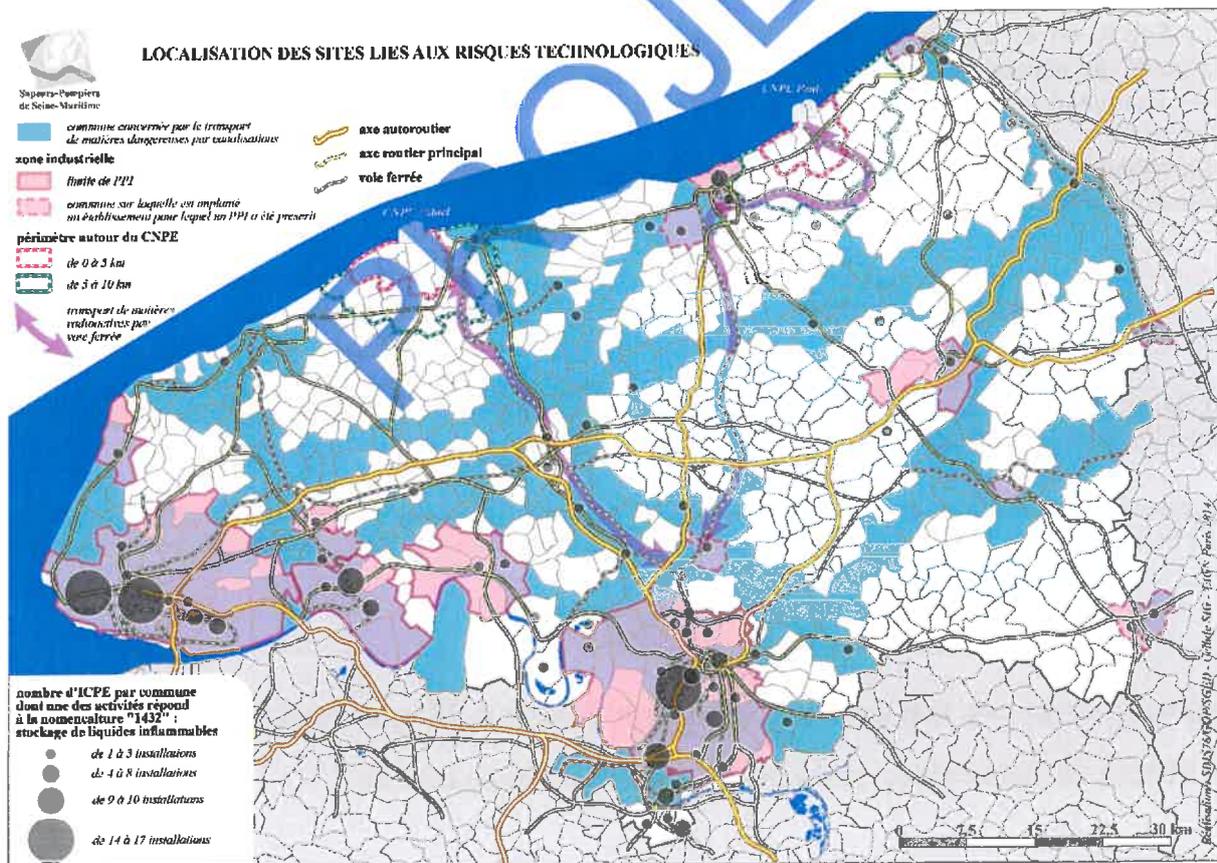
Déclinaison de la réponse de bassin Unité de décontamination NRBC

Localisation des risques

La menace terroriste NRBC est intimement liée à la présence de symboles ou à une forte concentration de vies humaines.

De ce fait pour le département la menace concerne principalement :

- Les agglomérations (de Rouen et du Havre) ;
- La zone industrialo-portuaire de Rouen ;
- La zone industrialo-portuaire du Havre ;
- La zone industrialo-portuaire de Port Jérôme ;
- Les Centres Nucléaires de Production d'Electricité ;
- Les structures à désorganiser (Préfecture, Conseil Général, Centres des Finances Publiques, Gares, ...)



 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p align="center">REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		39/42
		V0.2

Références réglementaires

Documents cadres

Le cadre réglementaire est fixé de façon générale par le code des collectivités territoriales et du code de la sécurité intérieure.

La Zone de Défense et de Sécurité Ouest a élaboré un référentiel zonal emploi des Unités Mobiles de Décontamination.

Plus localement, le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques et le catalogues des risques particuliers de la Seine-Maritime précisent la méthodologie d'analyse.

L'organisation opérationnelle qui en découle est précisée dans le Règlement Opérationnel du Sdis76.

Référentiel de l'Emploi, des Activités et compétences

Le Sdis76 est en cours d'élaboration du REAC opérateur d'unité de décontamination et technicien d'unité de décontamination afin de prendre en compte les particularités de l'unité mobile de décontamination mise à disposition du Sdis76 par l'état.

La formation RCH1 est ouverte aux sapeurs-pompiers professionnels opérateurs et techniciens de décontamination.

Règlement opérationnel

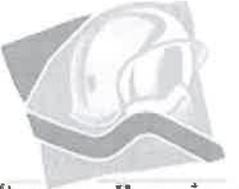
L'unité opérationnelle de décontamination fait l'objet d'une gestion spécifique dans la mesure où l'unité mobile de décontamination est mise à disposition par l'état.

Aussi, afin d'assurer le fonctionnement nominal de l'unité l'ensemble des sapeurs-pompiers d'Elbeuf, de Saint Aubin les Elbeuf et de Grand Couronne sont formés localement dans le cadre du tronc commun :

- DEC1 : opérateur de décontamination
- DEC2 : logisticien de décontamination

Une convention avec le SDIS 27 est imaginée pour disposer de 30 sapeurs-pompiers formés.

La FMPA est assurée par des mises en situation professionnelle annuelle.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		40/42
		V0.2

Objectifs de couverture opérationnelle

Objectifs de couverture opérationnelle Menace NRBC et décontamination

L'organisation du SDIS par rapport à une situation de menaces NRBC est assuré d'abord par les sapeurs-pompiers de proximité au travers les formations de tronc commun et les matériels de bases.

En particulier :

- les VLCG des agglomérations sont équipés d'un explosimètre et d'un contaminamètre,
- 54 FPT sont équipés de tenues de protection adaptées au risque de contamination RBC permettant d'assurer la protection des sapeurs-pompiers pour les missions de sauvetage/extraction et de décontamination d'urgence.
- Le département dispose de 3 cellules de sauvetage (CESA) et de 2 modules d'appui logistique permettant la décontamination d'urgence de 50 victimes «invalides», 250 victimes «valides» et la prise de comptes de 500 impliqués (250 dispositifs de rhabillage enfant et 250 dispositifs de rhabillage adulte).

L'objectif de couverture départementale en capacité de sauvetage et de décontamination d'urgence est d'un groupe de sauvetage NRBC⁵ en 60 minutes renforcé par un second groupe en 90 minutes.

En plus de ses capacités de sauvetage et de décontamination d'urgence, le SDIS est doté par l'état d'une capacité de décontamination approfondie.

Le groupe de décontamination NRBC⁶ doit être en mesure d'être projeté rapidement sur le territoire national dans les plus brefs délais.

L'objectif de couverture départementale est de 90 minutes.

Un groupe de renfort sera systématiquement demandé afin d'atteindre l'objectif capacitaire de décontamination (50 victimes «invalides», 250 victimes «valides»).

Par ailleurs, au regard des contraintes physiologiques de la mission de décontamination approfondie il est nécessaire d'en disposer d'une capacité de relève en moins de 90 minutes.

⁵ Groupe de sauvetage NRBC : 1 chef de groupe, 1 officier santé, 4 FPT_TLD, 1 K_RAM, 1 CESA, K_PRV

⁶ Groupe DEC : 1 chef de groupe RCH3/RAD3, 1 officier santé, 2 FPT_DEC, 1 K_DEC, 1 CEMD, 1 CCI



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

41/42

V0.2

Mode d'organisation et de planification des spécialistes

Objectif anticipé de planification EOJ/POJ

Chaîne de commandement

La chaîne de commandement est complétée par des astreintes de « spécialité » dédiées permettant d'assurer :

- Sur le département : 1 RCH4/RAD4⁷ non cumulable
- Sur le secteur chef de site EST : RCH3/(RAD3)⁸ non cumulable
- Sur le secteur chef de site Ouest : RCH3/(RAD3)² non cumulable

CIS référents

Aucun potentiel opérationnel journalier DEC n'est imposé, dans la mesure où l'objectif est d'avoir 100% des personnels qualifiés DEC.

Le chef de centre exprimera les besoins en formation pour maintenir cet objectif.

Secteur CdC	CIS	POJ (DEC1/DEC2)	Matériels	Fonctions opérationnelles
Rouen	ELB	100 %	FPT_DEC CeMD K_DEC	Groupe DEC
	GDCO	100 %	FPT_DEC	
	STAU	100 %	FPT_DEC	
Le Havre	---	---	---	---
Dieppe	---	---	---	---
Yvetot	---	---	---	---

Autres ressources complémentaires

Organisation de bassin

Tous les sapeurs-pompiers « DEC » inscrits sur liste opérationnelle peuvent participer au complément du potentiel opérationnel journalier selon le principe de la disponibilité.

Les sapeurs-pompiers de garde (hors CODIS), d'astreinte ou dans un état adressable par le SGO peuvent être déclenchés au besoin par le CODIS :

- pour atteindre l'effectif nominal de l'OZO
- pour accroître le potentiel humain.

⁷ L'officier doit être titulaire d'au moins 1 niveau 4

⁸ Si le RCH3 n'est pas RAD3, un officier de la chaîne de commandement assure l'astreinte RAD3

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités opérationnelles spécifiques</p>	Annexe n°10
		42/42
		V0.2

Les sapeurs-pompiers professionnels affectés au CODIS peuvent maintenir leur compétences DEC s'ils disposent d'une affectation secondaire dans le département. Ils ne pourront être engagés en intervention que dans le cadre de leur affectation secondaire.

Pour la gestion administrative des FMPA, les sapeurs-pompiers sont rattachés au CIS Elbeuf.

Le chef de centre ou de service autorisera les sapeurs-pompiers concernés à suivre les FMPA selon les critères arrêtés par le service dans le respect des règlements.

Modalité d'engagement opérationnel

Le SGO est paramétré de sorte à permettre un engagement nominal du groupe de décontamination à partir des ressources départementales. Les personnels disponibles de CIS référents seront choisis en première intention. Les personnels disponibles seront déclenchés automatiquement pour venir compléter l'effectif en nominal. Ils devront rejoindre les lieux de l'intervention ou le CIS Elbeuf avec un moyen du CIS (VL ou VTU).

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement de doctrine des équipes spécialisées et des unités
opérationnelles spécifiques

Annexe n°10

43/42

V0.2

Déclinaison de la réponse de bassin
Intervention à bord des navires & longues durée

PROJET

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 11

Plans de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er}
et 2^{ème} appel

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

1/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
27394	Martot	ELB	PTARCH (27)	ELB	PTARCH (27)
27529	Saint-Cyr-la-Campagne	ELB	HAYE (27)	ELB	HAYE (27)
27545	Saint-Germain-de-Pasquier	ELB	AMFR (27)	ELB	AMFR (27)
27593	Saint-Pierre-des-Fleurs	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
27616	La Saussaye	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
60219	Escles-Saint-Pierre	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60248	Fouilloy	AUMA	AUMA	GRANV (60)	GRANV (60)
60280	Gourchelles	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60521	Quincampoix-Fleuzy	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60602	Saint-Valery-sur Bresle	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
76001	Allouville-Bellefosse	YVET	YVET	LILL	FAUV
76002	Alvimare	FAUV	FAUV	YVET	YVET
76004	Ambrumesnil	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76005	Amfreville-la-Mi-Voie	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76006	Amfreville-les-Champs	DOUD	DOUD	YVET	YERV
76007	Anceaumeville	MONV	MONV	BARE	CANT
76008	Ancourt	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
76009	Ancourteville-sur-Héricourt	HERI	HERI	YVET	FAUV
76010	Ancrétieville-Saint-Victor	YERV	YERV	BARE	TOTE
76011	Ancretteville-sur-Mer	VALM	VALM	CANY	FECA
76012	Angerville-Bailleul	GODE	GODE	FECA	FECA
76013	Angerville-la-Martel	VALM	VALM	FECA	FECA
76014	Angerville-l'Orcher	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76015	Angiens	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76016	Anglesqueville-la-Bras-Long	DOUD	DOUD	STVA	FONT
76017	Anglesqueville-l'Esneval	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76018	Val-de-Saône	TOTE	TOTE	YERV	YERV
76019	Anneville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76020	Anneville-Ambourville	DUCL	BACH (27)	TRAI	GDCO
76021	Annouville-Vilmesnil	GODE	GODE	FECA	FECA
76022	Anquetierville	CAUD	CAUD	LILL	LILL



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

2/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76023	Anvéville	HERI	HERI	YVET	DOUD
76024	Ardouval	GRVE	GRVE	NEUF	SSAE
76025	Argueil	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76026	Arques-la-Bataille	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76028	Aubéguimont	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76029	Aubermesnil-aux-Érables	FOUC	FOUC	NEUF	GRAN
76030	Aubermesnil-Beaumais	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76032	Auberville-la-Manuel	CANY	CANY	STVA	STVA
76033	Auberville-la-Renault	GODE	GODE	FECA	FECA
76034	Auffay	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76035	Aumale	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76036	Auppegard	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76038	Authieux-Ratiéville	BOŠC	BOŠC	FONB	FONB
76039	Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen	FRAN	FRAN	ELB	ELB
76040	Autigny	FONT	FONT	STLA	STLA
76041	Autretot	YVET	YVET	HERI	HERI
76042	Auvilliers	NEUF	FOUC	AUMA	AUMA
76043	Auzebosc	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76045	Auzouville-l'Esneval	YERV	YERV	YVET	PAVI
76046	Auzouville-sur-Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76047	Auzouville-sur-Saône	STLA	STLA	BACQ	BACQ
76048	Avesnes-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76049	Avesnes-en-Val	BAIL	BAIL	LPS	GRAN
76050	Avremesnil	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76051	Bacqueville-en-Caux	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76052	Bailleul-Neuville	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76053	Baillolet	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76054	Bailly-en-Rivière	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE
76055	Baons-le-Comte	YVET	YVET	YERV	YERV
76056	Bardouville	DUCL	GDCO	TRAI	BACH (27)
76057	Barentin	BARE	BARE	PAVI	PAVI
76058	Baromesnil	LPS	LPS	CRIE	CRIE



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

3/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76059	Bazinval	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
76060	Beaubec-la-Rosière	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76062	Beaumont-le-Hareng	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76063	Beauval-en-Caux	BACQ	BACQ	AUFF	AUFF
76064	Beaurepaire	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76065	Beaussault	GAIL	GAIL	FORG	FORM(60)
76066	Beautot	TOTE	TOTE	BARE	PAVI
76067	Beauvoir-en-Lyons	FEUI	FEUI	GOUR	GOUR
76068	Bec-de-Mortagne	FECA	FECA	VALM	VALM
76069	Belbeuf	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76070	Bellencombre	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76071	Bellengreville	ENVE	ENVE	DIEP	DIEP
76072	Belleville-en-Caux	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76074	La Bellière	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76075	Belmesnil	BACQ	BACQ	LONS	LONS
76076	Bénarville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76077	Bénesville	STLA	STLA	DOUD	DOUD
76079	Bénouville	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76082	Bernières	BOLB	BOLB	LILL	FECA
76083	Bertheauville	CANY	GRAI	GRAI	CANY
76084	Bertreville	CANY	CANY	GRAI	GRAI
76085	Bertreville-Saint-Ouen	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76086	Bertrimont	TOTE	TOTE	YERV	YERV
76087	Berville	DOUD	DOUD	YVET	STLA
76088	Berville-sur-Seine	DUCL	GDCO	TRAI	BACH (27)
76090	Beuzeville-la-Grenier	BOLB	BOLB	LILL	GODE
76091	Beuzeville-la-Guéraud	FAUV	FAUV	CANY	HERI
76092	Beuzevillette	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76093	Bézancourt	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76094	Bierville	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76095	Bihorel	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

4/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76096	Biville-la-Baignarde	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76097	Biville-la-Rivière	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76099	Blacqueville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76100	Blainville-Crevon	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76101	Blangy-sur-Bresle	BLAN	BLAN	FOUC	FOUC
76103	Bonsecours	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76104	Blosseville	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76105	Le Bocasse	MONV	MONV	BARE	BOSC
76106	Bois-d'Ennebourg	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76107	Bois-Guilbert	BUCH	BUCH	FORG	FEUI
76108	Bois-Guillaume	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76109	Bois-Hérault	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76110	Bois-Himont	YVET	YVET	LILL	CAUD
76111	Bois-l'Évêque	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76112	Le Bois-Robert	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76113	Boissay	BUCH	BUCH	SERV	SERV
76114	Bolbec	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76115	Bolleville	FAUV	FAUV	LILL	BOLB
76116	Boos	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76117	Bordeaux-Saint-Clair	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76118	Bornambusc	GODE	GODE	MONT	FECA
76119	Bosc-Bérenger	SSAE	SSAE	BOSC	BOSC
76120	Bosc-Bordel	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76121	Bosc-Édeline	BUCH	BUCH	FORG	FORG
76122	Callengeville	FOUC	FOUC	NEUF	LOND
76123	Bosc-Guérard-Saint-Adrien	MONV	MONV	FONB	FONB
76124	Bosc-Hyons	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76125	Bosc-le-Hard	BOSC	BOSC	FONB	FONB
76126	Bosc-Mesnil	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76128	Bosville	GRAI	GRAI	CANY	CANY
76129	Boudeville	STLA	STLA	YERV	YERV
76130	Bouelles	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76131	La Bouille	GDCO	GDCO	GDQU	RSUD
76132	Bourdainville	YERV	YERV	YVET	TOTE



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

5/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76133	Le Bourg-Dun	LUNE	LUNE	STVA	VEUL
76134	Bourville	FONT	FONT	STVA	STLA
76135	Bouville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76136	Brachy	LUNE	LUNE	BACQ	BACQ
76138	Bracquetuit	BOSC	BOSC	AUFF	AUFF
76139	Bradiancourt	SSAE	SSAE	NEUF	NEUF
76140	Brametot	FONT	FONT	STLA	STLA
76141	Bréauté	GODE	GODE	LILL	FECA
76142	Brémontier-Merval	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76143	Bretteville-du-Grand-Caux	GODE	GODE	FECA	FECA
76144	Bretteville-Saint-Laurent	STLA	STLA	FONT	FONT
76147	Bully	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76148	Bures-en-Bray	VAAS	VAAS	NEUF	LOND
76149	Butot	TOTE	TOTE	BARE	PAVI
76151	Cailleville	STVA	STVA	CANY	VEUL
76152	Cailly	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76153	Calleville-les-Deux-Églises	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76154	Campneuseville	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76155	Canehan	CRIE	CRIE	LPS	BAIL
76156	Canouville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76157	Canteleu	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76158	Canville-les-Deux-Églises	STLA	STLA	FONT	FONT
76159	Cany-Barville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76160	Carville-la-Folletière	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76161	Carville-Pot-de-Fer	DOUD	DOUD	HERI	HERI
76162	Le Catelier	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76163	Catenay	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76165	Caudebec-lès-Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76166	Le Caule-Sainte-Beuve	AUMA	FOUC	NEUF	AUMA
76167	Cauville-sur-Mer	LHN	LHN	MONT	CAUC
76168	Les Cent-Acres	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76169	La Cerlangue	ROMA	ROMA	LILL	BOLB



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

6/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76170	La Chapelle-du-Bourgay	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76171	La Chapelle-Saint-Ouen	BUCH	BUCH	FORG	FEUI
76172	La Chapelle-sur-Dun	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76173	La Chaussée	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76174	Cideville	YERV	YERV	BARE	PAVI
76175	Clais	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76176	Clasville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76177	Claville-Motteville	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76178	Cléon	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76179	Clères	MONV	MONV	BOSC	BOSC
76180	Cleuville	HERI	HERI	CANY	GRAI
76181	Cléville	FAUV	FAUV	YVET	YVET
76182	Cliponville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
76183	Colleville	FECA	FECA	VALM	VALM
76184	Colmesnil-Manneville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76185	Compainville	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76186	Conteville	GAIL	GAIL	AUMA	FORM (60)
76187	Contremoulins	FECA	FECA	VALM	VALM
76188	Cottévrard	BOSC	BOSC	SSAE	SSAE
76189	Crasville-la-Mallet	CANY	CANY	STVA	STVA
76190	Crasville-la-Rocquefort	FONT	FONT	LUNE	LUNE
76191	Cressy	AUFF	AUFF	GRVE	GRVE
76192	Criel-sur-Mer	CRIE	CRIE	LPS	LPS
76193	La Crique	BOSC	BOSC	AUFF	AUFF
76194	Criquebeuf-en-Caux	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76195	Criquetot-le-Mauconduit	CANY	CANY	STVA	FECA
76196	Criquetot-l'Esneval	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76197	Criquetot-sur-Longueville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76198	Criquetot-sur-Ouville	YERV	YERV	YVET	DOUD
76199	Criquiens	FORM (60)	FORM (60)	AUMA	GAIL
76200	Critot	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76201	Croisy-sur-Andelle	PERR (27)	PERR (27)	FEUI	FEUI
76202	Croixdalle	LOND	LOND	NEUF	VAAS
76203	Croix-Mare	YVET	YVET	BARE	YERV
76204	Cropus	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76205	Crosville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

7/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1er appel jour	CIS 1er appel nuit	CIS 2ème appel jour	CIS 2ème appel nuit
76206	Cuverville	CRIQ	CRIQ	MONT	FECA
76207	Cuverville-sur-Yères	BAIL	BAIL	LPS	GRAN
76208	Cuy-Saint-Fiacre	GOUR	GOUR	FORG	CHAP (60)
76209	Dampierre-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FORG
76210	Dampierre-Saint-Nicolas	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76211	Dancourt	GRAN	GRAN	FOUC	FOUC
76212	Darnétal	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76213	Daubeuf-Serville	FECA	FECA	VALM	VALM
76214	Dénestanville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76216	Déville-lès-Rouen	DEVI	DEVI	CANT	CANT
76217	Dieppe	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76218	Doudeauville	FORG	FORM (60)	FORM (60)	GOUR
76219	Doudeville	DOUD	DOUD	YVET	HERI
76220	Douvrend	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
76221	Drosay	CANY	CANY	STVA	FONT
76222	Duclair	DUCL	DUCL	TRAI	TRAI
76223	Écalles-Alix	YVET	YVET	BARE	YERV
76224	Écrainville	GODE	GODE	CRIQ	CRIQ
76225	Écretteville-lès-Baons	YVET	YVET	FAUV	FAUV
76226	Écretteville-sur-Mer	FECA	FECA	CANY	VALM
76227	Ectot-l'Abbaye	YERV	YERV	BARE	PAVI
76228	Ectot-lès-Baons	YVET	YVET	YERV	YERV
76229	Elbeuf-en-Bray	GOUR	GOUR	FORG	FEUI
76230	Elbeuf-sur-Andelle	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76231	Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76232	Életot	FECA	FECA	CANY	VALM
76233	Ellecourt	AUMA	VIEU	VIEU	AUMA
76234	Émanville	PAVI	PAVI	BARE	YERV
76235	Envermeu	ENVE	ENVE	DIEP	DIEP
76236	Envronville	HERI	HERI	YVET	FAUV
76237	Épinay-sur-Duclair	DUCL	DUCL	BARE	CAUD
76238	Épouville	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76239	Épretot	ROMA	ROMA	MONT	CAUC
76240	Épreville	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76241	Ermenouville	FONT	FONT	STVA	VEUL

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		8/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76242	Ernemont-la-Villette	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76243	Ernemont-sur-Buchy	BUCH	BUCH	FORG	SERV
76244	Esclavelles	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76245	Eslettes	MONV	MONV	BARE	MALA
76247	Esteville	CAIL	CAIL	BOSC	BOSC
76249	Étaimpuis	BOSC	BOSC	FONB	FONB
76250	Étainhus	ANGE	ANGE	MONT	ROMA
76251	Étalleville	DOUD	DOUD	STLA	STLA
76252	Étalondes	LPS	LPS	CRIE	CRIE
76253	Étoutteville	YVET	DOUD	DOUD	YVET
76254	Étretat	ETRE	ETRE	FECA	FECA
76255	Eu	LPS	LPS	MERS (80)	MERS (80)
76257	Fallencourt	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76259	Fécamp	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76260	Ferrières-en-Bray	GOUR	GOUR	SONG (60)	SONG (60)
76261	La Ferté-Saint-Samson	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76262	Fesques	NEUF	LOND	LOND	NEUF
76263	La Feuillie	FEUI	FEUI	GOUR	GOUR
76264	Flamanville	YERV	YERV	YVET	YVET
76265	Flamets-Frétils	NEUF	GAIL	AUMA	FORM (60)
76266	Flocques	LPS	CRIE	CRIE	LPS
76268	Fongueusemare	CRIQ	CRIQ	FECA	FECA
76269	Fontaine-en-Bray	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76270	Fontaine-la-Mallet	CAUC	CAUC	MONT	LHN
76271	Fontaine-le-Bourg	FONB	FONB	CAIL	CAIL
76272	Fontaine-le-Dun	FONT	FONT	STVA	LUNE
76273	Fontaine-sous-Préaux	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76274	La Fontelaye	YERV	YERV	YVET	TOTE
76275	Fontenay	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76278	Foucarmont	FOUC	FOUC	AUMA	GRAN
76279	Foucart	FAUV	FAUV	YVET	BOLB



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

9/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76280	Fréauville	LOND	LOND	NEUF	NEUF
76281	La Frénaye	LILL	LILL	GRAV	GRAV
76282	Freneuse	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76283	Fresles	NEUF	NEUF	SSAE	SSAE
76284	Fresnay-le-Long	TOTE	TOTE	BOSC	BOSC
76285	Fresne-le-Plan	NEUV	NEUV	GAMB	GAMB
76286	Fresnoy-Folny	GRAN	GRAN	LOND	LOND
76287	Fresquiennes	BARE ou MONV	BARE ou MONV	PAVI ou BARE	PAVI ou CANT
76288	Freulleville	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76290	Frichemesnil	BOSC	BOSC	MONV	MONV
76291	Froberville	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76292	Fry	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76293	Fultot	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76294	La Gaillarde	FONT	FONT	STVA	LUNE
76295	Gaillefontaine	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76296	Gainneville	CAUC	CAUC	MONT	LHS
76297	Gancourt-Saint-Étienne	GOUR	GOUR	FORG	FORM (60)
76298	Ganzeville	FECA	FECA	VALM	VALM
76299	Gerponville	VALM	VALM	CANY	FECA
76300	Gerville	FECA	FECA	YPOR	YPOR
76302	Goderville	GODE	GODE	FECA	FECA
76303	Gommerville	ROMA	ROMA	MONT	ANGE
76304	Gonfreville-Caillet	GODE	GODE	FECA	FECA
76305	Gonfreville-l'Orcher	LHS ou CAUC	LHS ou CAUC	CAUC ou LHN	CAUC ou LHN
76306	Gonnetot	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76307	Gonneville-la-Mallet	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76308	Gonneville-sur-Scie	LONS	LONS	AUFF	AUFF
76309	Gonzeville	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76311	Goupillières	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76312	Gournay-en-Bray	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76313	Gouy	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76314	Graimbouville	ANGE	ANGE	MONT	ROMA
76315	Grainville-la-Teinturière	GRAI	GRAI	CANY	CANY



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

10/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76316	Grainville-sur-Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76317	Grainville-Ymauville	GODE	GODE	FECA	FECA
76318	Grand-Camp	LILL	LILL	YVET	GRAV
76319	Grand-Couronne	GDCO	GDCO	GDQU	RSUD
76320	Grandcourt	GRAN	GRAN	FOUC	FOUC
76321	Les Grandes-Ventes	GRVE	GRVE	VAAS	VAAS
76322	Le Grand-Quevilly	GDQU	GDQU	RSUD ou SOTR	RSUD
76323	Graval	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76324	Grèges	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76325	Grémonville	YERV	YERV	YVET	DOUD
76327	Greuville	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76328	Grigneuseville	BOSC	BOSC	SSAE	SSAE
76329	Gruchet-le-Valasse	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76330	Gruchet-Saint-Siméon	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76331	Grugny	BOSC	BOSC	MONV	MONV
76332	Grumesnil	GAIL	GAIL	FORM (60)	FORM (60)
76333	Guerville	GAMA (80)	GAMA (80)	GRAN	GRAN
76334	Gueures	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76335	Gueutteville	TOTE	TOTE	BARE	YERV
76336	Gueutteville-les-Grés	STVA	STVA	CANY	VEUL
76338	La Hallotière	FEUI	FEUI	FORG	BUCH
76339	Le Hanouard	GRAI	GRAI	CANY	HERI
76340	Harcanville	DOUD	DOUD	HERI	HERI
76341	Harfleur	CAUC	CAUC	LHN	LHN
76342	Hattenville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76343	Haucourt	GAIL	GAIL	FORM (60)	FORM (60)
76344	Haudricourt	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
76345	Haussez	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76346	Hautot-l'Auvray	DOUD	DOUD	CANY	STLA
76347	Hautot-le-Vatois	YVET	YVET	HERI	HERI
76348	Hautot-Saint-Sulpice	HERI	HERI	YVET	DOUD
76349	Hautot-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76350	Hautot-sur-Seine	CANT	CANT	RSUD	RSUD



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

11/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76351	Le Havre	LHS ou CAUC ou LHN	LHS ou CAUC ou LHN	CAUC ou LHS ou LHN	CAUC ou LHS ou LHN
76352	La Haye	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76353	Héberville	FONT	FONT	STVA	DOUD
76354	Hénouville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76355	Héricourt-en-Caux	HERI	HERI	YVET	DOUD
76356	Hermanville	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76357	Hermeville	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76358	Le Héron	BUCH	BUCH	FEUI	FEUI
76359	Héronnelles	BUCH	BUCH	FORG	SERV
76360	Heugleville-sur-Scie	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76361	Heuqueville	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76362	Heurteauville	MAIL	MAIL	TRAI	TRAI
76363	Hodeng-au-Bosc	VIEU	VIEU	AUMA	AUMA
76364	Hodeng-Hodenger	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76365	Houdetot	FONT	FONT	STVA	VEUL
76366	Le Houlme	MALA	MALA	BARE	CANT
76367	Houpeville	MONV ou GAMB ou CANT	MONV ou GAMB ou CANT	CANT ou GAMB	CANT ou GAMB
76368	Houquetot	GODE	GODE	LILL	BOLB
76369	La Houssaye-Béranger	TOTE	TOTE	BOSC	BOSC
76370	Hugleville-en-Caux	PAVI	PAVI	BARE	TOTE
76371	Les Ifs	LOND	LOND	BAIL	BAIL
76372	Illois	AUMA	AUMA	NEUF	FORM (60)
76373	Imbleville	TOTE	TOTE	STLA	STLA
76374	Incheville	INCH	INCH	LPS	LPS
76375	Ingouville	STVA	STVA	CANY	CANY
76377	Isneauville	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76378	Jumièges	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76379	Lamberville	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76380	Lammerville	BACQ	BACQ	LUNE	LUNE
76381	Landes-Vieilles-et-Neuves	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76382	Lanquetot	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76383	Lestanville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76384	Lillebonne	LILL	LILL	GRAV	GRAV

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		12/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76385	Limésy	PAVI	PAVI	BARE	YERV
76386	Limpiville	VALM	VALM	FECA	FECA
76387	Lindebeuf	YERV	YERV	STLA	STLA
76388	Lintot	LILL	LILL	YVET	BOLB
76389	Lintot-les-Bois	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76390	Les Loges	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76391	La Londe	ELB	ELB	GDQU	RSUD
76392	Londinières	LOND	LOND	NEUF	GRAN
76393	Longmesnil	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76394	Longroy	GAMA(80)	GAMA (80)	LPS	INCH
76395	Longueil	DIEP	DIEP	LUNE	LUNE
76396	Longuerue	CAIL	CAIL	BUCH	BUCH
76397	Longueville-sur-Scie	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76398	Louvetot	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76399	Lucy	NEUF	NEUF	LOND	LOND
76400	Luneray	LUNE	LUNE	FONT	FONT
76402	Malaunay	MALA	MALA	BARE ou MONV	CANT ou MONV
76403	Malleville-les-Grès	CANY	CANY	STVA	STVA
76404	Manéglise	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76405	Manéhouville	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76406	Maniquerville	FECA	FECA	GODE	GODE
76407	Manneville-ès-Plains	VEUL	VEUL	STVA	STVA
76408	Manneville-la-Goupil	GODE	GODE	ANGE	ANGE
76409	Mannevillette	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76410	Maromme	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76411	Marques	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76412	Martainville-Épreville	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76413	Martigny	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76414	Martin-Église	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76415	Massy	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76416	Mathonville	BUCH	BUCH	FORG	SSAE
76417	Maucomble	SSAE	SSAE	NEUF	NEUF
76418	Maulévrier-Sainte-Gertrude	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76419	Mauny	ELB	ELB	BACH (27)	BACH (27)
76420	Mauquenchy	FORG	FORG	NEUF	BUCH



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

13/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76421	Mélamare	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76422	Melleville	GRAN	GRAN	LPS	INCH
76423	Ménerval	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76424	Ménonval	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76425	Mentheville	FECA	FECA	GODE	GODE
76426	Mésangueville	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76427	Mesnières-en-Bray	NEUF	NEUF	VAAS	VAAS
76428	Le Mesnil-Durdent	STVA	FONT	CANY	VEUL
76429	Le Mesnil-Esnard	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76430	Mesnil-Follemprise	GRVE	GRVE	NEUF	VAAS
76431	Le Mesnil-Lieubray	FEUI	FEUI	FORG	FORG
76432	Mesnil-Mauger	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76433	Mesnil-Panneville	BARE	BARE	YVET	PAVI
76434	Mesnil-Raoul	NEUV	NEUV	FRAN	FRAN
76435	Le Mesnil-Réaume	PS	INCH	INCH	GRAN
76436	Le Mesnil-sous-Jumièges	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76437	Meulers	VAAS	VAAS	SNIC	SNIC
76438	Millebosc	INCH	INCH	LPS	GRAN
76439	Mirville	BOLB	BOLB	LILL	GODE
76440	Molagnies	GOUR	GOUR	FORG	SONG (60)
76441	Monchaux-Soreng	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
76442	Monchy-sur-E	INCH	INCH	LPS	LPS
76443	Mont-Cauvaire	MONV	MONV	FONB	FONB
76445	Montérolier	BUCH	BUCH	NEUF	SSAE
76446	Montigny	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76447	Montivilliers	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76448	Montmain	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76449	Montreuil-en-Caux	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76450	Montroty	GOUR	GOUR	FEUI	FEUI
76451	Mont-Saint-Aignan	GAMB	GAMB	RSUD ou CANT	RSUD ou CANT
76452	Montville	MONV	MONV	BARE	MALA
76453	Morgny-la-Pommeraye	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76454	Mortemer	NEUF	NEUF	AUMA	AUMA
76455	Morville-sur-Andelle	FEUI	FEUI	PERR (27)	PERR (27)
76456	Motteville	YERV	YERV	YVET	YVET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

14/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76457	Moulineaux	GDGO	GDGO	GDQU	RSUD
76458	Muchedent	GRVE	GRVE	LONS	LONS
76459	Nesle-Hodeng	NEUF	NEUF	FORG	GAIL
76460	Nesle-Normandeuse	BLAN	BLAN	AUMA	VIEU
76461	Neufbosc	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76462	Neufchâtel-en-Bray	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76463	Neuf-Marché	GOUR	GOUR	CHAP (60)	CHAP (60)
76464	La Neuville-Chant-d'Oisel	NEUV	NEUV	FRAN	FRAN
76465	Neuville-Ferrières	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76467	Néville	STVA	STVA	CANY	CANY
76468	Nointot	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76469	Nolléval	FEUI	FEUI	GOUR	FORG
76470	Normanville	FAUV	FAUV	CANY	FECA
76471	Norville	GRAV	GRAV	LILL	CAUD
76472	Notre-Dame-d'Aliermont	VAAS	VAAS	ENVE	ENVE
76473	Notre-Dame-de-Bliquetuit	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
76474	Notre-Dame-de-Bondeville	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76475	Franqueville-Saint-Pierre	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76477	Notre-Dame-du-Bec	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76478	Notre-Dame-du-Parc	AUFF	AUFF	LONS	LONS
76479	Nullemont	AUMA	AUMA	NEUF	VIEU
76480	Ocqueville	CANY	CANY	STVA	STVA
76481	Octeville-sur-Mer	LHN	LHN	MONT	CAUC
76482	Offranville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76483	Oherville	HERI	HERI	CANY	GRAI
76484	Oissel	GDQU ou SOTR	GAMB ou RSUD	SOTR ou GAMB	RSUD ou GAMB
76485	Omonville	BACQ	BACQ	DIEP	DIEP
76486	Orival	ELB	ELB	GDQU	SAUB
76487	Osmoy-Saint-Valery	VAAS	VAAS	NEUF	LOND
76488	Ouainville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76489	Oudalle	LHS ou ROMA	LHS ou ROMA	CAUC	CAUC
76490	Ourville-en-Caux	GRAI	GRAI	CANY	VALM
76491	Ouville-l'Abbaye	YERV	YERV	YVET	STLA



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

15/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76492	Ouville-la-Rivière	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76493	Paluel	STVA	STVA ou CANY	CANY	STVA ou CANY
76494	Parc-d'Anxtot	BOLB	BOLB	LILL	ROMA
76495	Pavilly	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76497	Petit-Couronne	GDQU	RSUD	RSUD ou SOTR	GDQU
76498	Le Petit-Quevilly	GDQU ou RSUD	RSUD	RSUD ou GDQU ou SOTR	GAMB
76499	Petiville	GRAV	GRAV	LILL	LILL
76500	Pierrecourt	BLAN	BLAN	AUMA	FOUC
76501	Pierrefiques	ETRE	ETRE	CRIQ	CRIQ
76502	Pierreval	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76503	Pissy-Pôville	BARE	BARE	CANT	CANT
76504	Pleine-Sève	STVA	STVA	CANY	FONT
76505	Pommereux	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76506	Pommeréal	GRVE	GRVE	NEUF	SSAE
76507	Ponts-et-Marais	LPS	LPS	INCH	INCH
76508	La Poterie-Cap-d'Antifer	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76509	Préaux	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76510	Prétot-Vicquemare	STLA	STLA	YVET	DOUD
76511	Preuseville	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76512	Puisenval	GRAN	GRAN	LOND	LOND
76513	Quevillon	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76514	Quévreville-la-Poterie	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76515	Quiberville	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76516	Quièvecourt	NEUF	NEUF	FORG	SSAE
76517	Quincampoix	GAMB	GAMB	FONB	FONB
76518	Raffetot	BOLB	BOLB	LILL	FAUV
76519	Rainfreville	LUNE	LUNE	BACQ	BACQ
76520	Réalcamp	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76521	Rebets	BUCH	BUCH	SERV	SERV
76522	La Remuée	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76523	Rétonval	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76524	Reuville	STLA	STLA	DOUD	DOUD



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

16/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76526	Ricarville-du-Val	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76527	Richemont	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76528	Rieux	BLAN	BLAN	GRAN	GRAN
76529	Riville	VALM	VALM	CANY	FECA
76530	Robertot	HERI	HERI	CANY	GRAI
76531	Rocquefort	HERI	HERI	YVET	YVET
76532	Rocquemont	CAIL	CAIL	BUCH	BUCH
76533	Rogerville	LHS ou CAUC	LHS ou CAUC	CAUC ou LHN	CAUC ou LHN
76534	Rolleville	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76535	Roncherolles-en-Bray	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76536	Roncherolles-sur-le-Vivier	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76537	Ronchois	AUMA	GAIL	FORG	FORM (60)
76538	Rosay	SSAE	SSAE	NEUF	BOSC
76540	Rouen	CANT ou RSUD ou GAMB	CANT ou GAMB ou RSUD	CANT ou RSUD ou GAMB ou SOTR ou GDQU	RSUD ou GAMB
76541	Roumare	BARE	BARE	CANT	CANT
76542	Routes	DOUD	DOUD	CANY	HERI
76543	Rouville	BOLB	BOLB	LILL	FAUV
76544	Rouvray-Catillon	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76545	Rouxmesnil-Bouteilles	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76546	Royville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76547	La Rue-Saint-Pierre	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76548	Ry	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76549	Saâne-Saint-Just	STLA	STLA	BACQ	BACQ
76550	Sahurs	CANT	CANT	SMBO	SMBO
76551	Sainneville	ANGE	ANGE	MONT	CAUC
76552	Sainte-Adresse	LHN	LHN	LHS	LHS
76553	Sainte-Agathe-d'Aliermont	LOND	LOND	VAAS	VAAS
76554	Saint-Aignan-sur-Ry	SERV	SERV	BUCH	BUCH
76555	Saint-André-sur-Cailly	CAIL	CAIL	GAMB	GAMB
76556	Saint-Antoine-la-Forêt	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76557	Saint-Arnoult	CAUD	CAUD	LILL	LILL



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

17/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76558	Saint-Aubin-Celloville	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76559	Saint-Aubin-de-Crétot	CAUD	CAUD	YVET	YVET
76560	Saint-Aubin-Épinay	FRAN	FRAN	GAMB	GAMB
76561	Saint-Aubin-lès-Elbeuf	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76562	Saint-Aubin-le-Cauf	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76563	Saint-Aubin-Routot	ROMA	ROMA	MONT	CAUC
76564	Saint-Aubin-sur-Mer	VEUL	VEUL	STVA	DIEP
76565	Saint-Aubin-sur-Scie	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76566	Sainte-Austreberthe	PAVI	PAVI	BARE	BARE
76567	Sainte-Beuve-en-Rivière	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76568	Saint-Clair-sur-les-Monts	YVET	YVET	BARE	YERV
76569	Sainte-Colombe	STVA	STVA	CANY	FONT
76570	Saint-Crespin	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76571	Sainte-Croix-sur-Buchy	BUCH	BUCH	FORG	CAIL
76572	Saint-Denis-d'Aclon	LUNE	LUNE	DIEP	DIEP
76573	Saint-Denis-le-Thibout	PERR (27)	PERR (27)	SERV	SERV
76574	Saint-Denis-sur-Scie	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76575	Saint-Étienne-du-Rouvray	SOTR ou GDQU	RSUD ou GAMB	GDQU ou SOTR ou GAMB	GAMB ou RSUD
76576	Saint-Eustache-la-Forêt	BOLB	BOLB	LILL	LILL
76577	Sainte-Foy	LONS	LONS	DIEP	DIEP
76578	Sainte-Geneviève	FORG	NEUF	NEUF	BUCH
76580	Saint-Georges-sur-Fontaine	FONB	FONB	GAMB	GAMB
76581	Saint-Germain-des-Essourts	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76582	Saint-Germain-d'Étables	ARQU	ARQU	DIEP	DIEP
76583	Saint-Germain-sous-Cailly	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76584	Saint-Germain-sur-Eaulne	NEUF	NEUF	AUMA	FOUC
76585	Saint-Gilles-de-Crétot	CAUD	CAUD	LILL	LILL
76586	Saint-Gilles-de-la-Neuville	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76587	Sainte-Hélène-Bondeville	FECA	FECA	CANY	VALM
76588	Saint-Hellier	AUFF	AUFF	GRVE	GRVE
76589	Saint-Honoré	LONS	LONS	GRVE	GRVE
76590	Saint-Jacques-d'Aliermont	VAAS	VAAS	ENVE	ENVE
76591	Saint-Jacques-sur-Darnétal	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76592	Saint-Jean-de-Folleville	LILL	LILL	GRAV	GRAV



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

18/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76593	Saint-Jean-de-la-Neuville	BOLB	BOLB	LILL	ROMA
76594	Saint-Jean-du-Cardonnay	MALA ou CANT	MALA ou CANT	BARE	CANT ou RSUD
76595	Saint-Jouin-Bruneval	CRIQ	CRIQ	MONT	LHN
76596	Saint-Laurent-de-Brèvedent	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76597	Saint-Laurent-en-Caux	STLA	STLA	FONT	FONT
76598	Saint-Léger-aux-Bois	FOUC	FOUC	AUMA	VIEU
76599	Saint-Léger-du-Bourg-Denis	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76600	Saint-Léonard	YPOR ou FECA	YPOR ou FECA	FECA ou YPOR	FECA ou YPOR
76602	Saint-Maclou-de-Folleville	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76603	Saint-Maclou-la-Brière	GODE	GODE	FECA	FECA
76604	Saint-Mards	BACQ	BACQ	LONS	LONS
76605	Sainte-Marguerite-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76606	Morienne	AUMA	AUMA	VIEU	VIEU
76608	Sainte-Marguerite-sur-Duclair	DUCL	DUCL	BARE	TRAI
76609	Sainte-Marie-au-Bosc	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76610	Sainte-Marie-des-Champs	YVET	YVET	BARE	YERV
76611	Saint-Martin-aux-Arbres	YERV	YERV	YVET	PAVI
76612	Saint-Martin-au-Bosc	VIEU	VIEU	AUMA	FOUC
76613	Saint-Martin-aux-Buniaux	CANY	CANY	STVA	FECA
76614	Saint-Martin-de-Boscerville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76615	Saint-Martin-du-Bec	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76616	Saint-Martin-du-Manoir	MONT	MONT	CAUC	CAUC
76617	Saint-Martin-du-Vivier	GAMB	GAMB	RSUD	RSUD
76619	Saint-Martin-le-Gaillard	CRIE	CRIE	LPS	GRAN
76620	Saint-Martin-l'Hortier	NEUF	NEUF	FORG	VAAS
76621	Saint-Martin-Osmonville	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76622	Saint-Maurice-d'Étrelan	GRAV	GRAV	LILL	LILL
76623	Saint-Michel-d'Halescourt	GAIL	GAIL	FORG	FORM (60)
76624	Saint-Nicolas-d'Aliermont	SNIC	SNIC	DIEP	DIEP
76626	Saint-Nicolas-de-la-Haie	CAUD	CAUD	LILL	LILL
76627	Saint-Nicolas-de-la-Taille	LILL	LILL	BOLB	BOLB
76628	Saint-Ouen-du-Breuil	TOTE	TOTE	BARE	PAVI



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

19/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76629	Saint-Ouen-le-Mauger	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76630	Saint-Ouen-sous-Bailly	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
76631	Saint-Paër	BARE	DUCL	DUCL	BARE
76632	Saint-Pierre-Bénouville	BACQ	BACQ	STLA	STLA
76634	Saint-Pierre-de-Manneville	SMBO	SMBO	CANT	CANT
76635	Saint-Pierre-des-Jonquières	LOND	LOND	GRAN	GRAN
76636	Saint-Pierre-de-Varengeville	BARE ou DUCL	DUCL	DUCL ou BARE	CANT
76637	Saint-Pierre-en-Port	FECA	FECA	CANY	VALM
76638	Saint-Pierre-en-Val	LPS	LPS	INCH	INCH
76640	Saint-Pierre-lès-Elbeuf	ELB	ELB	SAUB	SAUB
76641	Saint-Pierre-le-Vieux	FONT	FONT	LUNE	LUNE
76642	Saint-Pierre-le-Viger	FONT	FONT	STVA	VEUL
76644	Saint-Rémy-Boscrocourt	LPS	LPS	CRIE	CRIE
76645	Saint-Riquier-en-Rivière	FOUC	FOUC	GRAN	GRAN
76646	Saint-Riquier-ès-Plains	STVA	STVA	CANY	CANY
76647	Saint-Romain-de-Colbosc	ROMA	ROMA	LILL	CAUC
76648	Saint-Saëns	SSAE	SSAE	NEUF	BUCH
76649	Saint-Saire	NEUF	NEUF	FORG	FORG
76650	Saint-Sauveur-d'Épalleuil	ANGE	ANGE	MONT	CRIQ
76651	Saint-Syvain	STVA	STVA	CANY	CANY
76652	Saint-Vaast-d'Équiqueville	VAAS	VAAS	GRVE	GRVE
76653	Saint-Vaast-Dieppedalle	CANY	CANY	STVA	DOUD
76654	Saint-Vaast-du-Val	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76655	Saint-Valery-en-Caux	STVA	STVA	CANY	VEUL
76656	Saint-Victor-l'Abbaye	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76657	Saint-Vigor-d'Ymonville	ROMA ou LHS	ROMA ou LHS	BOLB ou CAUC	BOLB ou CAUC
76658	Saint-Vincent-Cramesnil	ROMA	ROMA	LILL	CAUC
76660	Sandouville	LHS ou ROMA	LHS ou ROMA	CAUC	CAUC
76662	Sassetot-le-Malgardé	STLA	STLA	FONT	FONT
76663	Sassetot-le-Mauconduit	VALM	VALM	CANY	FECA
76664	Sasseville	CANY	CANY	STVA	GRAI

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		20/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76665	Sauchay	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
76666	Saumont-la-Poterie	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76667	Sauqueville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76668	Saussay	YERV	YERV	BARE	PAVI
76669	Saussezemare-en-Caux	GODE	GODE	FECA	FECA
76670	Senneville-sur-Fécamp	FECA	FECA	CANY	VALM
76671	Sept-Meules	LPS	GRAN	GRAN	BAIL
76672	Serqueux	FORG	FORG	NEUF	GAIL
76673	Servaville-Salmonville	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76674	Sévis	AUFF	AUFF	BOSC	BOSC
76675	Sierville	MONV	MONV	BARE	CANT
76676	Sigy-en-Bray	FORG	FORG	FEUI	FEUI
76677	Smermesnil	LOND	LOND	FOUC	FOUC
76678	Sommery	FORG	FORG	NEUF	BUCH
76679	Sommesnil	HERI	HERI	CANY	GRAI
76680	Sorquainville	VALM	VALM	FECA	FECA
76681	Sotheville-lès-Rouen	SOTR	SOTR	RSUD ou GDQU ou GAMB	RSUD ou GAMB
76682	Sotheville-sous-le-Val	SAUB	SAUB	ELB	ELB
76683	Sotheville-sur-Mer	VEUL	VEUL	STVA	FONT
76684	Tancarville	LILL ou ROMA	LILL ou ROMA	ROMA ou LILL	ROMA ou LILL
76685	Thérouldeville	VALM	VALM	CANY	FECA
76686	Theuville-aux-Maillots	VALM	VALM	CANY	FECA
76688	Thiergeville	VALM	VALM	FECA	FECA
76689	Thiétreville	VALM	VALM	FECA	FECA
76690	Thil-Manneville	OFFR	OFFR	DIEP	DIEP
76691	Le Thil-Riberpré	FORG	GAIL	GAIL	FORG
76692	Thiouville	FAUV	FAUV	CANY	HERI
76693	Le Tilleul	ETRE	ETRE	MONT	CRIQ
76694	Tocqueville-en-Caux	STLA	STLA	LUNE	LUNE
76695	Tocqueville-les-Murs	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76697	Torcy-le-Grand	LONS	LONS	GRVE	GRVE
76698	Torcy-le-Petit	GRVE	GRVE	DIEP	DIEP



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

21/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76699	Le Torp-Mesnil	STLA	STLA	YERV	YERV
76700	Tôtes	TOTE	TOTE	AUFF	AUFF
76702	Touffreville-la-Corbeline	YVET	YVET	CAUD	CAUD
76703	Touffreville-sur-Eu	CRIE	CRIE	LPS	LPS
76705	Tourville-la-Rivière	ELB	ELB	GAMB	GAMB
76706	Tourville-les-Ifs	FECA	FECA	GODE	GODE
76707	Tourville-sur-Arques	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
76708	Toussaint	FECA	FECA	VALM	VALM
76709	Le Trait	TRAI	TRAI	CAUD ou DUCL	CAUD ou DUCL
76710	Trémauville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76711	Le Tréport	LPS	LPS	MERS (80)	MERS (80)
76712	La Trinité-du-Mont	LILL	LILL	GRAV	GRAV
76714	Les Trois-Pierres	ROMA	ROMA	LILL	BOLB
76715	Trouville	FAUV	FAUV	LILL	LILL
76716	Turretot	ANGE	ANGE	MONT	CRIQ
76717	Val-de-la-Haye	CANT	CANT	RSUD	RSUD
76718	Valliquerville	YVET	YVET	FAUV	FAUV
76719	Valmont	VALM	VALM	FECA	FECA
76720	Varengeville-sur-Mer	DIEP	DIEP	OFFR	OFFR
76721	Varneville-Petteville	TOTE	TOTE	BARE	AUFF
76723	Vassonville	AUFF	AUFF	TOTE	TOTE
76724	Vatierville	NEUF	FOUC	FOUC	NEUF
76725	Vattetot-sous-Beaumont	GODE	GODE	LILL	BOLB
76726	Vattetot-sur-Mer	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76727	Vatteville-la-Rue	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
76728	La Vaupalière	CANT	CANT	BARE	RSUD
76729	Veauville-lès-Baons	YVET	YVET	DOUD	DOUD
76730	Veauville-lès-Quelles	GRAI	GRAI	CANY	HERI
76731	Vénestanville	LUNE	LUNE	STLA	STLA
76732	Butot-Vénesville	CANY	CANY	STVA	GRAI
76733	Ventes-Saint-Rémy	SSAE	SSAE	NEUF	GRVE
76734	Vergotot	CRIQ	CRIQ	MONT	ANGE
76735	Veules-les-Roses	VEUL	VEUL	STVA	FONT

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1 ^{er} et 2 ^{ème} appel	Annexe n°11
		22/24
		V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76736	Veulettes-sur-Mer	STVA	STVA	CANY	CANY
76737	Vibeuif	YERV	YERV	YVET	STLA
76738	Vieux-Manoir	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76739	Vieux-Rouen-sur-Bresle	VIEU	VIEU	AUMA	AUMA
76740	La Vieux-Rue	SERV	SERV	GAMB	GAMB
76741	Villainville	CRIQ	CRIQ	ETRE	ETRE
76743	Villers-Écalles	BARE	BARE	PAVI	PAVI
76744	Villers-sous-Foucarmont	FOUC	FOUC	NEUF	GRAN
76745	Villy-sur-Yères	GRAN	GRAN	LPS	BAIL
76746	Vinnemerville	CANY	CANY	STVA	FECA
76747	Virville	GODE	GODE	ANGE	ANGE
76748	Vittefleur	CANY	CANY	STVA	STVA
76749	Wanchy-Capval	LOND	LOND	BAIL	BAIL
76750	Yainville	TRAI	TRAI	DUCL	DUCL
76751	Yébleron	FAUV	FAUV	LILL	BOLB
76752	Yerville	YERV	YERV	YVET	STLA
76753	Ymare	FRAN	FRAN	NEUV	NEUV
76754	Yport	YPOR	YPOR	FECA	FECA
76755	Ypreville-Biville	FAUV	FAUV	FECA	FECA
76756	Yquebeuf	CAIL	CAIL	FONB	FONB
76757	Yvecrique	DOUD	DOUD	YVET	YERV
76758	Yvetot	YVET	YVET	BARE	HERI
76759	Yville-sur-Seine	BACH (27)	BACH (27)	DUCL	ELB



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

23/24

V0.2

INSEE	Nom de la commune	CIS 1 ^{er} appel jour	CIS 1 ^{er} appel nuit	CIS 2 ^{ème} appel jour	CIS 2 ^{ème} appel nuit
76401	Arelaune-en-Seine (commune nouvelle)				
	Quartier La Mailleraye-sur-Seine Quartier Saint-Nicolas-de-Bliquetuit	MAIL	MAIL	YVET	CAUD
76146	Buchy (commune nouvelle)				
	Quartier Bosc-Roger-sur-Buchy Quartier Buchy	BUCH	BUCH	FORG	GAIL
	Quartier Estouteville-Ecalles	BUCH	BUCH	CAIL	CAIL
76276	Forges-les-Eaux (commune nouvelle)				
	Quartier Forges-les-Eaux Quartier Le Fossé	FORG	FORG	GAIL	GAIL
76618	Petit Caux (commune nouvelle)				
	Quartier Assigny	CRIE	CRIE	LPS	DIEP
	Quartier Auquemesnil	BAIL	BAIL	LPS	ENVE
	Quartier Belleville-sur-Mer	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
	Quartier Berneval-le-Grand	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
	Quartier Biville-sur-Mer	DIEP	DIEP	CRIE	CRIE
	Quartier Bracquement	DIEP	DIEP	ARQU	ARQU
	Quartier Brunville	CRIE	CRIE	DIEP	DIEP
	Quartier Derchigny-Grancourt	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE
	Quartier Glicourt				
	Quartier Gouchaupre	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE
	Quartier Greny	CRIE	CRIE	BAIL	BAIL
	Quartier Guilmécourt				
	Quartier Intraville	ENVE	ENVE	BAIL	BAIL
	Quartier Penly	DIEP	DIEP	CRIE	CRIE
	Quartier Saint-Martin-en-Campagne				
Quartier Saint-Quentin-au-Bosc	BAIL	BAIL	ENVE	ENVE	
Quartier Tocqueville-sur-Eu	CRIE	CRIE	LPS	DIEP	
Quartier Tourville-la-Chapelle	DIEP	DIEP	ENVE	ENVE	
76476	Port-Jérôme-sur-Seine (commune nouvelle)				
	Quartier Auberville-la-Campagne Quartier Notre-Dame-de-Gravenchon	GRAV	GRAV	LILL	LILL
	Quartier Touffreville-la-Cable	GRAV	GRAV	LILL	CAUD
	Quartier Triquerville				



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

24/24

V0.2

Rives-en-Seine (commune nouvelle)					
76164	Quartier Caudebec-en-Caux	CAUD	CAUD	YVET	MAIL
	Quartier Saint-Wandrille-Rançon	CAUD	CAUD	YVET	TRAI
	Quartier Villequier	CAUD	CAUD	LILL	GRAV
Saint-Martin-de-l'If (commune nouvelle)					
76289	Quartier Betteville	CAUD	CAUD	YVET	YVET
	Quartier La Folletière	YVET	YVET	BARE	CAUD
	Quartier Fréville	YVET	YVET	BARE	DUCL
	Quartier Mont-de-l'If	YVET	YVET	BARE	YERV
Terres-de-Caux (commune nouvelle)					
76258	Quartier Auzouville-Auberbosc	FAUV	FAUV	YVET	BOLB
	Quartier Bennetot	FAUV	FAUV	FECA	FECA
	Quartier Bermonville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Fauville-en-Caux	FAUV	FAUV	YVET	FECA
	Quartier Ricarville	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Saint-Pierre-Lavis	FAUV	FAUV	YVET	HERI
	Quartier Sainte-Marguerite-sur-Fauville	FAUV	FAUV	CANY	FECA
INSEE	CIAM 27 - 60 - 80	CIS 1^{er} appel jour	CIS 1^{er} appel nuit	CIS 2^{ème} appel jour	CIS 2^{ème} appel nuit
Le Thuit de l'Oison (commune nouvelle)					
27638	Quartier Le Thuit-Anger	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
	Quartier Le Thuit-Signol				
27394	Martot	ELB	PTARCH (27)	ELB	PTARCH (27)
27529	Saint-Cyr-la-Campagne	ELB	HAYE (27)	ELB	HAYE (27)
27545	Saint-Germain-de-Pasquier	ELB	AMFR (27)	ELB	AMFR (27)
27593	Saint-Pierre-des-Fleurs	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
27616	La Saussaye	ELB	ELB	AMFR (27)	AMFR (27)
60219	Escles-Saint-Pierre	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60280	Gourchelles	FORM (60)	FORM (60)	AUMA	AUMA
60306	Hecourt	SONG (60)	SONG (60)	GOUR	GOUR
60516	Puiseux-en-Bray	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60521	Quincampoix-Fleuzy	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60577	Saint-Germer-de-Fly	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60592	Saint-Pierre-es-Champs	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
60594	Saint-Quentin-des-prés	SONG (60)	SONG (60)	GOUR	GOUR
60602	Saint-Valery-sur Bresle	AUMA	AUMA	FORM (60)	FORM (60)
60626	Talmonriers	CHAP (60)	CHAP (60)	GOUR	GOUR
80120	Bouillancourt-en-Sery	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Plan de déploiement des centres sur les secteurs de 1^{er} et 2^{ème}
appel

Annexe n°11

25/24

V0.2

Bouttencourt					
80126	Quartier Ansenes	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
	Quartier Bouttencourt	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
	Quartier Monthières	GAMA (80)	GAMA (80)	BLAN	BLAN
80340	Fourcigny	AUMA	AUMA	BEAVI (80)	BEAVI (80)
Gauville					
80375	Quartier Gauville	BEAVI (80)	BEAVI (80)	AUMA	AUMA
	Quartier Parc activité du Cardonnoy	AUMA	AUMA	BEAVI (80)	BEAVI (80)
Lafresguimont-Saint-Martin					
80456	Quartier Brisepot	BEAVI (80)	BEAVI (80)	AUMA	AUMA
80533	Mers-les-Bains	MERS (80)	MERS (80)	LPS	LPS
Morvillers-Saint-Saturnin					
80573	Quartier Digeon	AUMA	AUMA	BEAU (80)	BEAU (80)
	Quartier Morvillers-Saint-Saturnin	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA
80587	Neslette	BLAN	BLAN	GAMA (80)	GAMA (80)
Saint-Germain-sur-Bresle					
80703	Quartier Bretizel	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA
	Quartier Guemicourt	BEAU (80)	BEAU (80)	AUMA	AUMA

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 13

Règlement de doctrine de la chaîne de commandement
départementale

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Saint-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

1/26

V0.2

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

2/26

V0.2

REGLEMENT DE DOCTRINE



CHAÎNE DE COMMANDEMENT DEPARTEMENTALE



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

Annexe n°13

3/26

V0.2

Table des matières

1	1	GENERALITES
	5	
1.1	LES GRANDS PRINCIPES.....	5
1.2	L'ORGANISATION GENERALE.....	5
2	LIMITES TERRITORIALES, APPELLATIONS ET CONDITIONS D'EXERCICE.....	6
2.1	GARDES ET ASTREINTES DE COMMANDEMENT « COS ».....	6
2.1.1	Chef de groupe.....	6
2.1.2	Chef de colonne.....	7
2.1.3	Chef de site territorial.....	9
2.1.4	Chef de site départemental.....	10
2.1.5	Direction Générale.....	10
2.2	GARDE ET ASTREINTE POSTE DE COMMANDEMENT.....	11
2.2.1	Officier superviseur CTA-CODIS.....	11
2.2.2	Chef de Groupe Renfort CODIS.....	12
2.2.3	Chef de site Renfort Poste de Commandement.....	12
2.2.4	Chef de groupe Renfort Poste de Commandement.....	13
2.3	ASTREINTES DE SPECIALITES.....	13
2.3.1	Chef de CMIC/CMIR.....	14
2.3.2	Conseiller Technique Risques Technologiques (RT).....	14
2.3.3	Conseiller Technique Sauvetage Déblaiement (SDE).....	15
2.3.4	Conseiller Technique Nautique.....	15
2.3.5	Conseiller Technique Intervention en Milieux Périlleux (IMP).....	15
2.3.6	Conseiller Technique Feux de Navires (FDN).....	16
2.3.7	Technicien Transmissions.....	16
2.3.8	Expert.....	17
2.4	ASTREINTE DU SERVICE DE SANTE ET DE SECOURS MEDICAL.....	17
2.4.1	Médecin d'astreinte départementale (MAD).....	18
2.4.2	Officier de Santé.....	18
2.4.3	Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO).....	19
3	PLANIFICATION.....	19
3.1	GESTION DES REMPLACEMENTS.....	20
3.2	GESTION DES CARENCES DE SECTEURS.....	20
4	ALERTE ET INFORMATION.....	21
4.1	MODALITES D'INFORMATION.....	21
4.2	MOYENS D'ENGAGEMENT DES PERSONNELS.....	21
4.2.1	Mode normal.....	21
4.2.2	Mode secours.....	21
4.2.3	Cas des ressources insuffisantes ou déjà engagées.....	21
5	GROUPES DE COMMANDEMENT.....	21
5.1	ACTIVATION DES STRUCTURES ET POSTES DE COMMANDEMENT.....	23
5.1.1	Activation COD (en priorité par les personnels du secteur de Rouen).....	23



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

4/26

V0.2

5.1.2	Montée en puissance du CODIS :.....	23
6	LISTE OPERATIONNELLE.....	23
7	ACQUISITION ET MANTIEN DES COMPETENCES OPERATIONNELLES	24

PROJET

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		5/26
		V0.2

1 GENERALITES

1.1 Les grands principes

L'organisation de la chaîne de commandement repose sur les grands principes suivants :

- tous les officiers participent à la chaîne de commandement,
- mixité professionnels/volontaires,
- parcours d'intégration pour chaque niveau,
- liste opérationnelle préfectorale,
- respect de la doctrine nationale « GOC »,
- conformité aux objectifs Sdacr,
- cohérence des secteurs opérationnels,
- présence physique de la chaîne de commandement sur le secteur d'intervention,
- continuité de la permanence opérationnelle sur l'ensemble des secteurs,
- flexibilité du mode d'organisation (jour/nuit - garde astreinte - séquençage semaine),
- maintien des compétences.

1.2 L'organisation générale

Le présent document définit les modalités d'organisation des astreintes et gardes opérationnelles prises en application du Règlement opérationnel.

Le commandement des opérations de secours (COS) est assuré, pour les interventions le nécessitant, par un officier appartenant à la chaîne de commandement. En son absence, c'est le chef d'agrès le plus ancien dans le grade le plus élevé qui prend le COS.

Cette chaîne est composée de différents niveaux correspondant chacun à des fonctions opérationnelles et à des limites territoriales définies. Chaque commune du département se voit donc rattachée à une chaîne de commandement préalablement définie.

Ce dispositif repose sur des gardes et astreintes dites :

- de commandement « COS »,
- de postes de commandement,
- de spécialités,
- du Service de santé et de secours médical.

Toutes les permanences font l'objet d'une planification préétablie.

Pendant la durée de leur permanence, les personnels d'astreinte sont tenus d'être présents sur leurs territoires respectifs de compétence (limité à l'astreinte la plus restrictive en cas de cumul) ou dans les limites autorisées par le Directeur départemental.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

Annexe n°13

6/26

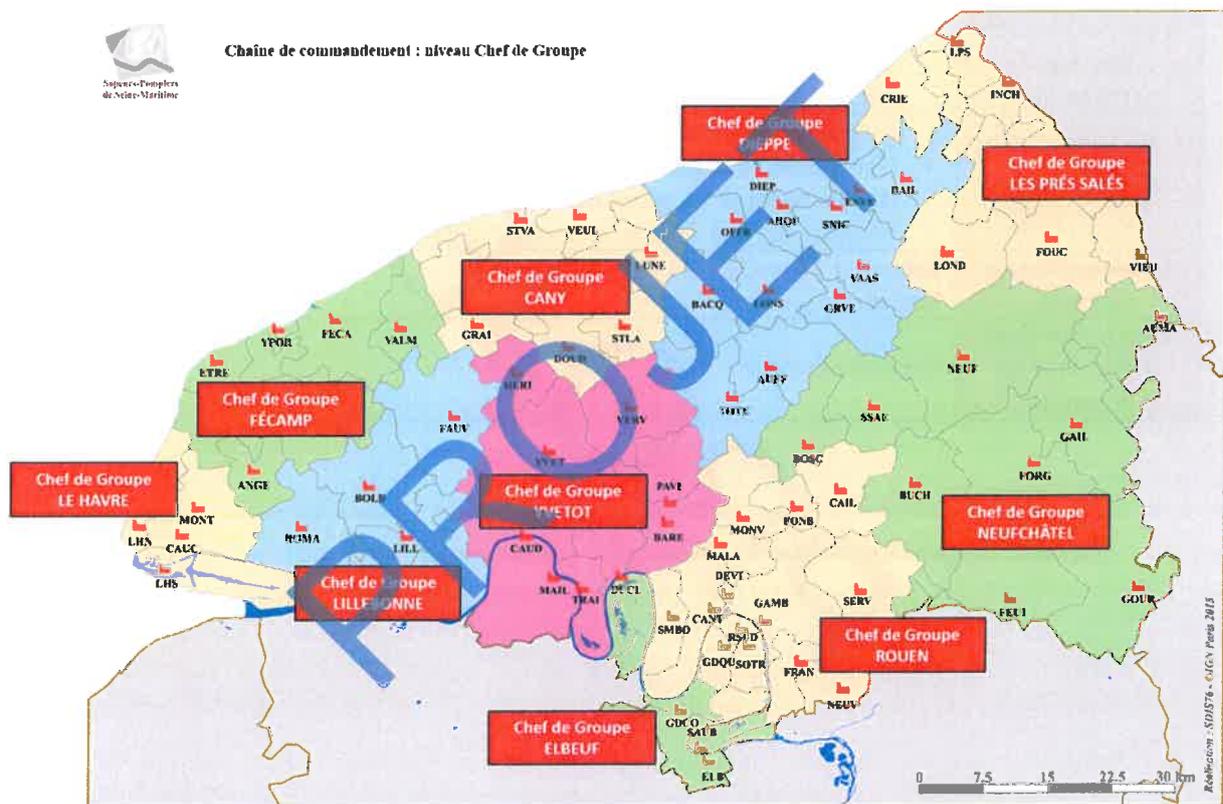
V0.2

2 LIMITES TERRITORIALES, APPELLATIONS ET CONDITIONS D'EXERCICE

2.1 Gardes et astreintes de commandement « COS »

2.1.1 Chef de groupe

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs (qui sont calquées sur les secteurs de premier appel des Cis inclus)





REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

7/26

V0.2

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale (<i>Hors effectifs POJ des Cis</i>)
Accès	Parcours initiatique Chef de Groupe Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial
Missions	<ul style="list-style-type: none">- Commandant des Opérations de Secours- Chef de Secteur ou Sous-Secteur- Officier Renseignement ou Moyens
Appellations des Secteurs (Cf carte)	<ul style="list-style-type: none">- Rouen, Yvetot, Elbeuf- Le Havre, Fécamp, Lillebonne- Dieppe, Les Prés Salés, Cany, Neufchâtel
Permanence opérationnelle du secteur	<ul style="list-style-type: none">- Rouen, Le Havre, Dieppe : 1 garde + 1 astreinte- Neufchâtel : 1 ou 2 astreintes- Autres secteurs : 1 astreinte- Séquençage possible de la semaine d'astreinte
Ressources par secteur	Secteur d'astreinte : 4 à 8 Secteur de garde : 10 à 15
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné

2.1.2 Chef de colonne

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs :



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

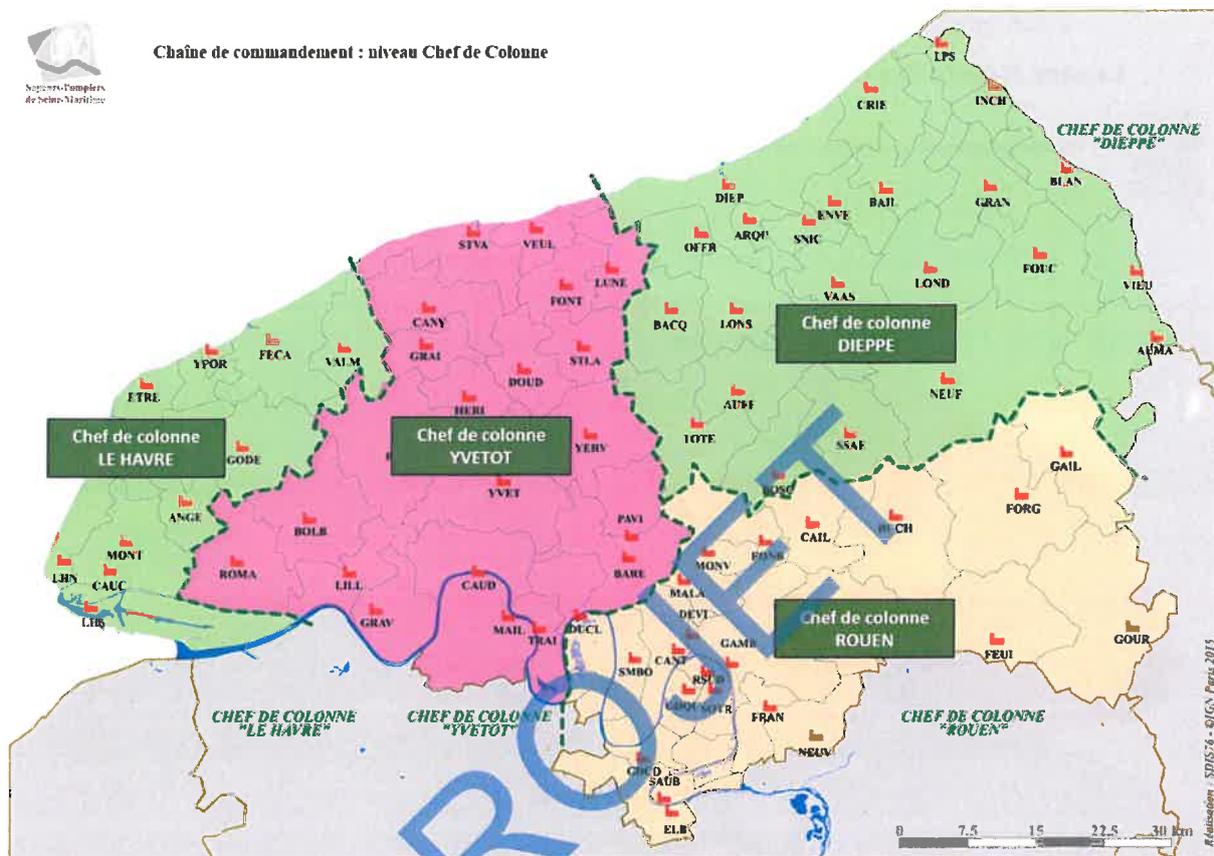
Annexe n°13

8/26

V0.2



Chaîne de commandement : niveau Chef de Colonne



CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Colonne inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial ou fonctionnel
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef de Secteur - Officier Action ou Anticipation
Appellations des Secteurs (Cf carte)	Rouen, Yvetot, Le Havre, Dieppe
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte Séquençage possible de la semaine d'astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

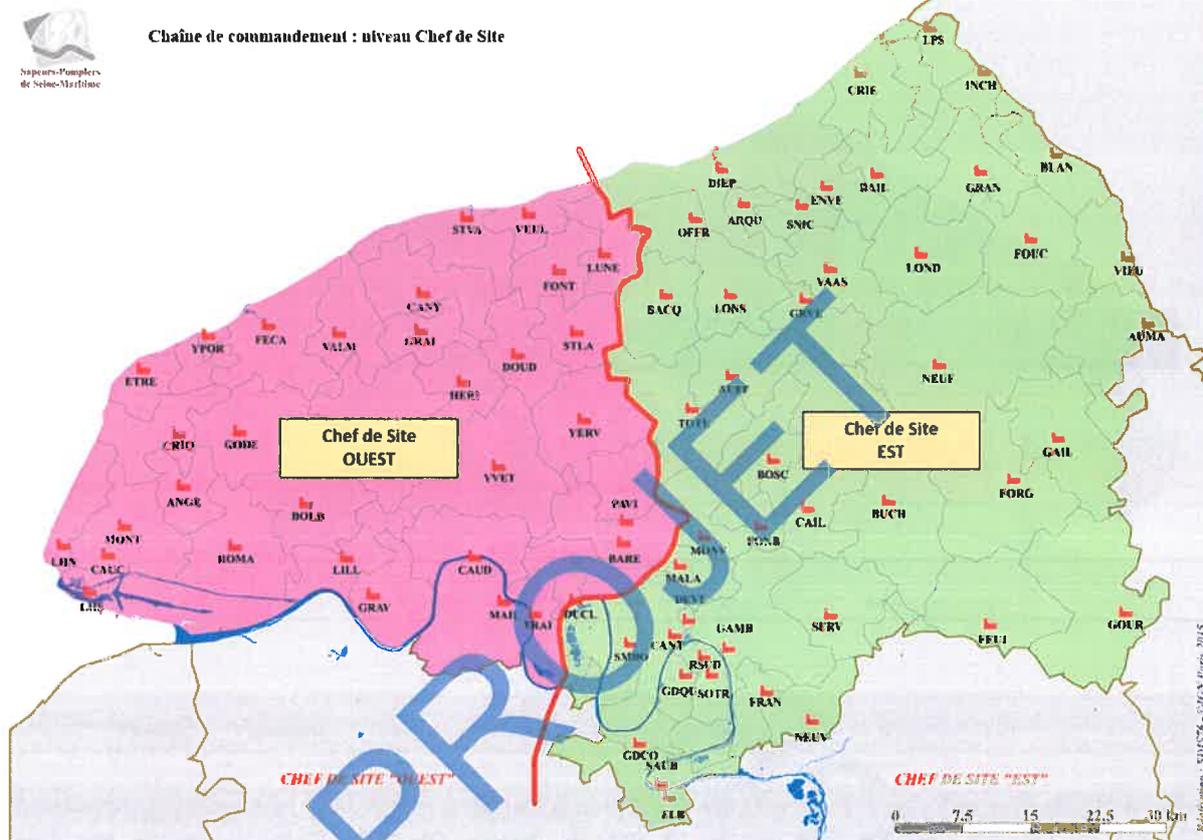
Annexe n°13

9/26

V0.2

2.1.3 Chef de site territorial

La carte ci-après fixe les limites territoriales des secteurs :



CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP sur proposition du chef de groupement territorial ou fonctionnel
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef Poste de Commandement
Appellations des Secteurs (Cf carte)	Est et Ouest
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné + secteur de 1 ^{er} appel du Cis Yvetot

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		10/26
		V0.2

2.1.4 Chef de site départemental

Le secteur d'intervention du chef de site départemental correspond à l'ensemble du département.

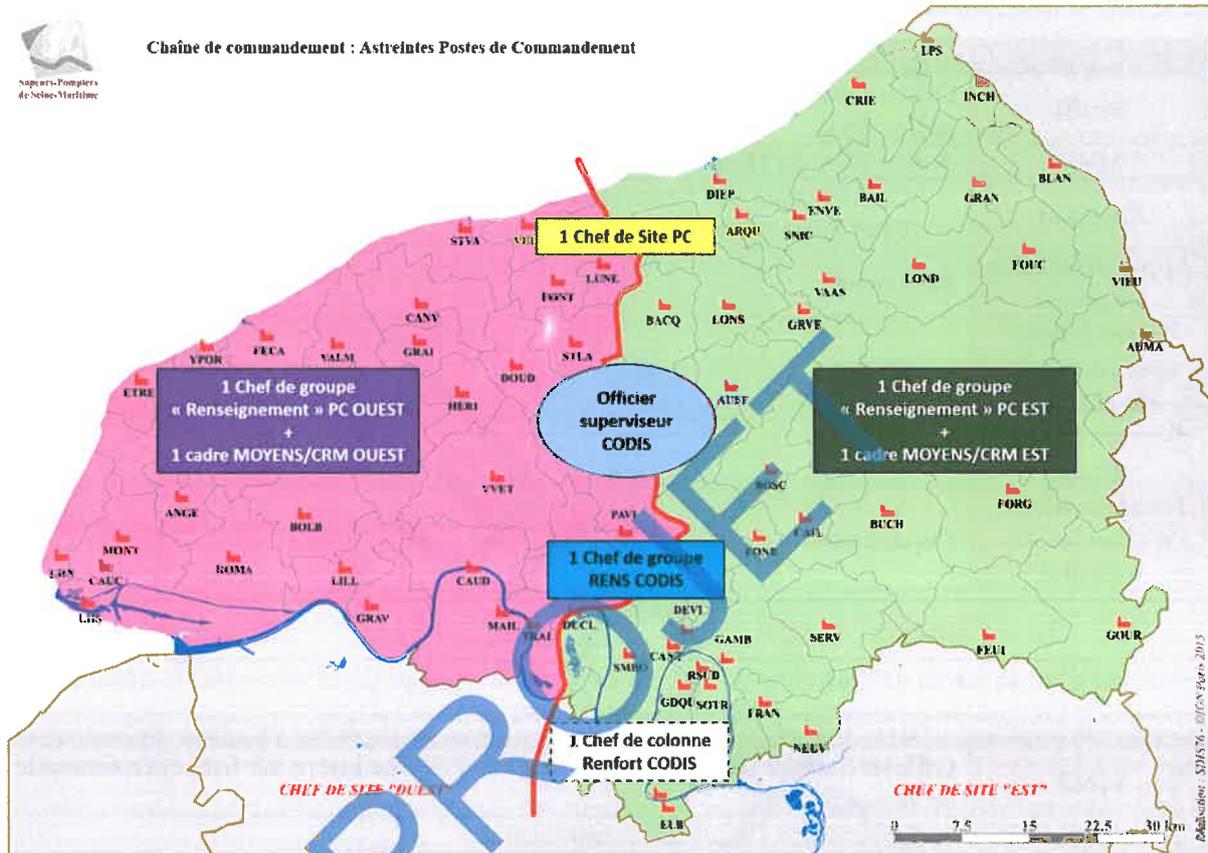
CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	A discrétion du Directeur départemental
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours - Chef Poste de Commandement
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.1.5 Direction Générale

Le secteur d'intervention de l'astreinte de Direction Générale correspond à l'ensemble du département.

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	A discrétion du Directeur départemental
Missions	<ul style="list-style-type: none"> - Commandant des Opérations de Secours
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources par secteur	2 à 4
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.2 Garde et Astreinte Poste de Commandement



2.2.1 Officier superviseur CTA-CODIS

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	<ul style="list-style-type: none"> - Officier affecté de manière permanente au CODIS - Officier appartenant au pool des officiers CODIS complémentaires - Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	<ul style="list-style-type: none"> - Officier permanent : Candidature sur avis de vacance GEAC/GOP - Officier complémentaire : Validation du chef GOP
Missions	Superviser l'activité des salles opérationnelles CTA-CODIS
Permanence opérationnelle du secteur	1 garde
Ressources par secteur	Officiers CTA-CODIS en titre : 0 à 3 Officiers CTA-CODIS complémentaires : 16 à 10
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	CTA-CODIS



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

12/26

V0.2

2.2.2 Chef de Groupe Renfort CODIS

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Validation du chef GOP
Missions	Fonctions Renseignement ou Moyens du CODIS
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources	6 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.2.3 Chef de site Renfort Poste de Commandement

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Site inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Officier assurant les astreintes de chef de site territorial
Missions	Montée en puissance d'un Poste de Commandement (VPC, PCO, COD ; CODIS)
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources	12 à 16
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

Annexe n°13

13/26

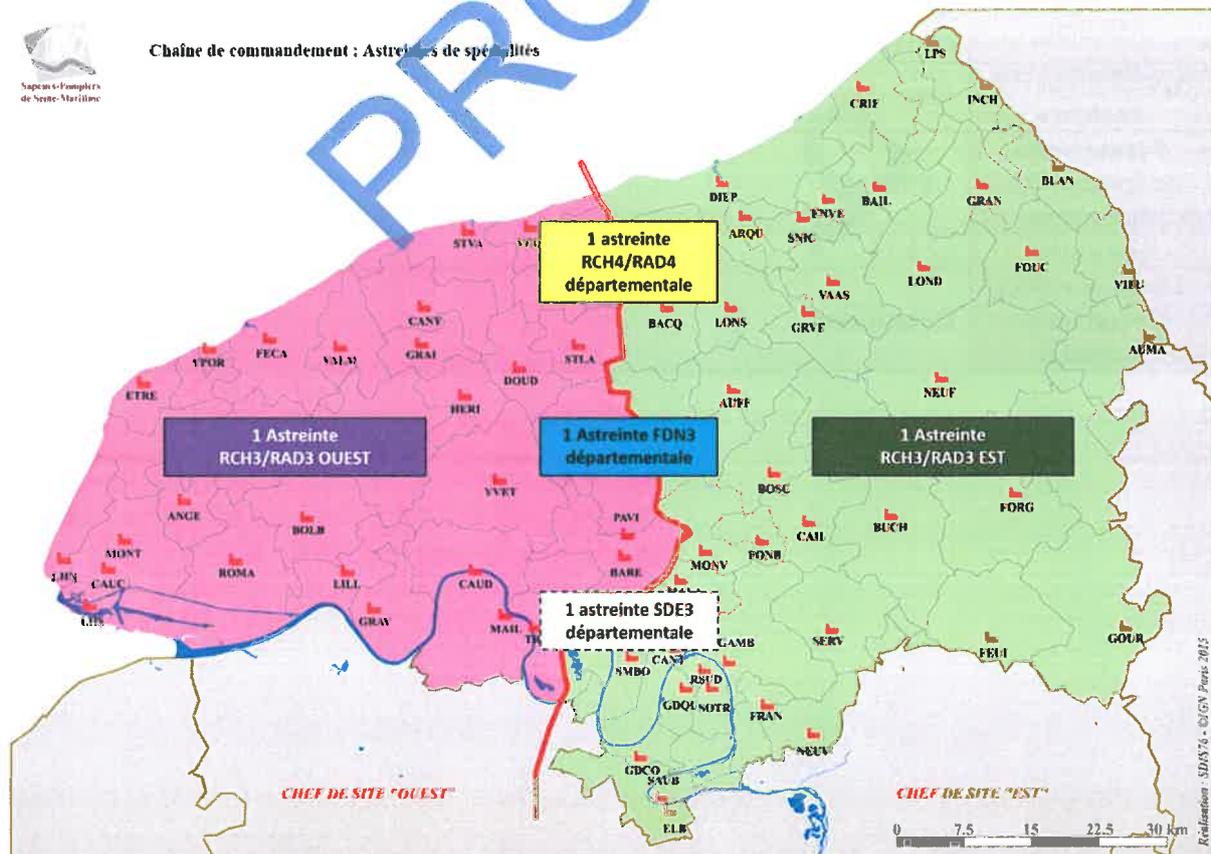
V0.2

2.2.4 Chef de groupe Renfort Poste de Commandement

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Officier titulaire de l'Unité de Valeur Chef de Groupe inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Officier assurant les astreintes de chef de groupe (*)
Missions	Officier Moyens, Renseignement ou Chef CRM
Appellations des Secteurs	Est et Ouest
Permanence opérationnelle du secteur	2 astreintes par secteur chef de site territorial
Ressources du secteur	Sans objet
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné
Cumul possible avec	<i>Astreinte ou garde de commandement « COS »</i> NON

(*) A titre dérogatoire, officier ayant suivi la formation de Chef de Groupe et non affecté à un secteur opérationnel

2.3 Astreintes de spécialités





REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

14/26

V0.2

2.3.1 Chef de CMIC/CMIR

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire des UV RCH3 et /ou RAD3					
Missions	Chef de CMIC/CMIR tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Est et Ouest					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources par secteur	13 à 15					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur concerné (Selon les besoins du service, un officier dont l'activité fonctionnelle est sur le secteur chef de colonne Yvetot peut exercer les missions de Chef de CMIC/CMIR sur le secteur chef de site Est ou Ouest)					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	NON(*)	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	NON	<i>Astreinte de spécialité</i>	NON

(*) Cumul possible uniquement pour les Chef de CMIR avec :

- les chefs de groupe « d'astreinte »,
- les chefs de colonne Le Havre et Rouen

2.3.2 Conseiller Technique Risques Technologiques (RT)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire des UV RCH4/RAD4 (*)					
Missions	Conseiller Technique RCH/RAD telles que définies dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources du secteur	7 à 8					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	NON	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	NON	<i>Astreinte de spécialité</i>	NON

(*) A titre dérogatoire, après avis du chef GOP et des Conseillers Techniques Départementaux RCH/RAD, et après validation du Directeur départemental, un personnel non détenteur d'un niveau 4 peut être intégré à la ressource.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		15/26
		V0.2

2.3.3 Conseiller Technique Sauvetage Déblaiement (SDE)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV SDE3					
Missions	Conseiller Technique SDE tel que défini dans le référentiel national					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte <u>facultative</u>					
Ressources du secteur	5					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.4 Conseiller Technique Nautique

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV SAL3/SAV3					
Missions	Conseiller Technique Nautique tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	Pas d'astreinte					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.5 Conseiller Technique Intervention en Milieux Périlleux (IMP)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV IMP3					
Missions	Conseiller Technique GRIMP tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	Pas d'astreinte					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		16/26
		V0.2

2.3.6 Conseiller Technique Feux de Navires (FDN)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI						
Profil	Officier inscrit sur liste opérationnelle préfectorale					
Accès	Officier titulaire de l'UV FDN3 (ou IBN3)					
Missions	Conseiller Technique FDN tel que défini dans les référentiels nationaux					
Appellations des Secteurs	Sans objet					
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte					
Ressources du secteur	14 à 16					
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département					
Cumul possible avec	<i>Astreinte de commandement « COS »</i>	OUI (sauf chef de groupe de garde)	<i>Astreinte de poste de commandement</i>	OUI	<i>Astreinte de spécialité</i>	OUI

2.3.7 Technicien Transmissions

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Agent désigné par le chef du GSI
Missions	Appui technique à la mise en œuvre des PC Soutien technique des installations téléphoniques, informatiques et électriques du Sdis
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	4 à 8
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

Annexe n°13

17/26

V0.2

2.3.8 Expert

Le Sdis 76 dispose d'experts en différents domaines.

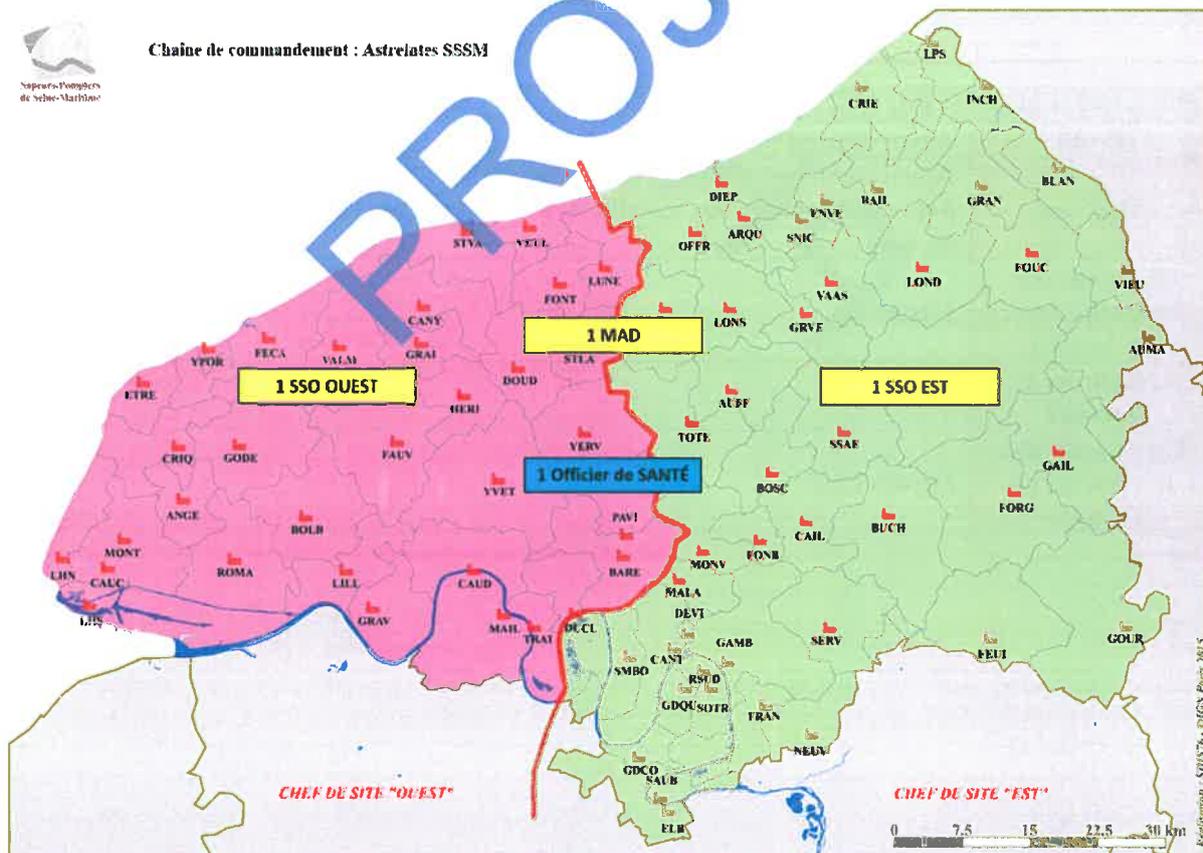
Le territoire d'intervention correspond à l'ensemble du département (sauf dispositions particulières liées à son emploi).

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Personnel qui dispose de compétences spécifiques
Missions	Conseiller technique du COS
Permanence opérationnelle du secteur	Aucune astreinte
Ressources du secteur	1 expert bâtimentaire 1 expert feux en espaces clos
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département (sauf dispositions particulières)

2.4 Astreinte du Service de santé et de secours médical



Chaîne de commandement : Astreintes SSSM





REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

18/26

V0.2

2.4.1 Médecin d'astreinte départementale (MAD)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Médecin SP
Accès	Inscription sur liste opérationnelle préfectorale
Missions	<ul style="list-style-type: none">- assurer le Conseil Technique en termes de SSM pour le compte du Chef de site départemental ou du COS, en appui de l'officier santé,- participer à la gestion des secours médicaux.
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	4
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

2.4.2 Officier de Santé

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Infirmier de Sapeur-Pompier Professionnel inscrit sur liste opérationnelle préfectorale
Accès	Désignation par le médecin chef
Missions	<ul style="list-style-type: none">- participer à la mise en œuvre du groupe SAP,- conseiller le COS, le CODIS ou le chef de site départemental.
Appellations des Secteurs	Sans objet
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte
Ressources du secteur	5
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Département

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		19/26
		V0.2

2.4.3 Soutien Sanitaire Opérationnel (SSO)

CONDITIONS D'ACCES ET D'EXERCICE DE L'EMPLOI	
Profil	Médecin et infirmier de Sapeur-Pompier titulaire du module SSO
Accès	Validation par le médecin chef
Missions	Assurer le soutien sanitaire des sapeurs-pompiers en opérations.
Appellations des Secteurs	Est ou Ouest
Permanence opérationnelle du secteur	1 astreinte par secteur
Ressources du secteur	10 à 30
Lieux possibles d'exercice de l'emploi	Secteur chef de site

3 PLANIFICATION

La planification de la chaîne de commandement est effectuée directement sur le logiciel d'alerte à partir de l'interface du SGO.

Le Sssm assure le suivi et la planification pour les astreintes du Sssm.

Le CODIS assure le suivi et la planification pour les gardes des officiers superviseurs CTA-CODIS en titre.

Les SOP territoriaux assurent le suivi et la planification pour les gardes des officiers superviseurs CTA-CODIS complémentaires.

Les SOP territoriaux et le GOP assurent le suivi et la planification pour les gardes et astreintes suivantes :



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

20/26

V0.2

Astreinte	GOP	SOP Sud	SOP Est	SOP Ouest
ASTREINTE DE COMMANDEMENT COS				
Direction Générale	Dept			
Chef de site départemental	Dept			
Chef de site territorial			Est	Ouest
Chef de colonne	Yvetot	Rouen	Dieppe	Le Havre
Chef de groupe	Yvetot	Rouen Elbeuf	Dieppe Les-Prés-Salés Cany Neufchâtel	Le Havre Fécamp Lillebonne
ASTREINTE DE SPECIALISER				
Chef de CMIC/CMIR			Est	Ouest
Conseiller Technique RT	Dept			
Conseiller Technique FDN	Dept			
Technicien Transmission	Dept			
ASTREINTE DE POSTES DE COMMANDEMENT				
Chef de groupe renfort CODIS	Dept			
Chef de groupe renfort PC			Est	Ouest
Chef de site renfort PC			<i>Est : Semaine paire</i>	<i>Ouest : Semaine impaire</i>

La permanence et la continuité de la chaîne de commandement reposent sur le double principe de programmation suivant :

- une planification prévisionnelle semestrielle,
- une programmation hebdomadaire, avec possibilité de fractionner cette semaine pour les chefs de groupe et chefs de colonne (exemple de cycles : L-M/Me-J/V-S-D ou L/M/Me/J/V-S-D).

Le bulletin hebdomadaire de la chaîne de commandement est validé par le chef de groupement opérations prévision et diffusé à la chaîne de commandement la semaine précédant son occurrence.

3.1 Gestion des remplacements

Les remplacements doivent rester exceptionnels.

3.2 Gestion des carences de secteurs

Les carences doivent rester exceptionnelles et font l'objet d'une analyse à postériori.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale

Annexe n°13

21/26

V0.2

4 ALERTE ET INFORMATION

La chaîne de commandement est informée et / ou engagée selon les dispositions définies ci-dessous :

4.1 Modalités d'information

La chaîne de commandement est informée sans délai des interventions en cours selon les principes suivants :

- information de l'officier de niveau n dès l'engagement de l'officier du niveau n-1,
- remontée des messages à l'officier de niveau n, transmis par l'officier de niveau n-1.

L'appel sur le GSM constitue le moyen à privilégier.

Un envoi de SMS individuels ou multiples peut également être réalisé notamment dans le cadre de la remontée d'information ou de la recherche de disponibilités.

4.2 Moyens d'engagement des personnels

4.2.1 Mode normal

L'alerte des personnels de garde et / ou d'astreinte est réalisée par transmission de messages sur leur récepteur individuel de type TMOCSAG d'envoi par GSM.

4.2.2 Mode secours

En cas de non confirmation de départ dans un délai de 5 minutes, le CTA-CODIS veillera à réitérer l'alerte des personnels.

4.2.3 Cas des ressources insuffisantes ou déjà engagées

En cas d'indisponibilité de l'officier de secteur (engagement sur une intervention précédente, inaptitude imprévue ...) le CODIS engage, **en priorisant** le délai d'intervention, le ou les personnels de garde ou d'astreinte de même niveau :

- provenant du secteur immédiatement limitrophe,
- ou hors planning et présent sur le secteur (exemple des centres de secours ou des groupements territoriaux en heures ouvrées),
- ou l'officier du niveau immédiatement supérieur d'astreinte sur le secteur concerné.

Le CODIS veille ensuite à déclencher une demande de recouverture opérationnelle.

5 GROUPES DE COMMANDEMENT

Les officiers de la chaîne de commandement « COS » disposent d'une structure de commandement dédiée.

- le groupe commandement de colonne accompagne à priori le départ du chef de colonne,
- le groupe commandement de site accompagne à priori le départ du chef de site territorial ou départemental.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

22/26

V0.2

Le tableau ci-dessous définit la composition de chacun d'entre eux :

Fonction	Groupe commandement			Interface PC Exploitant	
	De colonne		De site		
COS	PCC	Chef de colonne	PCS	Chef de site territorial ou chef de site départemental	Fonctions toutes ou parties déportées au PC-Ex
Soutien Moyens		VPC		VPC + VPC ⁽³⁾⁽⁶⁾	
Renseignement		Chef de groupe renfort PC ⁽⁶⁾		Chef de groupe	
Chef PC		Chef de groupe		Chef de groupe	
Action			Chef de site renfort PC ou Chef de site territorial		
Anticipation			Chef de colonne initial		
Transmissions			Chef de colonne ou officier spécialisé ⁽⁴⁾		
Chef de secteur			TRS4 ⁽⁵⁾ + Technicien TRS		
CRM			Chef de groupe ⁽²⁾	Chef de groupe ⁽²⁾	
Soutien Sanitaire			KCRM	Chef de groupe renfort PC KCRM	
Off santé correspondant du COS			KLOLA niv.2 mini VSS SSO ⁽¹⁾		
			SSO ⁽¹⁾	MAD et Officier Santé	
			Officier Santé		

(1) Les modalités d'engagement du Soutien Sanitaire opérationnel sont fixées par note spécifique

(2) Le chef de groupe prévu en qualité de chef de secteur peut ne pas être engagé (après validation du Chef de colonne ou de site) si :

- il l'a été auparavant dans un groupe constitué (suite à une demande de renfort),
- un officier de la chaîne de commandement de spécialité assure cette fonction de 2eme chef de secteur (exemple : RCH3, RAD3, SDE3, ...).

(3) Un renfort en véhicule PC peut s'avérer nécessaire :

- sur demande de la préfecture pour activation d'un PCO de « campagne »,
- pour favoriser le travail d'anticipation, en isolant la fonction au sein d'un espace adapté.

(4) En fonction de l'événement, il peut s'agir :

- d'un chef de colonne,
- du conseiller technique RT,
- du conseiller technique FDN,
- d'un conseiller technique GRIMP, SD ou SAL/SAV,
- d'un expert.

(5) Facultatif – pas d'astreinte dédiée

(6) De façon transitoire, la fonction d'officier « moyen » au VPC, pourra être tenue par un officier ou un sous-officier non titulaire de l'unité de valeur de chef de groupe.

Indépendamment des règles d'engagement des groupes et structures de commandement, les chefs de groupe, de colonne, de site territoriaux et de site départementaux, peuvent s'engager de leur propre

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		23/26
		V0.2

initiative, sans leur PC, s'ils estiment qu'au regard des informations transmises par le CODIS et / ou par le premier COS présent sur les lieux, leur engagement est nécessaire.

5.1 Activation des structures et postes de commandement

5.1.1 Activation COD (en priorité par les personnels du secteur de Rouen)

- 1 chef de groupe,
- 1 chef de colonne,
- 1 chef de site.

5.1.2 Montée en puissance du CODIS :

- chef de groupe renfort CODIS,
- chef de colonne d'astreinte non concerné par l'évènement (en priorité chef de colonne Yvetot),
- chef de site départemental ou chef de site renfort PC ^(a)

(a) : le choix s'effectue après concertation avec le chef de site départemental sur la base de la localisation géographique des personnels d'astreinte, de l'évènement et débouche sur une des deux possibilités suivantes :

Position choisie par le chef de site départemental après concertation :	COS sur le terrain assuré par	Chef PC assuré par :	Chef de site CODIS assuré par :
Sur le terrain	Chef de site départemental	Chef de site territorial	Chef de site renfort PC
Au CODIS	Chef de site territorial	Chef de site renfort PC	Chef de site départemental

6 LISTE OPERATIONNELLE

La liste opérationnelle de la chaîne de commandement est établie par le groupement opérations-prévision de manière annuelle le 1^{er} février et signée par le préfet sur proposition du Directeur départemental.

Un additif intervient en milieu d'année au 1^{er} août, selon les mêmes règles que la liste d'aptitude de spécialité.

A titre dérogatoire et par nécessité de service, le Directeur départemental peut à tout moment ajouter ou retirer des agents sur la liste opérationnelle départementale, en attente de la parution de la prochaine liste d'aptitude de la chaîne de commandement.

Seuls les sapeurs-pompiers inscrits sur la liste départementale préfectorale d'aptitude opérationnelle peuvent participer aux astreintes de la chaîne de commandement.

Les officiers de la chaîne de commandement assurant des astreintes de spécialités sont inscrits sur les listes opérationnelles de spécialités correspondantes.

Les personnels de la chaîne de commandement répondent aux conditions d'aptitude physique et médicale compatibles avec leur emploi ou activité opérationnelle.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	<p>REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale</p>	Annexe n°13
		24/26
		V0.2

7 ACQUISITION ET MANTIENT DES COMPETENCES OPERATIONNELLES

Chaque officier au fil de son parcours opérationnel acquiert des compétences relatives à son niveau de commandement et maintient continuellement son niveau de performance opérationnelle.

Chaque parcours, et plus particulièrement celui lié à la prise d'une nouvelle fonction opérationnelle, est propre à chaque officier. Ainsi on peut distinguer :

- les officiers déjà en poste au sein du Sdis 76, nouvellement titulaires d'une unité de valeur opérationnelle (de chef de groupe, de chef de colonne ou de chef de site) ou en cours d'acquisition (en attente de leur départ à l'ENSOSP) et ayant vocation à exercer ce nouvel emploi opérationnel,
- les officiers intégrant le Sdis 76 et déjà titulaires de l'unité de valeur opérationnelle correspondante à son emploi opérationnel au sein du Sdis 76 (chef de groupe, chef de colonne ou de chef de site) et ayant exercé dans cet emploi opérationnel au sein de son Sdis précédent.

Ce parcours doit permettre en particulier à l'agent de connaître les particularités départementales et d'avoir les connaissances structurelles et fonctionnelles de son nouveau secteur opérationnel.

Il n'a en aucun cas vocation à vérifier le niveau de compétence reconnu par le diplôme délivré par l'ENSOSP.

Ce parcours, supervisé par le groupement opérations-prévision, est coordonné par chaque groupement territorial de rattachement et plus précisément par les services opérations-prévision et emplois activités et compétences.

Un tuteur, désigné par le groupement territorial, accompagne l'agent.

Ce parcours doit ainsi permettre une intégration rapide et efficiente à la chaîne de commandement selon son emploi opérationnel.



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Règlement d'organisation de la chaîne de commandement
départementale

Annexe n°13

25/26

V0.2

Selon les profils de chacun, ce parcours d'intégration pourra intégrer les séquences suivantes :

Intégration à un nouvel emploi opérationnel		
Réalisé avec l'accompagnement d'un officier tuteur.	Durée possible	Objectif
Fonctionnel	Groupements fonctionnels	2 jours <ul style="list-style-type: none"> découverte de l'environnement fonctionnel du Sdis
	Groupement opérations-prévision	1 jour <ul style="list-style-type: none"> connaissance de l'organisation opérationnelle départementale et des outils et ressources opérationnels.
Opérationnel	Groupements territoriaux	3 gardes ou 3 ½ journées <ul style="list-style-type: none"> découverte et connaissance des organisations et pratiques opérationnelles des agglomérations du Havre, Dieppe et Rouen.
	Secteur d'affectation opérationnelle	1 à 3 mois <ul style="list-style-type: none"> acquisition des spécificités de son secteur : ZI, ressources, moyens spécialisés et spécifiques,... connaissance des intervenants sapeurs-pompiers et des partenaires, connaissances des fonctions opérationnelles des futurs subordonnés. o activité opérationnelle Format : gardes ou astreintes du niveau de son nouvel emploi opérationnel en doublure et gardes et/ou astreintes du niveau d'emploi inférieur en doublure ou en titre. o activité de manœuvres Format : participation à différentes manœuvres terrain et PC en qualité de COS, chef de secteur ou officier PC.
	CODIS	<ul style="list-style-type: none"> connaissance des modes de gestion du CTA-CODIS (activité courante, événement particulier, alertes multiples/PCA, remontées de l'information...), connaissance des agents en garde au CTA-CODIS. Format : gardes de 12h en observateur. Parcours spécifique pour les nouveaux officiers superviseurs CODIS.

Ces différentes actions donnent lieu à une auto-évaluation qui sont fondées sur les principes de l'approche par les compétences (APC) et d'un échange entre le tuteur, le service opérations-prévision et l'apprenant à l'issue de chaque séquence de formation.

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Règlement d'organisation de la chaîne de commandement départementale	Annexe n°13
		26/26
		V0.2

A l'issue de ce parcours et lorsque l'officier est prêt à intégrer la chaîne de commandement, le service opérations-prévision territorial concerné propose au groupement opérations-prévision l'inscription de l'agent sur la liste d'aptitude départementale selon l'emploi opérationnel correspondant.

Afin de pérenniser la qualité et la performance opérationnelle de la chaîne de commandement, l'ensemble des officiers, participe de façon obligatoire aux diverses activités de maintien et de perfectionnement des compétences opérationnelles.

Ces séquences se présentent sous la forme de manœuvres ou de présentations à l'échelon d'un centre de secours, d'un groupement territorial ou du département.

Sont ainsi abordés :

- la présentation de nouveautés ou d'évolutions : techniques et procédures opérationnelles, matériels, champs de compétences de différents partenaires, risques spécifiques, réglementations, etc,
- le retour d'expérience : partage des actions menées suite à une intervention remarquable, analyse de contentieux opérationnels, exposé d'accidents ou de presque accident impliquant des sapeurs-pompiers (cf. Anatech), bilan des exercices départementaux notamment dans le cadre de plans de secours....,
- la mise en situation opérationnelle avec dédoublement d'effectifs et de matériels ou en mode exercices en salle (cf. équipes d'animation, outils de simulation, etc.).

Ces séquences sont périodiques ou liées à un évènement particulier.

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 14

Effectifs minimaux des engins de secours

PROJET

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Annexe n°14

Effectifs minimaux des engins de secours

1/2

V0.2

Mission	Moyen	Effectif nominal	Effectif minimum	Observations/Limites d'actions
Incendie	FPT / FPTSR-FPT / FPTGP	6	4	Systématiquement doublé par un FPT complet s'il n'y a que 5 ou 4 SP (mode dégradé) Sauf : <ul style="list-style-type: none"> • feux sur VP, • feux de deux roues, • feux de véhicule léger dont la carburation est de l'essence ou du gasoil • personne ne répondant pas aux appels • personne défenestrée • personne menaçant de se défenestrer Limites des actions en mode dégradé : <ul style="list-style-type: none"> • reconnaissances, • mises en sécurité, • sauvetages avec prise de risques proportionnelle aux moyens, • premiers établissements en eau (notamment pour abaisser la température et la pression des réservoirs des VL ou sécuriser les sauvetages et les mises en sécurité ou enrayer à minima les propagations).
	FPTL	6	4	
	FMOGP	3	2	Engagement autonome (doublé par un engin pompe adapté dans tous les autres cas) : <ul style="list-style-type: none"> • feux sur VP, • feux de deux roues, • feux de véhicule léger dont la carburation est de l'essence ou du gasoil • personne ne répondant pas aux appels • personne défenestrée • personne menaçant de se défenestrer Limites des actions : <ul style="list-style-type: none"> • reconnaissances, • mises en sécurité, • sauvetages avec prise de risques proportionnelle aux moyens, • premiers établissements en eau (notamment pour abaisser la température et la pression des réservoirs des VL ou sécuriser les sauvetages et les mises en sécurité ou enrayer à minima les propagations).
	VPI	4	3	
	CCF	4	3	
	CCI	3	2	
	CEEVEP / CEPRO / CEDGP / CEEM	3	1	
	CEAR	3	1	
DA	3	1		
MEA	3	2		



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Effectifs minimaux des engins de secours

Annexe n°14

2/2

V0.2

Mission	Moyen	Effectif nominal	Effectif minimum	Observations/Limites d'actions
Secours aux personnes	VSAV	3	2	<p>Systématiquement doublé par un autre VSAV s'il n'y a que 2 SP (mode dégradé). A l'exception des carences</p> <p><u>Limites des actions à 2 agents :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> premiers actes de secourisme comme secouristes isolés.
	VTP	2	1	
	CESA	3	1	
	K-SUP	3	2	<p>Systématiquement doublé par un VSAV</p> <p><u>Limites des actions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> premiers actes de secourisme comme secouristes isolés.
Secours routier	FSR / FPTSR fonction secours routier	6		
	FSR / FPTSR fonction balisage	3	2	
	VBS	3	2	
	CESR	3	1	
Opérations diverses	VTU		2	
	CEEL / CETU	3	1	
	Kits	3	1	Conformément à la politique départementale relative aux kits
	VLHR / VLHTC	2	1	
	VLR		1	
	VMD	3	1	
	VTP	2	1	
Commandement	VPC	2	1	
Spécialités	CELP	3	1	
	SD-RECO	4	3	
	SD-EQUIPE LEGERE INTERV	7	7	
	SD UNITE INTERV.	13	11	
	RECO-RCH ou RECO-RAD	3	3	
	INTER-RCH ou INTER-RAD	3	3	
	CMIC ou CMIR	6	6	
	SAL / VSAQ	3	2	En cas de sauvetage de vie : • 1 relié à la surface
	SAV/BSL	3	3	En cas de sauvetage de vie : • 1 en eau intérieure - 2 en mer
	Unité GRIMP	5	5	En cas de sauvetage de vie : • 2 IMP2

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 15

Liste des départs-types

PROJET

PROJET

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départements-types		1/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
AUTRES	Service de sécurité		PSER		Ordre d'opérations
INCENDIE	Explosion	Habitation / véhicule / ERP etc....	OEXP	1 EP + CDG	1 EP + 1 ESR + 1 unite SD + 1 MEA + *1 AMU + 1 GCC + SSO + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu d'aéronef léger	Aéronef léger / ULM	FAER	1 EP + 1 VSUAP + CDG	1 EPE + 1 ESR + *1 AMU
INCENDIE	Feu d'aéronef lourd	Avion de ligne ou aéronef militaire	FALM	1 EP + CDG	1 GLIF + 1 VLHR + 1 ESR + 1 GSAP + *1 AMU + 1 GCS + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu dans un ERP	ERP avec ou sans locaux à sommeil	FERP	1 EP + CDG	1 EP + 1 MEA + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu dans un immeuble collectif	Appartement / cave / escalier	FAPT	1 EP + 1 MEA	1 EP + (la nuit : 1 VSUAP) + *1 AMU+ CDG
INCENDIE	Feu de maison individuelle	Maison / pavillon / garage	FHAB	1 EP	1 EP + (la nuit : *1 AMU + VSUAP) + CDG
INCENDIE	Feu cheminée		FCHE	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu locaux artisanaux	Atelier / magasin / boutique	FATE	1 EP	1 EP + 1 MEA + CDG
INCENDIE	Feu de locaux agricoles	Bâtiment / stabulation	FAGR	1 EP	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 EPE + CDG
INCENDIE	Feu de broussailles	Broussailles / herbes / talus	FBRO	1 EP	
INCENDIE	Feu de château	Château / manoir	FCHT	1 EP + 1 MEA + CDG	1 EP + 1 GINC + (la nuit : 1 VSUAP) + 1 VTUPRO + 1 GCC
INCENDIE	Feu de végétation	Végétation / forêt / récolte sur pied / chaume	FVEG	1 EP	2 EP + 1 EPE + 1 VLHR + CDG

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types		Annexe n°15
			2/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
INCENDIE	Feu de navire	Navire / péniche / paquebot fluvial	FNAV	1 EP + CDG	ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE 1 EP + 1 MEA + 1 BSL + 1 unité SAV + 1 KARI + 1 CEAR + 1 CEEM + 1 VSS + 1 unité attaque IBN + 1 GCS + 1 VSUAP + 1 IBN 3
INCENDIE	Feu bateau plaisance	Voilier / chalutier	FBAT	1 EP + CDG	1 BSL + 1 unité SAV + 1 KARI + 1 CEAR + 1 unité attaque IBN + 1 GCC + 1 VSUAP + 1 IBN 3
INCENDIE	Feu de véhicule léger	Voiture / cyclomoteur/motos	FVEH	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu de véhicule lourd	Poids-lourd / bus	FPLD	1 EP	1 EP + 2 EPE + 1 EBS + CDG
INCENDIE	Feu de silo	Silo vertical ou horizontal	FSILO	1 EP + 1 MEA + CDG + 1 CMIC	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 KARI + 1 CEEM + 1 EPE + 1 GCC
INCENDIE	Feu de train / tram / métro	Train / tram / métro	FFER	1 EP + CDG	1 EP + 1 EPE + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Feu de transformateur	Transformateur	FTRA	1 EP	CDG + 1 RPO
INCENDIE	Feu d'enseigne	Enseigne	FENS	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu locaux industriels et entrepôts	Entrepôt / industries	FIND	1 EP + 1 MEA + CDG	1 EP + 1 (DA + MPR) + 1 GCC + 1 KARI



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Liste des départs-types

Annexe n°15

3/11

V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
INCENDIE	Feux de dépôts ZIP (Zones industrielo portuaires)	Raffinerie / dépôt pétrolier	FZIP	1 GLIF	1 G Feu dépôt ZIP + 1 GALIM + 1 GCS
INCENDIE	Feu en parking souterrain	Parking souterrain	FPST	1 EP + CDG	1 EP + 1 MEA + 1 KARI + 1 CeEVEP + 1 GCC + 1 CEAR
INCENDIE	Feu sur voie publique	Voie publique / vide ordure conteneur	FSVP	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Feu transport de matière dangereuse	TMD CHIM / RAD	FTMD	1 EP + CDG + 1 CMIC/CMIR	1 EP + 1 CeEM + 1 (DA + MPR) + 2 EPE + 1 VSUAP + 1 KARI + *1 AMU + 1 GCC + 1 EBS
INCENDIE	Effondrement immeuble / habitation	Immeuble / habitation	OEFF	1 EP + CDG + 1 unité SD + 1 ESR	1 EP + 1 MEA + préalerte CYN + 1 GCC + 1 SSO + *1 AMU + 1 VSUAP
INCENDIE	Fuite de gaz procédure gaz classique	PGC	OGAZ	1 EP	Sans objet
INCENDIE	Fuite de gaz procédure gaz renforcée	PGR	OGAZ/R	1 EP	1 EP + CDG
AUTRES	Alerte à la bombe		OBOM		CHEF DE SALLE
AUTRES	Appel de détresse Antares	Détresse Antares	APDA	CHEF DE SALLE	

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départs-types		4/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
OPERATION DIVERSE	Assistance aux animaux		OANI	1 VTU	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Découverte de munitions	Découverte de munition	OBUS	1 EP + CDG	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Dégagement voie publique	Dégagement de voie publique	ODVP	CHEF DE SALLE	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Destruction d'insectes	Urgent	OINS	1 VTU	
OPERATION DIVERSE	Epuisement de bateau	Epuisement de navire / péniche / bateau	ONAV	1 EP + CDG	1 REP 100 + 1 VTU + IBN 3 + SAL
OPERATION DIVERSE	Glissement de terrain / marnière	Glissement / Inondation / éboulement de falaise	OGLS	1 EP + 1 CDG + 1 Reco SD	
OPERATION DIVERSE	Opération de reconnaissance et d'évaluation	Opération de reconnaissance et d'évaluation	OREV	CDS + CDC + CDG dont 1 RCH3	RCH4/RAD4
OPERATION DIVERSE	Reconnaissance		OREC	1 VTU	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Inondation	Inondation	OINL	1 VTU	CHEF DE SALLE

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départements-types		5/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
OPERATION DIVERSE	Inondation / dégât des eaux	Assèchement	ODEG	1 VTU (selon procédures)	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Ouverture de porte	Ouverture de porte	OUPO	1 VTU (selon procédures)	CHEF DE SALLE
OPERATION DIVERSE	Fuite de produit mat dangereuse	Produit CHIM / RAD	OFPC	1 EP + CDG + 1 CMIC/CMIR	1 EP + 1 VSUAP + 1 KARI + 1 GCC
OPERATION DIVERSE	Fuite de carburant sur véhicule	Essence sur véhicule	OESS	1 EP	Sans objet
OPERATION DIVERSE	Incident radiologique	Incident radiologique	ORAD	1 EP + CDG + 1 CMIR	RCH4/RAD4
OPERATION DIVERSE	Odeur suspecte	Odeur suspecte	ODSU	1 EP	CDG
OPERATION DIVERSE	Pollution aquatique	Aquatique	OPAQ	1 EP + CDG + 1 Inter_RCH	1 VLHR
OPERATION DIVERSE	Pollution du sol	Sol	OPSO	1 EP + 1 Inter RCH	CDG
AUTRES	Levée de doute sur colis NRBC	Levée de doute sur colis NRBC – Demande CNC	OENV	CDG + 1 Inter RAD	RCH3
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personnes en présence d'un colis NRBC	Colis NRBC avec victime	APPC	1EP + CDG + 1 Inter RAD	1 VSUAP + RCH3

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types		Annexe n°15
			6/11
			V0.2

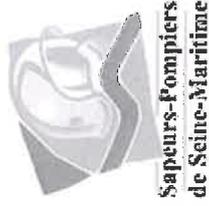
TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
OPERATION DIVERSE	Détection CO	Détection CO	ODCO	1 EP + CDG + 1 Reco RCH	
OPERATION DIVERSE	Intoxication	Collective	INTX	1 EP + CDG + 1 Reco RCH	1 VSUAP + RCH3 + *1 AMU

 Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL		Annexe n°15
	Liste des départs-types		7/11
			V0.2

TYPE DE SINISTRE	SINISTRE	PRECISIONS	CODE SINISTRE	ENGAGEMENT REFLEXE	DEPART-TYPE
SECOURS AUX PERSONNES	Accident avec désincarcération	Désincarcération	ADES	1 VSUAP + 1 EBS + *1 AMU + CDG + 1 ESR	ENGAGEMENT COMPLEMENTAIRE
SECOURS AUX PERSONNES	Accident d'aéronef	Aéronef	AAIR	1 EP + 1 VSUAP + CDG + *1 AMU + 1 ESR	2 VSUAP + 2 EPE + 1 GCC + 1 VLHR
SECOURS AUX PERSONNES	Accident de circulation	VL / piéton / bus etc.....	AVP	1 VSUAP + 1 EBS	*1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Accident de train de voyageurs	Train	AFER	1 VSUAP + 1 EP + CDG + 1 ESR	1 EPE + 1 GSAP + 1 KSNCF + 1 CESA + 1 unité SD + 1 GCC + *1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Accident grand axe	Grand axe	AGAX	1 VSUAP + 1 EBS	*1 AMU
SECOURS AUX PERSONNES	Départ réflexe Assistance à personne pour urgence vitale	<i>Urgence vitale :</i> <ul style="list-style-type: none"> • arrêt cardiaque, • mort subite, • détresse respiratoire, • altération de la conscience, • hémorragies sévères, • section complète de membre, • écrasement de membre ou du tronc, • ensevelissement, 	ASOS	1 VSUAP + *1 AMU	CHEF DE SALLE

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des dépôts-types	Annexe n°15 8/11 V0.2
---	---	--

SECOURS AUX PERSONNES	<p>Départ réflexe Assistance à personne pour urgence relative</p>	<ul style="list-style-type: none"> • brûlure grave, • accouchement imminent ou en cours, • noyade, • pendaison, • électrisation, • foudroiement, • rixe ou accident avec plaie par arme à feu ou blanche, • accident de circulation avec victime (désincarcération, éjecté, piéton, deux roues), • incendie ou explosion avec victime, • intoxication collective, • toutes circonstances mettant en jeu de nombreuses victimes. <p><i>Urgence relative :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • section complète de doigts, • tentative de suicide avec risque imminent, • personne restant à terre suite à une chute, • accident de circulation avec victime (autres). <p>Urgence vitale</p>	<p style="text-align: center;">SUAP</p>	<p style="text-align: center;">1 VSUAP</p>	<p style="text-align: center;">CHEF DE SALLE</p>
SECOURS AUX PERSONNES	<p>Assistance à personne pour urgence vitale sur demande CRRA 15</p>	<p>Urgence vitale</p>	<p style="text-align: center;">AURG</p>	<p style="text-align: center;">1 VSUAP + *1 AMU</p>	<p style="text-align: center;">CHEF DE SALLE</p>



REGLLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL
Liste des départs-types

Annexe n°15

9/11

V0.2

SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne pour urgence relative sur demande CRRRA 15	Urgence relative	AURE	1 VSUAP	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne par carence sur demande du CRRRA 15	Carence	CARE	1 VSUAP (hors délai SDACR)	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Secours médical d'urgence par hélicoptère	Secours médical d'urgence par hélicoptère	SMUH	DRAGON 76	CHEF DE SALLE
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance en contexte attentat	Assistance attentat	ALA	CHEF DE SALLE	1 GSAP + KBAL
AUTRES	Assistance à personne en mer	Assistance en milieu aquatique	APEM	CHEF DE SALLE CONF avec CROSS	
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne en milieu périlleux	En milieu périlleux, en souterrain	APMP	1 EP + CDG + 1 unité GRIMP	1 VLHR + 1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne en zone inondée	En zone inondée	APZI	1 EP + CDG + 1 unité SAV	1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance aquatique en eau intérieure	Intervention aquatique en surface en eau intérieure	AAEI	CDG + 1 unité SAV_INT	1 VSUAP + BSL et/ou unité SAL et/ou Dragon si nécessaire
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance aquatique en zone littorale	Intervention aquatique en surface en zone littorale	AAZL	CDG + 1 unité SAV_LIT	1 VSUAP + BSL et/ou unité SAL (Dragon après confirmation du CROSS)
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance à personne menaçant de se défenestrer	Tentative de défenestration	APMD	1 MEA + CDG	1 EP + 1 VSUAP
SECOURS AUX PERSONNES	Assistance pour personne défenestrée	Défenestrée	ADEF	1 VSUAP	1 EP + CDG

 <p>Sapeurs-Pompiers de Seine-Maritime</p>	REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL Liste des départs-types	Annexe n°15 10/11 V0.2
---	--	--

SECOURS AUX PERSONNES	Dégagement de personne dans un ascenseur Personne ne répondant pas aux appels	Personne bloquée dans un ascenseur Personne ne répondant pas aux appels	ASCE APRA	1 VTU (selon procédures) 1 EP	CHEF DE SALLE
--------------------------------------	--	--	------------------	--------------------------------------	---------------

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Annexe n°15

11/11

Liste des départs-types

LEGENDE		
ACRONYME CATEGORIE	SIGNIFICATION	EQUIVALENCE ENGIN
EP	Engin pompe	FPT / FPTL / VPI / FPTGP / FPTSR / FMOGP / CCF / CCR
VSUAP	Véhicule secours urgence aux personnes	VSAV / KSUAP
MEA	Moyen élévateur aérien	BEA / EPA / EPAS / EPS
ESR	Engin secours routier	VSRM / FPTSR
EBS	Engin de balisage et de signalisation	VBS / VTUBS / VSRM / FPTSR
EPE	Engin porteur eau	CCF / FMOGP / CCI / CCR
VTU	Véhicule tout usage	VTU / VFUPRO
AMU	Engagement d'un infirmier de sapeurs-pompiers ou d'un médecin de sapeurs- pompiers habilité	AMU / VLI
SSO	Soutien sanitaire opérationnel. Engagement d'un infirmier de sapeurs-pompiers ou d'un médecin de sapeurs- pompiers habilité	SSO / Officier de santé

Règlement opérationnel départemental

ANNEXE 16

Les groupes d'intervention départementaux

PROJET

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

1/9

V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
LUTTE CONTRE LES INCENDIES					
Incendie	4	1 ^{er} en 45 2 ^e en 60 3 ^e en 90 4 ^e en 90	Fournir 4000 L/min à 1000 m du point d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EP • 1 EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 MEA 	
Feux de végétation ¹	1	45	Extinction d'un front de flammes de 100 m de large	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 VEHR • 3 EPHR • Moyens en eau > 9000L 	
Alimentation	1	60	<p>Alimentation de deux groupes incendie</p> <p>OU</p> <p>Alimentation d'un LIF à 1000 m (4000l/min en 1 * Ø 152 ou 2 * Ø 110)</p> <p>OU</p> <p>Alimentation d'un Feu de dépôts ZIP à 500m (8000l/min en 2 * Ø 152 + 2 * Ø 110)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 2 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEDGP • 1 VTU 	Le groupe alimentation est, par définition, mis en œuvre en complément de moyens dédiés à l'extinction (groupes Incendie, LIF, Feux de dépôts ZIP)
LIF	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Fournir 4000 L/min (2 canons à mousse de 2000L/min) à 1000 m du point d'eau Autonomie de 50 min	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EPGP ou EP-MPR₁₂₀ • 1 EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEEM 	

¹ Le libellé « feux de végétation » a été préféré à « feux de forêt » en raison de l'absence du risque majeur feux de forêt sur le territoire de la Seine-Maritime.



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Annexe n°16

2/9

Groupes d'intervention départementaux

V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du Sdis 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
Feux de dépôts ZIP (Zones industrielles portuaires)	1	90	8000 L/min (RLC 480 ou 2x4000) à 500 m du point d'eau Autonomie de 40 min OU 6000L/min (LCT6000) à 500 m du point d'eau Autonomie 50 min	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 FMOGP² • (RLC 480 facultatif) • 1 EPGP ou EP-MPR₁₂₀ • 1 DA-MPR₁₂₀ • 1 CEEM • 1 CEDGP 	Les délais de couverture du groupe Feux de dépôts ZIP s'appliquent uniquement pour la couverture des zones industrielles et portuaires de la vallée de Seine (Le Havre, Rouen, Port-Jérôme, Elbeuf).
Feux routiers	1	60	Mise en œuvre en autonomie d'eau d'1 LM8 ou 2 LM4 avec une autonomie mini de 5 min correspondant à l'objectif d'extinction (opération qui consommerait 9000L d'eau) OU de 12 min (10000L d'eau) OU Mise en œuvre pendant 5 min d'un canon d'un débit de solution moussante de 2000 L/min, puis après alimentation (en eau) de l'engin, autonomie en émulseur de 55 min à 2000L/min avec FMOGP ou FPTGP (3600 L d'émulseur) ou CEEM (6000L)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 EP • 1 EPGP + Moyens en eau > 9000L • 1 CEEM • 1 EBS 	La capacité d'eau peut être fournie par des EPE

² 1 FMOGP = 2 FPTGP en termes de capacités hydrauliques



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

3/9

V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS 76	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
NOMBREUSES VICTIMES					
Secours aux personnes	2	1 ^{er} 30 2 ^e 45	Prise en charge d'environ 10 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 1 EP • 1 KRAM • 3 VSAV • 1 VTP + KOXY 	
Désincarcération	1	45	Prise en charge jusqu'à 4 chantiers de désincarcération simultanés. Réalisation de 3 à 4 désincarcérations successives. Soit environ 10 chantiers de désincarcération	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 3 ESR dont au moins 1 VSRM 	
Sauvetage / extraction	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Mission de sauvetage avec : - mise en œuvre de 8 équipes de sauvetage à pied ou Missions au niveau de la chaîne médicale des secours du NOVI avec : - constitution de 8 équipes de ramassage à pied et un parc matériel - animation d'un PRV pouvant accueillir environ 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 2 EP • 2 VTP_SAUV • 1 KRAM • 1 CESA 	Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage et évacuation). L'évacuation des victimes depuis le PMA peut recourir à des moyens complémentaires relevant des SAMU ou de SDIS voisins.
Évacuation	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Prise en charge d'environ 15 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 6 VSAV • 2 (VTP + KOXY) 	



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

4/9

V0.2

Sauvetage NRBC	2	1 ^{er} 60 2 ^e 90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour environ 20 à 40 victimes	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe • 1 AMU • 4 EP (SAUV_TLD) • 1 KRAM + CESA 	<p>Le dimensionnement de la réponse départementale se base sur l'hypothèse du cumul des moyens des deux types de groupes (sauvetage NRBC et décontamination NRBC).</p> <p>(NB : la mise en œuvre du groupe départemental de décontamination NRBC génèrera systématiquement l'envoi d'un autre groupe en renfort par la zone)</p>
Décontamination NRBC	1	90	Intervention au niveau de la chaîne de sauvetage/extraction pour armer le PRV chimique (capacité de traitement = 60 à 100 victimes/h)	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Groupe (DEC3) • 1 AMU • 2 EP (OP_DEC) • 1 KDEC • 1 CEMD • 1 CCI 	

PROJET



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

5/9

V0.2

Groupe/ Entité	Potentiel du SDIS	Délai (min)	Capacités et objectifs d'un groupe/d'une entité	Composition du groupe/de l'entité	Observations
OPERATIONS DIVERSES					
Sauvetage intempéries	1	45	Mise en sécurité de 15 personnes en moins d'une heure	<ul style="list-style-type: none">• 1 (chef de Groupe + VLHR)• 3 engins pompes• 1 unité SA	Dragon 76 à la demande
Épuisement léger	3	30	Capacité d'épuisement : 3 x 120 m ³ /h soit 360 m ³ /h Épuisement d'environ 1 pavillons	<ul style="list-style-type: none">• 1 chef de Groupe• 3 (VTU + REP)	Le potentiel opérationnel considère que les trois groupes interviennent simultanément sur trois zones géographiques distinctes
Épuisement très grande capacité	1	60	Capacité d'épuisement : 2 x 140m ³ /h + 480 m ³ /h soit 760 m ³ /h Épuisement de grands sites	<ul style="list-style-type: none">• 1 (chef de Groupe + VLHR)• 1 (DA+ MPE 140)• 1 (EP + MPE 140)• 1 VTU• 1 CEDGP ou CEEVEP	
Protection	1	45	Protection de locaux jusqu'à une surface de 300 m ²	<ul style="list-style-type: none">• 1 chef de Groupe• 2 VTU• 1 VTU Pro	À engager dès que 2 groupes Incendie sont engagés

COMMANDEMENT					
Commandement de colonne	1	45	Mise en œuvre d'un PC de colonne	<ul style="list-style-type: none"> • 1 chef de Colonne • 3 chefs de Groupe • 1 KCRM • 1 VPC • 1 officier de santé 	<p>Les délais ne prennent en compte que les moyens en officiers de sapeurs-pompiers (VPC non concerné par les délais).</p> <p>La composition des groupes de commandement présentée ne correspond pas à une montée en puissance qui viendrait compléter les moyens dédiés au commandement déjà sur les lieux.</p>
Commandement de site	1	60	Mise en œuvre du PC de site	<ul style="list-style-type: none"> • 1 C. Commandement de colonne • 2 chefs de Site • 1 chef de Colonne Anticipation • 1 MAD • 1 VPC 	
Soutien sanitaire opérationnel (SSO)	1	En fonction du niveau	Assurer le soutien sanitaire en opération	<p><i>Niveau de commandement jusqu'à chef de groupe :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 personnel Sssm d'astreinte SSO secteur selon bilan grille de criticité ou officier superviseur CODIS ou sur demande du COS. <p><i>Niveau de commandement chef de colonne et chef de site :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 personnel Sssm d'astreinte SSO 	L'officier SSO assure le soutien sanitaire opérationnel

En ce qui concerne les délais :

- le t_0 correspond à l'heure de la demande des moyens,
- le délai inscrit dans le tableau correspond pour chaque groupe au délai d'**acheminement** du **dernier moyen** du groupe,
- le délai s'applique à la couverture du risque,



Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime

REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

7/9

V0.2

- dans le cas de l'identification d'un scénario majorant par le CTA-CODIS, le premier moyen adapté à la mission du premier groupe engagé devra être acheminé dans les délais compatibles avec la réponse courante (par exemple : dans le cas de l'engagement d'un groupe SAP, le premier VSAV devra être sur les lieux en 10, 15 ou 20 min en fonction de la zone).

PROJET



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

8/9

V0.2

Table des acronymes

Acronyme utilisé	Signification
AMU	Aide Médicale Urgente
AST	Astreinte
CCF	Camion-citerne feux de forêt
CCI	Camion-citerne d'incendie
CCR	Camion-citerne rural
CEAR	Cellule d'assistance respiratoire
CEDGP	Cellule dévidoir grande puissance
CEEM	Cellule émulseur
CEEVEP	Cellule électro ventilation épuisement
CEMD	Cellule mobile de décontamination
CESA	Cellule de sauvetage
CMIC	Cellule mobile d'intervention chimique
CMIR	Cellule mobile d'intervention radiologique
Cyno	Cynophile
DA	Dévidoir automobile
DEC	Décontamination
FMOGP	Fourgon mousse grande puissance
FPT	Fourgon pompe tonne
FPTGP	Fourgon pompe tonne grande puissance
FPTSR	Fourgon pompe tonne secours routier
FRT	Fourgon risques technologiques
IBN	Intervention à bord des navires
IMP	Intervention en milieu périlleux
ISP	Infirmier sapeur-pompier
KCRM	Kit "centre de regroupement des moyens"
KIBN	Kit "intervention à bord des navires"
KOXY	Kit "oxygène"
KRAM	Kit "ramassage"
MAD	Médecin d'astreinte départementale
moyen aérien	échelles aériennes, bras élévateurs
MPE	Motopompe d'épuisement
MPR	Motopompe remorquable
MSP	Médecin sapeur-pompier
RAD	Risques radiologiques
RCH	Risques chimiques



REGLEMENT OPERATIONNEL DEPARTEMENTAL

Groupes d'intervention départementaux

Annexe n°16

9/9

V0.2

REP	Remorque épuisement
RT	Risques technologiques
SAL	Scaphandrier autonome léger, plongeur
SAV	Sauveteur aquatique (en surface)
SDE	Sauvetage déblaiement
SSSM	Service de santé et de secours médical
SSO	Soutien sanitaire opérationnel
TLD	Tenue légère de décontamination
VBS	Véhicule balisage
VLHR	Véhicule léger hors route
VPC	Véhicule poste de commandement
VSAV	Véhicule de secours et d'assistance aux victimes
VSRM	Véhicule de secours routier moyen
VSS	Véhicule de soutien sanitaire
VTP	Véhicule de transport de personnes
VTU	Véhicule tout usage
VTU Pro	Véhicule tout usage option protection
VTUBS	Véhicule tout usage option balisage

PROJET

